

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 06 mai 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 06 juin 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

S O M M A I R E

TOME I / II

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 25 mars 2013.....	31
Délibérations et annexes	31 à 241

TOME II/ II

Délibération et annexes	242 à 411
Décisions et annexes	412 à 492

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King

Perla DANAN rapporte :

La ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Les associations locataires de bureaux à l'Espace Martin Luther King, voient leurs conventions arriver à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes, pour une durée de deux ans.

La priorité consiste donc à prolonger, par avenant à la convention initiale, la durée d'occupation jusqu'au 6 mai 2015 pour les associations précisées ci-dessous. Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale	27 boulevard Louis Blanc	7 370 €	35 €	7 335 €
Centre de Documentation Tiers Mondes	27 boulevard Louis Blanc	7 590 €	35 €	7 555 €

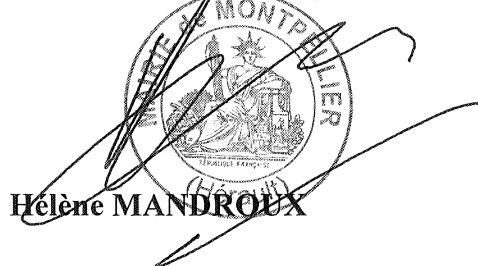
Enfance et Partage	27 boulevard Louis Blanc	6 006 €	35 €	5 971 €
Association générale des intervenants retraités (AGIR abcd)	27 boulevard Louis Blanc	6 059 €	35 €	6 024 €
Amitiés Russes	27 boulevard Louis Blanc	3 410 €	35 €	3 375 €
Eurasia	27 boulevard Louis Blanc	4 739 €	35 €	4 704 €
Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP)	27 boulevard Louis Blanc	4 856 €	35 €	4 821 €
Amnesty international	27 boulevard Louis Blanc	4 713 €	35 €	4 678 €
Ligue des Droits de l'Homme	27 boulevard Louis Blanc	4 748 €	35 €	4 713 €
Libres penseurs	27 boulevard Louis Blanc	3 463 €	35 €	3 428 €
Euro Grèce France	27 boulevard Louis Blanc	1 914 €	35 €	1 879 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les avenants en prolongation joints en annexe ;
- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Enfance et Partage contribuant au développement d'échanges culturels et de solidarité internationale, sont encouragés et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 Mai 2013.

D'autre part,

L'association Enfance et Partage dûment représentée par sa présidente en exercice, Mme Emmanuelle CARRETERO, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Enfance et Partage, un local d'une superficie de 11.18 m² et une salle de réunion de 42.32 m² en colocation avec l'Association Générale des Intervenants Retraités situés, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition de l'association Enfance et Partage, d'un local d'une superficie de 11.18 m² et d'une salle de réunion de 42.32 m² en colocation avec l'Association Générale des Intervenants Retraités situés à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 6 006 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 5 971€ (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

La Présidente de l'association
Emmanuelle CARRETERO

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Amnesty International contribuant au développement d'échanges culturels et de solidarité internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 mai 2013.

D'autre part,

L'association Amnesty international dûment représentée par sa présidente en exercice, Mme Christine VIALLAT, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Amnesty International, un local d'une superficie de 11.36 m² et une salle de réunion de 31.49 m² en colocation avec les association la Ligue des Droits de l'Homme et l'association Libres Penseurs, situés à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 11.36 m² et d'une salle de réunion de 31.49 m² en colocation avec les association la Ligue des Droits de l'Homme et l'association Libres Penseurs situés à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 Mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4 713 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 4 678€ (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

La présidente de l'association
Mme Christine VIALLAT

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) contribuant au développement d'échanges culturels et de solidarité internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 mai 2013.

D'autre part,

L'association Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) dûment représentée par son président en exercice, M. Stéphane FERNANDEZ, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association MRAP, un local d'une superficie de 12.42 m² et une salle de réunion de 31.73 m² en colocation avec l'association Eurasia situés, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 12.42 m² et d'une salle de réunion de 31.73 m² en colocation avec l'association Eurasia situés, à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4 856 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 4 821 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

Le Président de l'association
Stéphane FERNANDEZ

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association la Ligue des Droits de l'Homme contribuent au développement d'échanges culturels et de solidarité internationale, encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 mai 2013.

D'autre part,

L'association La Ligue des Droits de l'Homme dûment représentée par son président en exercice, M. Jean-Charles TADDEI, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association la Ligue des Droits de l'Homme, un local d'une superficie de 11.68 m² et une salle de réunion de 31.49 m² en colocation avec les associations Amnesty International et les Libres penseurs situés, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 11.68 m² et d'une salle de réunion de 31.49m² en colocation avec les associations Amnesty International et les Libres Penseurs situés à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4 748 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 4 713 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

Le Président de l'association
Jean-Charles TADDEI

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale contribuent au développement d'échanges culturels et de solidarité internationale, encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 mai 2013.

D'autre part,

L'association Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale dûment représentée par son président en exercice, M. Michel FOURES, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale, un local d'une superficie de 67 m² situé, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 67m² situé à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7370 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 7 335 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

Le Président de l'association
Michel FOURES

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Euro Grèce France contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale, ainsi que des échanges en matière de jumelage avec la ville de Kos, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 Mai 2013.

D'autre part,

L'association Euro-Grèce France dûment représentée par son président en exercice, M. Antoine ANAGNOSTOPOULOS, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Euro Grèce France, un local d'une superficie de 17.40 m² situé, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 17.40 m² situé à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 Mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1 914 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 1 879 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

Le Président de l'association
Antoine ANAGNOSTOPOULOS

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Amitiés Russes et avec les peuples de l'ex URSS contribuant au développement d'échanges culturels et de solidarité internationale, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 mai 2013.

D'autre part,

L'association Amitiés Russes et avec les peuples de l'ex URSS, dûment représentée par sa présidente en exercice, Mme Alfia FABRE, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003, de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Amitiés Russes et avec les peuples de l'ex URSS, un local d'une superficie de 31 m² situé, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 31 m² situé à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3 410 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 3 375 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

La Présidente de l'association
Alfia FABRE

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Centre de Documentation Tiers Mondes contribuant au développement d'échanges culturels et de solidarité internationale sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 Mai 2013.

D'autre part,

L'association Centre de Documentation Tiers Mondes (CDTM) dûment représentée par sa présidente en exercice, Mme Danielle ELDIN, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association CDTM, un local d'une superficie de 69 m² situé, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 69m² situé à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 Mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7 590 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 7 555 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

La Présidente de l'association
Danielle ELDIN

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT n°2

Les actions de l'association Générale des Intervenants Retraités (AGIR abcd) contribuent au développement d'échanges culturels et de solidarité internationale, encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 mai 2013.

D'autre part,

L'association Générale des Intervenants Retraités (AGIR abcd) dûment représentée par sa déléguée départementale, Mme Anne LABRUYERE, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 1^{er}/04/2010 et de son avenant en date du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association un local d'une superficie de 11.67 m² comprenant : un bureau, un caisson mobile, une armoire haute, un fauteuil de bureau ainsi qu'une pièce commune en partage avec l'association Enfance et Partage de 43.42 m² comprenant quatre tables et vingt chaises situés, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 11.67 m² comprenant : un bureau, un caisson mobile, une armoire haute, un fauteuil de bureau ainsi qu'une pièce commune en partage avec l'association Enfance et Partage de 43.42 m² comprenant quatre tables et vingt chaises, situés à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 Mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 6 059€

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 6 024 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

La Déléguée départementale
Anne LABRUYERE

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Eurasia contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale, ainsi que des échanges en matière de jumelage avec Chengdu, sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 Mai 2013.

D'autre part,

L'association Eurasia dûment représentée par sa présidente en exercice, Mme Nanping GAO, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Eurasia, un local d'une superficie de 11.36 m² et une salle de réunion de 31.73 m² en colocation avec l'association MRAP situés, à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'un local d'une superficie de 11.36 m² et d'une salle de réunion de 31.73 m² en colocation avec l'association MRAP situés à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 Mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4 739 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 4 704 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

La Présidente de l'association
Nanping GAO

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

AVENANT N°3

Les actions de l'association Libres penseurs contribuant à l'ouverture internationale et au développement d'échanges culturels sont encouragées et soutenues par la Ville de Montpellier.

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 6 mai 2013.

D'autre part,

L'association Libres penseurs dûment représentée par son président en exercice Jean-Paul CROS, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4/07/2003 et de ses avenants en date du 22/01/2008 et du 16/12/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Libres Penseurs, une salle de réunion d'une superficie de 31.49 m² en colocation avec les associations Amnesty international et La Ligue des Droits de l'Homme, située à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc, 34000 Montpellier.

Ledit avenant prévoyait que la mise à disposition expirerait le 31 décembre 2012.

Les deux parties conviennent qu'il est nécessaire à cette date de prolonger la durée de la mise à disposition.

Article 1

La convention de mise à disposition d'une salle de réunion d'une superficie de 31.49 m² en colocation avec les associations Amnesty international et La Ligue des Droits de l'Homme située à l'Espace Martin Luther King est prolongée jusqu'au 7 mai 2015.

Article 2

Pendant cette durée, ladite convention est maintenue dans toutes ses dispositions à l'unique exception de celles relatives au loyer auxquelles se substituent les dispositions suivantes :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 35,00 € que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3 463 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, il a été décidé par délibération du 6/05/2013 que la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels.

Cela représente ainsi une subvention (ou aide) en nature annuelle de 3 428 € (valeur locative réelle – 35,00 €), qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Fait à Montpellier,
Le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

Le Président de l'association
Jean-Paul CROS

Conditions acceptées
(Cachet de l'Association)

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

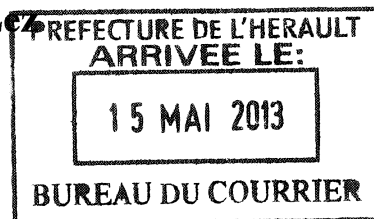
Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Aménagement du pont de la République sur le L

Déclaration de projet



Michaël DELAFOSSE rapporte :

La forte croissance démographique que connaît le territoire montpelliérain depuis de nombreuses années a amené la Ville à organiser son développement dans le cadre d'un vaste projet urbain dont l'opération Port Marianne, développée sur plus de 400 hectares à l'est de Montpellier, constitue un des éléments principaux.

Ce développement urbain, initié au début des années 1980 avec le projet Antigone, puis Richter et Consuls de Mer dans les années 1990, se poursuit aujourd'hui par la réalisation des quartiers de l'hôtel de Ville, Jacques Cœur, Parc Marianne et Rive Gauche puis, demain, par le quartier République. Ces opérations s'organisent dans le cadre d'un schéma d'aménagement général s'appuyant en particulier sur un maillage hiérarchisé de voiries primaires et de desserte, imaginé dès l'origine du projet Port Marianne et fixé depuis 1990 dans le document d'urbanisme de la Ville sous forme d'emplacements réservés.

A ce jour, certaines de ces voies sont réalisées (avenue Marie de Montpellier, avenue du Mondial 98, avenue Raymond Dugrand ou avenue Germaine Tillion située à l'emplacement de l'ancienne voie ferrée d'intérêt local ou VFIL) et d'autres restent à réaliser (avenue Théroigne de Méricourt, avenue Nina Simone, rue des Acconiers et pont de la République).

Ce schéma viaire, connecté au reste du réseau de la ville et de l'agglomération, fait l'objet d'une mise en œuvre opérationnelle progressive, au fur et à mesure du développement des nouveaux quartiers et des besoins de desserte des nouvelles constructions.

Aussi, depuis l'inauguration de l'hôtel de ville en novembre 2011, la poursuite de l'aménagement des quartiers Jacques Cœur et Parc Marianne et les premières livraisons de logements au sein des quartiers Rive gauche prévues en 2014 puis République d'ici à 2017, l'achèvement opérationnel du schéma viaire de Port Marianne devient aujourd'hui une nécessité.

Pour cela, les procédures d'aménagement suivantes ont été engagées :

- l'élargissement et l'aménagement de la section de l'avenue du Pont Trinquat comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès, dont la réalisation est envisagée au cours du deuxième semestre de l'année 2014,
- l'élargissement et l'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez (pont de la République) et l'avenue du pont Trinquat qui devrait être terminé au premier semestre 2014 ;
- la réalisation du pont de la République, qui fait l'objet la présente délibération, dont la livraison est prévue approximativement pour mi 2014,
- l'avenue Théroigne de Méricourt, en rive gauche du Lez, permettant de se connecter à la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand est en cours de réalisation pour une livraison annoncée au premier semestre 2014,
- l'avenue Raymond Dugrand, livrée au printemps 2012 et, dans le prolongement de l'avenue Théroigne de Méricourt, l'avenue Nina Simone en cours de réalisation également, celle-ci étant pour sa part partiellement livrée pour l'été 2013 (profil à 2x1 voie),

Considéré comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpelliérain, la réalisation du pont de la République a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne puis traduit sous forme d'un emplacement réservé dans les documents d'urbanisme successifs de la Ville (emplacement réservé C37 du plan local d'urbanisme).

Sa réalisation a été décidée par délibération du Conseil municipal le 27 juillet 2009, qui en a confié les études et la réalisation à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche.

Dans le cadre des procédures préalables à la réalisation du pont de la République et considérant la continuité et la complémentarité du projet de réalisation du pont avec celui de l'élargissement de la rue des Acconiers, une concertation auprès du public a été organisée de manière concomitante du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010. Une réunion publique s'est également tenue le mercredi 10 novembre 2010 en mairie, conformément aux objectifs programmatiques et aux modalités adoptés par délibération du Conseil municipal en date du 26 juillet 2010. La consultation du public n'ayant pas fait apparaître d'opposition majeure, le bilan de la concertation a été approuvé lors du Conseil Municipal du 13 décembre 2010 et le projet de pont de la République tel que présenté au public a été arrêté à l'occasion du même Conseil.

L'étude d'impact réalisée sur l'aménagement du pont de la République a permis de mettre en évidence ses principaux enjeux, contraintes et incidences sur le milieu naturel, le paysage, l'ambiance sonore ou encore les déplacements. L'étude montre que ces impacts restent très limités sur les milieux naturels, le projet étant situé dans une zone anthropisée de longue date, à proximité immédiate de zones urbaines denses. Les impacts les plus caractéristiques font l'objet de mesures compensatoires permettant d'en accompagner les effets.

En application de l'article L.122-1 du code de l'environnement, l'étude d'impact a été transmise, pour avis, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement. Par courrier en date du 23 novembre 2012 la DREAL a confirmé à la Ville n'avoir formulé aucun avis sur cette étude d'impact.

En application des articles L.122-1 et R.123-1 à R.123-27 du code de l'environnement, une enquête publique a été organisée du 4 février 2013 inclus au 6 mars 2013 inclus sur le projet d'aménagement du pont de la République. A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif pour recueillir les observations et remarques du public a rendu son rapport le 4 avril 2013. Dans les conclusions de ce rapport, le commissaire enquêteur, ayant fait le constat que le projet n'a pas suscité d'opposition majeure de la part de la population durant la consultation, a conclu à un avis favorable.

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique s'inscrivant dans le cadre de l'article L.123-1 du même code, « *l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée* ».

Ce même article précise que la déclaration de projet doit comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général ainsi que, le cas échéant, les modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique et des observations émises.

La présente délibération a pour objet de répondre audit article.

L'intérêt général de l'aménagement du pont de la République sur le Lez est avéré :

- La réalisation du pont de la République a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne afin de poursuivre la politique de développement urbain responsable de la Ville en anticipant les questions de desserte des futures constructions et en offrant aux futurs habitants du secteur et à l'ensemble des montpelliérains un maillage viaire performant et évolutif ;
- Il vient achever le bouclage du réseau viaire de Port Marianne et assurer sa continuité vers la rive droite du Lez et répond également de manière planifiée, raisonnée et durable aux besoins de déplacements inhérents aux évolutions urbaines et démographiques de ce secteur de la ville. Il est aujourd'hui rendu nécessaire pour assurer sur la rive droite du Lez le prolongement des avenues Théroigne de Méricourt et Nina Simone qui seront mises en service en 2014 et, en rive gauche, de la rue des Acconiers dont les travaux sont envisagés courant 2014 ;
- Ce nouvel ouvrage, d'une largeur d'environ 17 mètres pour une longueur d'environ 75 mètres, vient constituer un nouveau moyen de franchissement du Lez pouvant accueillir confortablement piétons, cycles, et véhicules motorisés (une voie de circulation dans chaque sens), raccordé à l'ensemble des réseaux de déplacement afin d'offrir un moyen d'accès plus direct au centre-ville en complément des ponts Jean Zuccarelli, Juvénal et Raymond Chauliac ;
- Sa réalisation permet de diffuser une partie du trafic sur le pont de la République et la rue des Acconiers pour limiter la saturation des carrefours Ernest Granier et Moularès/Antonelli, points névralgiques du réseau viaire à l'échelle de la ville ;
- Plus localement, ce nouveau franchissement du Lez permettra notamment la desserte de l'hôtel de ville, de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer en cours de réalisation, ainsi que des quartiers Rive Gauche ou Jacques Cœur.

Enfin, au vu de l'ensemble des remarques ou observations formulées durant l'enquête publique et de l'avis favorable formulé par le commissaire enquêteur, les résultats de la consultation du public ne conduisent pas à modifier le projet présenté.

En conséquence, il vous est demandé :

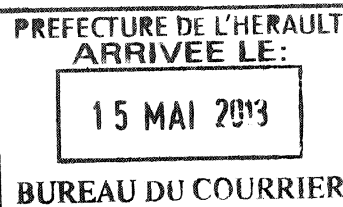
- d'adopter la déclaration de projet relative à l'aménagement du pont de la République ;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- de dire que la présente déclaration de projet pourra être consultée à l'hôtel de ville, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013



Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Projet d'aménagement du pont de la République Autorisation à réaliser les travaux

Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'engagement du projet pont de la République, maillon fonctionnel important de la trame viaire du quartier Port Marianne permettant de relier la rue des Acconiers en rive droite du Lez et l'avenue Théroigne de Méricourt sur la rive gauche, a été décidé par une délibération du Conseil municipal le 27 juillet 2009.

Les études et la réalisation de cet ouvrage ont été confiées à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche.

En application de l'article L.122-1 du code de l'environnement une étude d'impact a été réalisée par la SERM qui a formulé une demande d'autorisation de réaliser les travaux du pont par courrier du 7 septembre 2012. Cette étude d'impact accompagnée de la demande d'autorisation ont été transmis pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement (la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou DREAL). Aucun avis de cette autorité n'a été émis et cette information a été notifiée à la Ville par ladite autorité dans un courrier en date du 23 novembre 2012.

La consultation du public sur ce projet a été essentiellement organisée en deux temps :

- d'une part, une concertation auprès du public a été organisée sur le projet d'aménagement du pont de la République concomitamment au projet d'aménagement de la rue des Acconiers du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010, avec l'organisation d'une réunion publique le 10 novembre 2010. Le bilan de cette concertation n'ayant pas fait apparaître d'opposition majeure de la population, il a été approuvé par le Conseil Municipal du 13 décembre 2010 et les deux projets ont été arrêtés à l'occasion du même Conseil.
- d'autre part, conformément à l'article L.123-2 du code de l'environnement, une enquête publique permettant d'assurer l'information et la participation du public a été organisée du 4 février au 6 mars 2013 préalablement à la réalisation des travaux d'aménagement du pont de la République. Le Commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif, considérant les remarques du public, a conclu son rapport en formulant un avis favorable sans réserve à la réalisation du projet.

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, le projet d'aménagement du pont de la République ayant fait l'objet d'une enquête publique au titre de l'article L.123-1 du même code, le Conseil municipal doit également se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cette déclaration de projet a été adoptée à ce même Conseil municipal du 6 mai 2013.

L'étude d'impact réalisée sur l'aménagement du pont de la République a permis de mettre en évidence ses principaux enjeux, contraintes et incidences sur le milieu naturel, le paysage, l'ambiance sonore ou encore les déplacements. L'étude montre que ces impacts restent très limités sur les milieux naturels, le projet étant situé dans une zone anthropisée de longue date, à proximité immédiate de zones urbaines denses. Les impacts les plus caractéristiques font l'objet de mesures compensatoires permettant d'en limiter les effets.

Les mesures à la charge de la SERM destinées à éviter, réduire ou compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine sont fixées comme suit :

- En phase travaux, pour écarter tout risque de pollution des eaux, la période d'intervention s'étendra de mai à août, en période d'étiage et des précautions de confinement de la zone de travaux et des produits polluants seront notamment prises. Un suivi de la qualité des eaux ainsi que la vérification régulière du matériel de chantier seront également réalisés. Pour éviter la dégradation des milieux naturels et notamment de la ripisylve, un balisage du chantier sera effectué. Pour protéger les habitations riveraines des envols de poussières, la protection des installations de stockage de matériaux ainsi que l'arrosage du chantier en période sèche seront entrepris. Pour limiter les bruits, la réalisation des travaux durant les jours ouvrables, en période diurne et avec des engins aux normes sera observée. Les déchets produits seront quant à eux réutilisés sur place, revalorisés ou évacués vers une installation de stockage affectée.
- Les impacts permanents du projet concernent quant à eux la destruction partielle de la ripisylve du Lez (boisements rivulaires du Lez) du fait de l'emprise de l'ouvrage (moins de 300 m²). Identifiée dans le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Lez-Mosson-Etangs palavasiens en tant que zone humide qu'il convient de préserver, des mesures compensatoires consistant en la valorisation des hauts de berges en aval du pont via des replantations seront réalisées.

Le suivi des mesures fixées ci-dessus devra être assuré par le maître d'ouvrage (la SERM) pendant la réalisation des travaux et après livraison du projet. Une étude sur l'évolution de la ripisylve aux abords immédiats du projet, permettant de s'assurer de sa bonne reprise dans le milieu naturel, devra être réalisée un an après la livraison du pont de la République.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'autoriser la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) à réaliser le projet d'aménagement du pont de la République ;
- de dire que la présente délibération pourra être consultée en mairie, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013



Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Projet de gare nouvelle de Montpellier Approbation des modalités de concertation proposées par Réseau Ferré de France

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le projet de gare nouvelle de Montpellier s'inscrit dans le projet du Contournement ferroviaire des agglomérations de Nîmes et Montpellier (CNM), projet déclaré d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat du 16 mai 2005, et dont la réalisation est envisagée en 2017. Le secteur de la gare nouvelle se situe également au cœur du grand projet urbain intitulé « OZ Montpellier Nature urbaine », porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Réseau Ferré de France (RFF) est initiateur de la gare nouvelle et futur co-contractant du contrat de partenariat pour la conception et la réalisation du projet. Un dialogue compétitif est engagé pour désigner le titulaire de ce Contrat de Partenariat début 2014, en vue d'une livraison et mise en service de la gare fin 2017.

La gare nouvelle et « OZ Montpellier Nature Urbaine » font l'objet, au cours du premier semestre 2013, de procédures de concertation préalable au titre de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme.

Dans ce contexte et afin de proposer au public une information lisible et claire sur ces deux projets, RFF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité coordonner leurs dispositifs de concertation. Il s'agit de mener de façon cohérente la concertation sur les fonctionnalités de la gare et sur le développement du quartier OZ, en œuvrant de manière coopérative.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a déjà approuvé par délibération n°11349 du Conseil Communautaire du 17 janvier 2013, ses modalités de concertation. Celles-ci prévoient notamment la coordination avec RFF pour la concertation relative à la future gare.

De son côté, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, RFF sollicite l'avis de la Ville de Montpellier sur les modalités de sa concertation en qualité de maître d'ouvrage du projet de gare nouvelle.

Le dispositif élaboré par RFF comprend les dispositions suivantes :

1. Ambitions de la concertation

Il s'agit d'informer, dialoguer avec les parties prenantes et les habitants, tout en respectant :

- les règles de confidentialité induites par le dialogue compétitif avec les candidats en compétition,
- les exigences réglementaires en matière de participation du public,
- les contraintes calendaires du projet de gare en lien avec la mise en service du CNM.

2. Modalités de la concertation

La concertation dans le cadre du projet de gare nouvelle de Montpellier comporte un volet volontaire d'ateliers citoyens ainsi qu'un volet réglementaire d'information et de participation large des habitants (exposition, réunions publiques...).

La concertation volontaire prépare et alimente la concertation réglementaire. Elle se déroulera sous forme d'ateliers citoyens se réunissant à trois reprises de mars à mai.

La concertation réglementaire, qui se déroulera du 6 mai au 6 juin, prévoit :

- une large information du public,
- une expression du public par la mise en place d'une exposition présentant le projet et de registres, la tenue de réunion publique (cible grand public), la mise en place d'un questionnaire (cible usagers), des ateliers socio-professionnels (cible acteurs socio-professionnels) et l'organisation d'une réunion spécifique (cible riverains).

La Ville de Montpellier est associée à chacune des étapes de cette concertation.

Le bilan de la concertation sera dressé en juin 2013 en vue d'une signature par le Président de RFF au 30 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- formuler un avis favorable aux modalités de la concertation proposées par RFF en vue d'associer le public et les acteurs locaux à l'élaboration du projet,
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

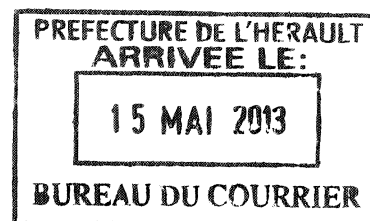
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAoui, Martine PETITOUT.

Quartier de la Pompignane Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de réaménagement urbain et fixation des primes

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

Des études urbaines partielles ont été réalisées par la Ville sur certains secteurs de ce quartier depuis 2009, permettant d'en affiner la connaissance. Il en ressort les problématiques urbaines suivantes :

- coupure entre la partie basse du quartier (secteurs résidentiels) et la partie haute (plateau technologique et industriel),
- faiblesse de la mixité sociale et diversité peu importante des typologies d'habitat,
- relation insuffisante entre le quartier et le fleuve « le Lez » qui le borde et lui confère un potentiel paysager remarquable,
- désuétude des structures commerciales existantes,
- surdimensionnement des espaces publics voués à la circulation automobile et faiblesse des espaces publics affectés aux modes doux (piétons, cycles, transports en commun, ...),

Ces déséquilibres ainsi identifiés, il apparaît à présent nécessaire, sur le fondement de ces études, de poursuivre la réflexion en vue d'aboutir à la définition d'un projet urbain pour le quartier de la Pompignane, dont les enjeux sont :

- l'affirmation de la centralité et de l'urbanité de ce quartier (équipements publics, espaces publics, commerces, formes urbaines, image, qualité), associé à un équilibre social présentant une plus grande mixité,
- une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier et une plus grande mixité fonctionnelle du plateau industriel de la Pompignane,

- le développement des modes de circulation doux (piétons, vélos) et de la transversalité inter-quartier,
- la conception de formes urbaines adaptées au contexte (densité, diversité, tenue de l'espace public, coutures urbaines, etc...)
- l'amélioration de la protection hydraulique et de la valorisation paysagère.

Il apparaît cependant que l'ambition d'aménagement affichée confrontée aux déséquilibres constatés présente une complexité importante pour calibrer l'intervention opérationnelle et financière de la Ville, dans un contexte où la maîtrise foncière publique se limite à une partie des voies et aux espaces et équipements publics. La multiplicité des propriétaires, acteurs économiques privés et acteurs institutionnels impliqués s'ajoute à la difficulté d'appréhension des opportunités de mutation foncière dans ce tissu urbain diffus. L'appréciation des recettes susceptibles de couvrir les coûts de réaménagement comporte une réelle difficulté d'appréciation.

Considérant au vu de cette complexité d'aménagement que la Ville n'est objectivement pas en mesure, à ce stade, d'établir le montage tant opérationnel que financier du projet, il est proposé d'avoir recours à une procédure de dialogue compétitif, conformément aux articles 67 et 36 du code des marchés publics.

Le dialogue compétitif aura comme objectif de trouver des solutions permettant d'assurer un équilibre entre les objectifs d'aménagement et la nécessité de définir un montage financier équilibré entre dépenses et recettes.

Cette procédure vise à définir un concept urbain et des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères à partir desquels sera conçue puis mise en œuvre une opération d'aménagement, dans le cadre d'un marché avec l'équipe candidate choisie à l'issue du dialogue.

Le dialogue compétitif sera conduit au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) au titre de la convention de mandat d'études conclu par Madame le Maire le 21 décembre 2012 portant sur l'organisation et le suivi des études de programmation urbaine et d'évaluation environnementale à l'échelle du projet.

Cette procédure autorise, à l'issue d'une phase de sélection des candidatures, à engager le dialogue avec les équipes admises, et permet notamment, par une succession d'échanges, de faire évoluer chacun des projets.

Dans le présent cas, il est proposé de sélectionner trois candidats admis à participer au dialogue compétitif.

Au cours des différentes phases du dialogue, il sera demandé aux trois candidats sélectionnés de produire de nombreux documents accompagnés de pré-chiffrages et de plans à grande échelle. Dans ces conditions, il est proposé de verser une prime à chacun des candidats admis à participer au dialogue compétitif, en considération de l'importance de ces demandes. Compte tenu de la complexité générale de cette opération, il est proposé de fixer cette prime à 25 000 € HT par candidat admis à dialoguer.

A l'issue du dialogue compétitif, qui aura permis de choisir la solution adaptée au projet de réaménagement urbain du quartier de la Pompignane, la prestation attendue dans le cadre du marché sera la suivante :

- tranche ferme : plan guide, définition des orientations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, ainsi que du plan de masse du projet de réaménagement, schémas organiques, éléments nécessaires à l'élaboration du bilan financier de l'opération ;
- tranche conditionnelle : phase opérationnelle préparant la réalisation de l'opération, cahier des recommandations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, adaptation réglementaire du PLU, documents et assistance nécessaires à la concertation publique, tous autres dossiers administratifs et techniques rendus nécessaires par l'opération, mission d'architecte-urbaniste en chef, coordonnateur des projets de l'opération d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la SAAM, mandataire, à lancer une procédure de dialogue compétitif conformément aux articles 67 et 36 du code des marchés publics, portant sur la définition du projet de réaménagement urbain du quartier de la Pompignane,

- De fixer à trois le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à ce dialogue compétitif,
- De fixer le montant de la prime à verser à chacun des candidats ayant mené à bien le dialogue compétitif à 25 000 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier, conformément au budget prévisionnel mentionné dans la convention de mandat d'étude Ville / SAAM en date du 21 décembre 2012,
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

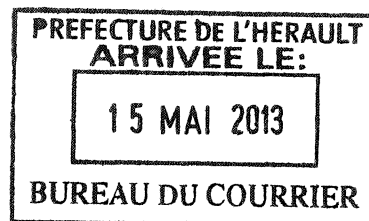
Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013



Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature ACM Lot n°5C

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 62 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : ACM
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
407 avenue du professeur Antonelli
CS15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation : ZAC des Grisettes (4^{ème} tranche)
Lot n°5C

Parcelle cadastrée : Section DZ n°142
Surface du lot : 3 475 m²
Nature du projet : 62 logements collectifs
SDP envisagée : 4 578 m² SDP
SDP maximale autorisée : 4 800 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 5C de la 4^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

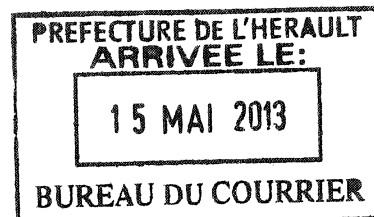
Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013



Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES (4^{ème} tranche) Agrément de candidature ACM Lot n°4B1

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 39 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : ACM
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
407 avenue du professeur Antonelli
CS15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation : ZAC des Grisettes (4^{ème} tranche)
Lot n°4B1

Parcelle cadastrée : Section DZ n°138

Surface du lot : 1 922 m²

Nature du projet : 39 logements collectifs

SDP envisagée : 2 848 m² SDP

SDP maximale autorisée : 3 005 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

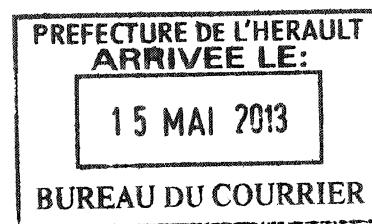
- d'approuver la candidature d'ACM pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 4B1 de la 4^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES (5ème tranche) Agrément de candidature DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS Lot n°7DE

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

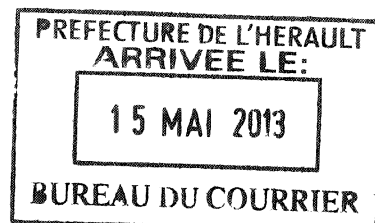
La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 42 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
1227 avenue du Mondial 98
34000 MONTPELLIER

Localisation : ZAC des Grisettes (5^{ème} tranche)
Lot n°7DE

Parcelle cadastrée : Section DZ n°143P



Surface du lot : 2 502 m²
Nature du projet : 42 logements collectifs
SDP envisagée : 2 799 m² SDP
SDP maximale autorisée : 2 939 m² SDP

La SERM précise que la candidature de DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

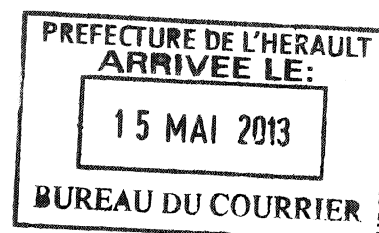
- d'approuver la candidature de DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS pour la construction de logements collectifs sur le lot 7DE de la 5^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

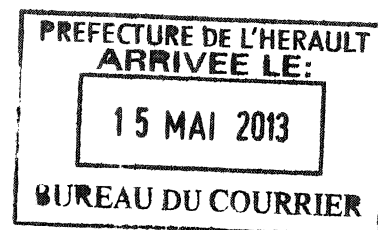
Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature d'ACM (Lot n°6)

Michaël DELAFOSSE rapporte :



Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération est située le long de la future avenue Théroigne de Méricourt et se compose des îlots 1 et 2, chacun étant lui-même décomposé en deux lots. Ces quatre lots, totalisant environ 200 logements, sont aujourd'hui en cours de construction ou sont sur le point de l'être.

La deuxième tranche se situe plus au sud de la première et comprend les îlots n°3, 5 et 6, ceux-ci ne faisant pas l'objet de découpage en lots. Une consultation a été engagée par la SERM dès le début de l'année 2012 afin de retenir les opérateurs devant intervenir sur ces îlots.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession du lot n°6 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs sociaux et en PSLA détaillé ci-après.

- Dénomination du candidat :

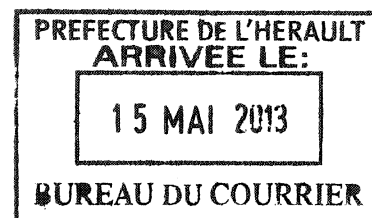
ACM
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
407 avenue du Professeur Antonelli – CS 15590
34074 Montpellier cedex 3

- Localisation :

Lot n°6
ZAC Port Marianne – Rive gauche

- Parcelles cadastrées :

Section SC n°29p, n°30p et n°59p
d'une superficie totale de 1 646 m²



- Nature du projet :

Réalisation d'environ 81 logements sociaux (dont 30 logements en PSLA) pour une surface de plancher de 5 543 m².

- SDP maximale :

Surface envisagée : 5 543 m² SDP
Surface maximale autorisée : 5 800 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM en vue de la réalisation d'environ 81 logements sociaux (dont 30 logements en PSLA) sur le lot 6 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Foncier Avenue du Père Soulas Acquisition "Résidence Le Père Prévost"



Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du permis de construire délivré en janvier 1981 pour la réalisation de la résidence « Le Père Prévost », la Ville a demandé l'implantation de l'immeuble en retrait, afin de prévoir l'élargissement de l'avenue du Père Soulas et de la rue du Pous de las Sers.

Les aménagements ont été réalisés mais le transfert de propriété n'a jamais été régularisé.

Le syndic « PMS » de la résidence « Le Père Prévost » a demandé la régularisation foncière des emprises incorporées de fait dans le domaine public. Les copropriétaires ont donné leur accord en assemblée générale pour que cette cession soit réalisée à l'euro symbolique.

Une emprise de 1 061 m² a été détachée de la parcelle cadastrée KN 120, pour permettre son transfert dans le domaine public communal. Il s'agit d'acquérir la nouvelle parcelle cadastrée KN 278.

Le notaire désigné par le Syndic est l'étude de Maîtres Villemin-Ribaud-Nouguier. Elle sera chargée de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'accepter le transfert de propriété dans le domaine public communal d'une emprise de 1 061 m² cadastrée KN 278 à l'euro symbolique ;

- de saisir l'étude de Maîtres Villemin-Ribaud-Nouguié, notaires à Montpellier pour établir l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

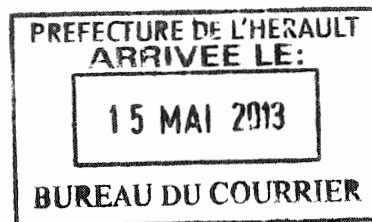
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANBROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Foncier Rue François Dezeuze Déclassement domaine public communal Echange ACM/Ville



Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de la réhabilitation de la résidence François Dezeuze par ACM, rue François Dezeuze, la Ville a proposé d'élargir les trottoirs pour sécuriser l'accès piétonnier au Lycée Jules Ferry « La Colline », emprunté par de nombreux élèves, et implanter un abri bus aux normes personnes à mobilité réduite. Les travaux étant terminés, il convient aujourd'hui de régulariser la situation foncière par un échange de terrain.

Dans un premier temps, il est proposé de prononcer la désaffectation et le déclassement d'une emprise de 13m² intégrée au domaine public communal, mais n'ayant aucune utilité pour la Ville. la Ville cède à ACM une cette emprise de 13 m², qui sera numérotée par les services du cadastre, ainsi qu'une emprise de 40 m² à extraire de la parcelle cadastrée II 9.

Pour sa part, ACM cède à la Ville de Montpellier une emprise de 411 m² à extraire de la parcelle cadastrée II 11 sur laquelle ont été aménagés le trottoir et l'abri bus .

Cet échange foncier sera basé sur la valeur de l'euro symbolique conformément à l'estimation des Services Fiscaux.

ACM a donné un avis favorable sur cet échange foncier.

Les documents d'arpentage établis par le cabinet de géomètres Siragusa sont en cours d'enregistrement auprès des services du cadastre.

Maître Bonnary, notaire à Montpellier, a été désigné par ACM. Les frais d'acte seront à la charge de la Ville. Les frais de géomètre sont gérés par ACM.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prononcer la désaffectation et le déclassement du domaine public communal d'une emprise de 13 m² pour permettre son incorporation au domaine privé de la Ville ;
- de procéder à un échange foncier avec ACM pour régulariser une situation existante rue François Dezeuze basé sur l'euro symbolique, conformément à l'estimation des services fiscaux ;
- de saisir Maître Bonnary pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Nicole MONTEUX
téléphone : 0 467 226 271
télécopie : 0 467 226 269

Courriel : nicole.monteux@dgfip.finances.gouv.fr

Vos réf : EA/027/2013

Dossier suivi par : E. ARNAUD

Nos réf.: 2013-172V0200

Montpellier, le 4 février 2013

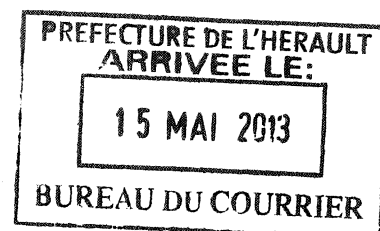
MAIRIE DE MONTPELLIER
Direction Urbanisme et aménagement
Domanialité ^publique

1, place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER EDEX 2



27581




1 - Service consultant : voir cadre adresse ci-dessus.

2 - Objet de la consultation du service : échange de biens avec ACM, afin de régulariser des cheminements piétonniers réalisés par la ville, section II, pour 219 m².

3 - Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés :

Selon accord intervenu entre les 2 parties, la cession de l'emprise issue du domaine public peut se réaliser pour une valeur de 1 €.

Pour l'Administratrice Générale des Finances Publiques
L'évaluateur des domaines


Nicole MONTEUX
Inspecteur des Finances Publiques

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des Trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

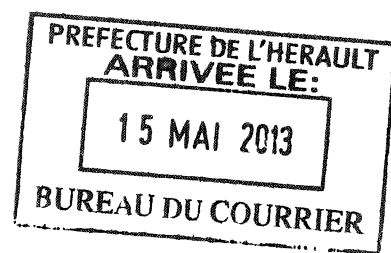
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Foncier Avenue du Pic Saint-Loup Propriété « Indivision LAGET »



Michaël DELAFOSSE rapporte :

La famille LAGET est propriétaire de plusieurs parcelles cadastrées AP 321, AP 322 et AP 323, avenue du Pic Saint-Loup.

Afin de liquider le partage familial, l'indivision propriétaire de la parcelle AP 323 d'une contenance de 115 m², a proposé la cession de cette emprise à la Ville, car elle correspond à l'application de l'emplacement réservé C 8 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), qui prévoit l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup.

Cette cession sera réalisée au prix de 40€/m², soit 4 600 € (quatre mille six cents euros) pour 115 m². Lors de la prise de possession, la Ville prendra à sa charge le déplacement des compteurs, la reconstruction du muret de soutènement rehaussé d'un grillage rigide, à la nouvelle limite.

L'indivision LAGET a donné son accord sur les termes de la transaction.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville sur la ligne «acquisition terrain –nature 2111 / chapitre 908 ».

Maître Jacques SALLES, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de l'indivision LAGET. Il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir la parcelle cadastrée AP 323 de 115 m² au prix de 40€/m², soit un total de 4 600 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup correspondant à l'emplacement réservé C 8 du PLU ;

- de saisir Maître Jacques SALLES, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAoui, Martine PETITOUT.

Foncier Propriété de la société SOMEREL Acquisition des parcelles AM 43, IW 2 et TN 42

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La société SOMEREL est propriétaire de trois parcelles de terrain non bâti situées sur la commune de Montpellier :

- la parcelle AM 43 d'une superficie de 1 479 m², située route de Mende. Cette parcelle est concernée par l'emplacement réservé C2 inscrit au PLU pour permettre l'élargissement de la route de Mende ;
- la parcelle IW 2 d'une superficie de 145 m², située rue François Dezeuze. Cette parcelle est concernée par l'emplacement réservé C135 inscrit au PLU pour la création d'un cheminement piéton aux abords du lycée Jules Ferry ;
- la parcelle TN 42 d'une superficie de 2 025 m², située avenue des Moulins. Cette parcelle est concernée par l'emplacement réservé R41 inscrit au PLU pour la création d'un bassin de rétention.

La Ville était en négociation avec Monsieur Montaignac, membre majoritaire de la société SOMEREL, pour acquérir les trois terrains mentionnés par l'intermédiaire de l'agence immobilière « Europ'Actions » qui bénéficiait d'un mandat exclusif.

Monsieur Montaignac aujourd'hui décédé est désormais représenté par Maître Pernaud-Orliac, mandataire judiciaire, qui reprend le dossier et accepte la proposition de la Ville de lui acheter les parcelles AM 43, IW 2 et TN 42 pour une valeur globale de 64 000 € TTC.

Considérant tant le classement de ces trois parcelles au regard du zonage du PLU que les emplacements réservés affectant leur emprise, leur acquisition pour un montant total de 64 000 € TTC apparaît tout à fait acceptable.

Les crédits nécessaires à cette acquisition sont disponibles au budget 2013 de la Ville, ligne « Acquisition terrains », nature 2111, chapitre 908.

Il convient également de prévoir le paiement des frais de l'agence immobilière « Europ'Actions » qui s'élèvent à 4 000 € HT, soit 4 784 € TTC. Ce montant sera versé au notaire chargé de la transaction. Les frais de l'agence seront pris sur la ligne budgétaire « Honoraires », nature 6226, chapitre 928.

L'acte notarié sera rédigé par Maître Foulquier-Gazagnes, notaire à Montpellier, désigné par Maître Dhombres, avocat dans l'affaire SOMEREL.

En conséquence, il vous est proposé :

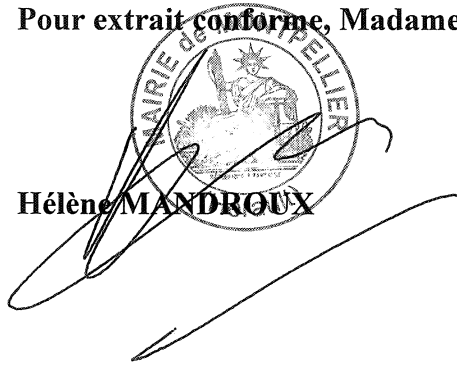
- d'acquérir les parcelles cadastrées IW 2, AM 43, TN 42 pour un montant global de 64 000 € TTC ;
- de payer les frais d'agence immobilière pour un montant de 4 784 € TTC au notaire, qui sera chargé de les verser à l'agence immobilière ;
- de dire que ces sommes seront prélevées sur le Budget 2013 de la Ville, sur les imputations budgétaires précédemment citées ;
- de saisir Maître Foulquier-Gazagnes, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.
-

Le Conseil adopte.

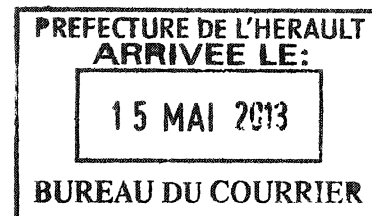
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE DE MONTPELLIER' with a central emblem. Overlaid on the stamp is a large, fluid handwritten signature in black ink, which appears to be 'Hélène Mandroux'. Below the signature, the name 'Hélène MANDROUX' is printed in bold capital letters.

Séance publique du lundi 6 mai 2013



Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Foncier Rue du Llobregat Vente d'un délaissé de voirie à Mme Lherbet

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Madame Lherbet est propriétaire de la parcelle cadastrée EP 272 qui présente à ce jour la particularité de ne pas disposer d'accès véhicule, les anciens propriétaires ayant condamné en leur temps le grand portail réservé à cet usage donnant sur la rue de la Marqueroze.

Les aménagements de voirie réalisés il y a quelques années sur la rue de la Marqueroze n'ont pas intégré d'accès véhicule à ladite parcelle, ce dernier n'existant pas au moment des travaux. Ces travaux ayant notamment nécessité la construction d'un mur de soutènement au droit de la parcelle EP 272, la réalisation d'un nouvel accès véhicule depuis la rue de la Marqueroze apparaît aujourd'hui particulièrement difficile tant en termes techniques que financiers.

Dans ce contexte, la Ville préfère favoriser l'aménagement d'un accès véhicule à la propriété de Madame Lherbet par l'arrière de sa parcelle, depuis la rue du Llobregat. La propriétaire est tout à fait favorable à cette proposition.

Pour ce faire, le nouvel accès à la parcelle EP 272 nécessite la cession d'une emprise de 33 m² à détacher de la parcelle EP 335 appartenant à la Ville et d'un espace public non cadastré. Cette emprise est non affectée à l'usage public et ne présente aucun intérêt pour la collectivité. Il convient donc de constater sa désaffectation et de prononcer son déclassement. Un géomètre mandaté par l'acquéreur sera chargé d'enregistrer la nouvelle parcelle créée et de procéder au découpage cadastral de la parcelle EP 335 auprès des services du cadastre.

Le prix global proposé de 1 419 € (mille quatre cent dix-neuf euros) pour 33 m² est conforme à l'estimation des services fiscaux.

Par ailleurs, il est demandé à l'acquéreur de s'engager à conserver les trois arbres implantés en limite sud-est de cette emprise et à réaliser une clôture en nouvelle limite de la propriété privée.

Maître Andrieu, notaire à Montpellier, sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur.

En conséquence, il vous est proposé :

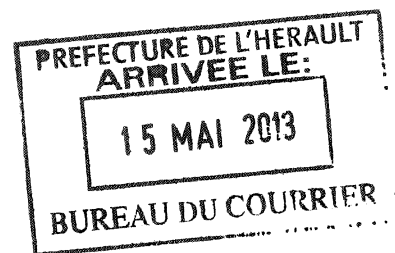
- de constater la désaffectation d'une emprise de 33 m² rue du Llobregat et de prononcer son déclassement du domaine public communal afin d'intégrer ce terrain au domaine privé de la Ville ;
- de céder cette emprise de 33 m² rue du Llobregat à Madame Lherbet pour un montant total de 1 419 €, conformément à l'estimation des services fiscaux ;
- de saisir Maître Andrieu, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier Principal à intégrer cette recette au budget 2013 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 4 avril 2013.

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgifp.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier

Direction de l'urbanisme opérationnel

Service foncier opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2



Objet: Parcelle EP 335 en partie.

Affaire suivie par Mme Arnaud.

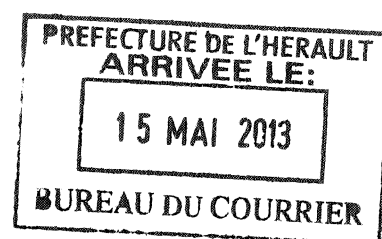
Référence: dossier n° 2013.172V0807.

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Situation des biens :** Parcelle cadastrée EP 335 pour une emprise partielle de 33 m² sise rue Llobregat à MONTPELLIER.
- 3- **Urbanisme applicable :** Zone 2U1-1c du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006 avec dernière mise à jour du 24 mai 2011. Emprise dépourvue de droits à construire.
- 4- **Désignation sommaire :**
Emprise d'environ 33 m² de forme triangulaire à usage de voirie.
- 5- **Evaluation des biens :** (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)
La valeur vénale de cette emprise, dépourvue de droits à construire, est de l'ordre de 1 400 €.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,


Pascal BONNAIRE


MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch Immeuble 19 rue Leenhardt Vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de l'immeuble situé 19 rue Leenhardt, cadastré EV 63, compris dans le périmètre de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Cet immeuble bâti de 7 logements et un garage, d'une surface habitable d'environ 300 m², est situé à l'angle des rues Leenhardt et Catalan dans l'emprise de création d'une nouvelle voie prolongeant la rue Catalan.

La Ville a procédé à son acquisition aux différents copropriétaires de 2007 à 2009 :

- Les lots 1 et 3 à Mme NIEF le 26/10/2007
- Le lot 10 à Mme MERCHEZ le 18/07/2008
- Les lots 7 et 8 à M. JANKOWSKI le 14/04/2009
- Le lot 4 à Mme COLIN le 05/06/2009
- Le lot 6 à Mme PAISIN le 16/10/2009
- Le lot 9 à Mme PERNET le 23/12/2009

Le bien est désormais libre de toute occupation.

Il convient de le céder au concessionnaire, la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), qui procédera à sa prochaine démolition.

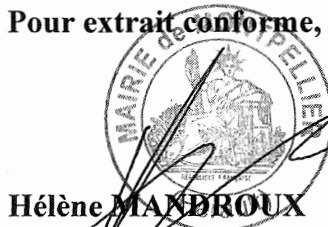
Cette dernière accepte d'acquérir l'immeuble au prix de 644 000 €, conformément à l'évaluation des services fiscaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De céder à la SERM l'immeuble situé 19 rue Leenhardt cadastré EV 63 au prix de 644 000 €,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier Principal à intégrer cette recette au budget 2013 de la Ville ;
- De confier la rédaction de l'acte authentique au notaire mandaté par la SERM,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 21 février 2013

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier
Direction de l'urbanisme opérationnel
1, Place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Objet : Evaluation d'un immeuble de rapport.

N/Référence : dossier n° 2013.172V0352.

1-Service consultant : Ville de Montpellier.

2-Description sommaire des biens : Immeuble de rapport en R + 2 avec cour arborée et terrasse comportant 6 à 8 logements sis 19 rue Leenhardt à MONTPELLIER.

Référence cadastrales : EV 63 pour 352 m².

Superficie utile de l'ordre de 370 m²(données cadastrales).

Etat d'entretien : mauvais/à rénover.

3-Projet : Cession à la SERM dans le cadre de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

4-Situation locative : Bien libre d'occupation.

5-Réglementation d'urbanisme : Zone 1U1-8 du PLU en vigueur : zone de bâti dense et continu où l'habitat et l'activité se côtoient.

Surface de plancher autorisée dans l'îlot de 180 000 m².

Parcelle comprise dans le périmètre de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

6-Valeur vénale des locaux :

La valeur vénale de l'immeuble faisant l'objet de la demande, appréciée selon la méthode par comparaison, peut être estimée à 650 000 €(valeur qui correspond au prix de revient acquitté par la ville).

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur principal des Finances Publiques ,

Serge de Bremoy

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Avenants au marché de fourniture de services de télécommunications

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 4 octobre 2010, la Ville de Montpellier a attribué dans le cadre du marché de fourniture de services de télécommunications les lots 5 et 6 au groupe MIT pour une durée d'un an, reconductible par période successive d'un an et une durée maximale de reconduction de trois ans.

En raison de la cession du contrat du Groupe MIT à NEO Télécoms suite à une dissolution sans liquidation, il convient de transférer l'ensemble des droits et obligations inhérents au marché n° 0G662670 à la société NEO Télécoms pour les lots suivants :

- Lot 5 "Fourniture d'accès Internet à débit symétrique et de services associés"
- Lot 6 "Fournitures d'accès Internet à débit asymétrique et de services associés"

En conséquence, il vous est demandé au Conseil Municipal :

- D'adopter les avenants de transfert pour les lots 5 et 6, à compter du 23 novembre 2012 pour un montant annuel estimé respectivement de 16 000 et 56 000 euros HT et ce pour une durée identique.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer les avenants du marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

MAIRIE DE MONTPELLIER

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUE
ET COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

MIT

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Fourniture de services de télécommunications

Lot 6 : fourniture d'accès internet à débit asymétrique et de services associés

N° du marché :

0G66267F

Notifié le :

06 décembre 2010

Marché à bons de commande sans mini et maxi.

Montant estimé du marché (lot 6) : 56 000,00 Euros H.T.

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de GROUPE MIT à NEO TELECOMS, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : par décision du 23 novembre 2012, la société GROUPE MIT a été dissoute sans liquidation par son associé unique, la société NEO TELECOMS, sis à 55 avenue Marceau 75116 PARIS.

ARTICLE 2

A compter du 23 novembre 2012, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

Ale

L'entrepreneur,
Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Ale

Pour Madame Le Maire
L'Adjoint Délégué,

Michaël DELAFOSSE

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

MAIRIE DE MONTPELLIER

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUE
ET COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

MIT

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Fourniture de services de télécommunications

Lot 5 : fourniture d'accès internet à débit symétrique et de services associés

N° du marché :

0G66267E

Notifié le :

06 décembre 2010

Marché à bons de commande sans mini et maxi.

Montant estimé du marché (lot 5) : 16 000,00 Euros H.T.

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de GROUPE MIT à NEO TELECOMS, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : par décision du 23 novembre 2012, la société GROUPE MIT a été dissoute sans liquidation par son associé unique, la société NEO TELECOMS, sis à 55 avenue Marceau 75116 PARIS.

ARTICLE 2

A compter du 23 novembre 2012, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

Ale

L'entrepreneur,
Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Ale

Pour Madame Le Maire
L'Adjoint Délégué,

Michaël DELAFOSSE

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Technologies de l'information et de la Communication Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations. Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2013 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	ADULLACT - Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales	4 500 €
920	6281	AVICCA – Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et de l'Audiovisuel	3 655 €
920	6281	FING – Fondation Internet Nouvelle Génération	4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus.
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 12 155 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Direction des Systèmes d'Information au chapitre 920.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Cotisation à l'association Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG LR) pour l'année 2013

Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'association SIG LR (acronyme pour Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon) regroupe les principaux acteurs de l'information géographique de la région.

Elle organise notamment une journée professionnelle, ensemble de conférences données cette année en salle Rabelais.

L'adhésion à cette association permet de plus à la Ville de bénéficier sans dépense supplémentaire, de fonds cartographiques onéreux, régulièrement mis à jour.

Il est proposé de confirmer notre adhésion à l'association pour un montant de 500 € pour l'exercice 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG LR) ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 500 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Cotisation pour l'année 2013 à l'association nationale des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Considérant la délibération du Conseil municipal du 30 juin 2008 approuvant l'adhésion annuelle de la Ville à l'Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire et des villes à secteurs sauvegardés et protégés (ANVPAH) et la délibération du Conseil municipal du 26 mars 2012 acceptant le versement de la cotisation à l'ANVPAH pour l'année 2012, il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville à l'ANVPAH pour l'année 2013.

Le montant de la cotisation est fixé à 4 500 € pour les villes de plus de 200 000 habitants.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le versement de cotisation 2013 à l'ANVPAH,
- de prélever le montant de la dépense sur le crédit inscrit au budget 2013 de la Ville au chapitre 928 du CRB 28500,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à diverses associations de la ville dans le cadre de la thématique exclusion Exercice 2013

Annie BENEZECH rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le champ de l'exclusion.

La Ville de Montpellier rencontre régulièrement les associations agissant au plus près des publics en difficulté et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions face à l'augmentation des situations de précarité.

Aussi, dans le cadre de la politique de lutte contre l'exclusion développée par la Ville de Montpellier et compte tenu des actions menées par les structures suivantes, il est proposé

- d'attribuer une subvention complémentaire à l'association suivante :

N° asso	Association	Nature	Montant
1068	Secours Populaire Français	Fonctionnement	3 000 €

- d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
2110	A Cœur Ouvert	Fonctionnement	5 000 €
3090	Association Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale (ISSUE)	Fonctionnement	9 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

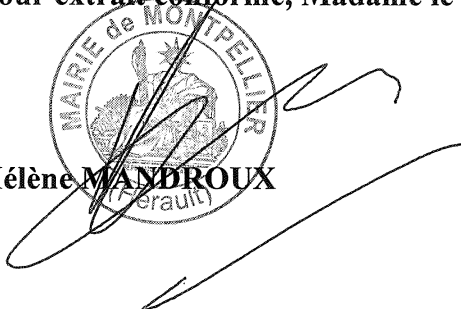
- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/1966, pour un montant de 17 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER' (Hérault). Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2013

Jean-Louis GELY rapporte :

Monsieur le Directeur Académique informe la ville que compte-tenu des effectifs scolaires, et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (CTSD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis respectivement les 19 février 2013 et 21 février 2013, il a été arrêté des mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Monsieur le Directeur Académique demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

LES OUVERTURES DE CLASSES

Ouverture de postes dans les écoles maternelles

Ecole CHAPLIN	ouverture du 7 ^{ème} poste
Ecole Louise MICHEL	ouverture du 4 ^{ème} poste (confirmation)
Ecole Alphonse DAUDET	ouverture du 7 ^{ème} poste (confirmation)
Ecole MITTERRAND	ouverture du 5 ^{ème} poste
Ecole CHENGDU	ouverture du 4 ^{ème} poste
Ecole O. DE GOUGES	ouverture du 5 ^{ème} poste

Soit l'ouverture de 6 postes

Ouverture de postes dans les écoles élémentaires

Ecole SPINOZA	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole Dr CALMETTE	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole POTTIER	ouverture du 12 ^{ème} poste (anglo-américain)

Ecole MITTERRAND	ouverture du 5 ^{ème} poste
Ecole LOUISVILLE	ouverture du 10 ^{ème} poste (confirmation)
Ecole SEDAR SENGHOR	ouverture du 12 ^{ème} poste
Ecole BREL	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole O.DE GOUGES	ouverture du 3 ^{ème} poste
Ecole SIMENON	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole BEETHOVEN	ouverture du 1 ^{er} poste

Soit l'ouverture de 10 postes

LES FERMETURES DE CLASSES

Aucune fermeture de poste dans les écoles maternelles

Fermeture de poste dans les écoles élémentaires :

Ecole A. COMTE	fermeture du 4 ^{ème} poste
Ecole J DELTEIL	fermeture des 9 ^{ème} poste et 10 ^{ème} poste
Ecole GALILLEE	fermeture du 9 ^{ème} poste
Ecole MALET	fermeture du 13 ^{ème} poste

Soit la fermeture de 5 postes

OUVERTURE D'ECOLE :

Ecole CHENGDU : école primaire (4 maternelles, 3 élémentaires) :

- Fermeture de trois classes maternelle et de trois classes élémentaire à l'école Michel de l'HOSPITAL pour être transférées à l'école primaire CHENGDU et ouverture d'une 4^{ème} classe maternelle.

Ecole L. Van BEETHOVEN : école primaire (4 maternelles, 1 élémentaire)

- Fermeture de 4 classes maternelles implantées sur le site de l'école primaire Olympe de Gouges pour être transférées dans la nouvelle école primaire BEETHOVEN et ouverture d'une première classe élémentaire. (inscription des élèves au Cours préparatoire).

POSTES SPECIFIQUES :

- 7 postes « plus de maîtres que de classes » :

Écoles élémentaires DAUBIE, KUROSAWA, GALILEE, BALARD, HEIDELBERG, ROOSEVELT, BAZILLE.

- 4 postes pour la Scolarisation des enfants de moins de trois ans.

Ecoles maternelles PROKOFIEV, Martin LUTHER KING, GHANDI et primaire SCHOELCHER.

Le total est donc arrêté à 27 postes ouverts et 5 postes fermés, soit un solde positif de 22 postes.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la ville prévoit la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur référent en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

Après étude, il est demandé au conseil Municipal :

- d'émettre un avis favorable aux 16 ouvertures de classes
- d'émettre un avis favorable aux 7 postes spécifiques « plus de maîtres que de classes »
- d'émettre un avis favorable aux 4 postes spécifiques créés pour la scolarisation des enfants de moins de trois ans.
- d'émettre un avis défavorable aux 5 fermetures de classes
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOUÏ, Martine PETITOUT.

Dérogation aux périmètres scolaires- modalités d'attribution, fonctionnement de la Commission et définition des critères d'admission des demandes

Jean-Louis GELY rapporte :

Placé sous la responsabilité du Maire, le périmètre scolaire définit des secteurs correspondant aux zones d'inscription des élèves dans les différents groupes scolaires ou écoles de la Ville.

Cette disposition permet de privilégier l'accueil des enfants à proximité de leur domicile, de maintenir un équilibre entre les différents groupes scolaires et favorise la mixité sociale.

L'article L.131-5 du code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales précise que lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé par délibération dans le cadre d'une sectorisation, les familles doivent se conformer à ces dispositions.

Les inscriptions scolaires sont donc instruites en fonction de la résidence dont relève la famille ayant en charge l'enfant.

Ce critère de résidence étant la règle générale, il existe une procédure dérogatoire qui permet aux familles de demander la possibilité pour son ou ses enfants de fréquenter une école hors de son secteur d'admission. Elle doit cependant rester exceptionnelle et respecter une procédure établie.

La Ville de Montpellier a mis en place une commission afin d'étudier les demandes de dérogations des parents à l'inscription de leur(s) enfant(s) dans le secteur de leur domicile.

Les critères de recevabilité de ces demandes ont fait l'objet de concertation avec l'ensemble des partenaires.

Le fonctionnement proposé est le suivant :

La commission :

Présidée par le Maire ou le Maire Adjoint délégué à la Réussite Educative, elle émet des avis sur les demandes qu'elle examine et est composée comme suit :

- Service Education,
- Direction Académique des Services de l'Education Nationale,

- Représentants des syndicats enseignants,
- Représentants des fédérations de parents d'élèves.

La procédure :

- Une première réunion a lieu durant la deuxième quinzaine du mois de mai,
- Une seconde réunion, dite de « rattrapage » a lieu durant la deuxième quinzaine d'août, pour étudier les recours et les dossiers des nouveaux arrivants.

Les demandes sont examinées selon les critères suivants (nécessairement étayés par les documents afférents) :

- Motif sanitaire (justifié par un certificat médical),
- Garde de l'enfant par un tiers (justificatifs d'emploi ou attestation de l'organisme),
- Domiciliation (en raison d'une situation familiale spécifique)
- Lieu de travail (justificatif de l'employeur).

Toutefois, il est à noter que toutes les demandes de dérogations, même si elles répondent à des critères reconnus, ne sont accordées que sous réserve des possibilités d'accueil.

La décision, après avis de la commission, est notifiée par Mme le Maire ou monsieur l'Adjoint délégué aux familles.

Concernant le rapprochement de fratries : ayant un caractère d'automaticité, ce cas est traité hors commission et concerne strictement la première inscription d'un enfant qui demande à rejoindre son aîné.

Par ailleurs, concernant le passage de l'école maternelle à l'école élémentaire :

Les enfants de grandes sections de maternelles sont automatiquement inscrits dans l'école élémentaire du secteur. En cas de sureffectifs, les enfants dont les familles ne résident pas (ou plus) dans le périmètre scolaire sont inscrits dans leur école de secteur. La demande éventuelle de maintien est soumise à une demande de dérogation.

Pour assurer la logique de la carte scolaire et préserver la mixité sociale dans les écoles, il sera nécessaire d'envisager qu'à partir de 2014, l'inscription des enfants de l'école maternelle en école élémentaire ne soit plus automatique et fasse l'objet d'une procédure d'inscription. Les familles seront informées dès le début de la campagne d'inscription, en cohérence avec la procédure PREST'O, qui permet l'actualisation des informations fournies par les familles, l'équité du traitement des enfants et favorise l'équilibre des différents groupes scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider l'organisation ainsi présentée.
- D'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint au Maire délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Participation de la Ville aux séjours de vacances Été 2013

Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de MONTPELLIER développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes de 4 à 16 ans des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 500 enfants entre 4 et 16 ans la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En 2013, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aides aux Vacances Enfants" (A.V.E) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 30 jours maximum). La Ville intervient dès le 1er jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

A partir du 15^{ème} jour, la Ville prend le relais de l'A.V.E qui cesse au 14^{ème} jour du séjour.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2013 (Nature/Fonction 6042/92421), soit 76000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1ère et la 13ème nuit (14 jours) plafonné à 45€/jour			
	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371 à 670€	Quotient familial de 671 à 800€
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	55% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 45%) Participation Ville de 10 à 55%	50% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 40%) Participation Ville de 10 à 50%	35% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 25%) Participation Ville de 10 à 35%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont AVE : 90%)	80% du prix du séjour (dont AVE : 80%)	50% du prix du séjour (dont AVE : 50%)

Barème pour un séjour compris entre la 14ème et la 29ème nuit (30 jours) plafonné à 45€/jour			
	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371 à 670€	Quotient familial de 671 à 800€
Aide Ville jusqu'à 2 enfants	55% du prix du séjour	50% du prix du séjour	35% du prix du séjour
Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis,
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2013,
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAoui, Martine PETITOUT.

Cotisation au Réseau Français et à l'Association Internationale des Villes Educatrices

Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de Montpellier est adhérente du Réseau Français et de l'Association Internationale des Villes éducatrices.

A ce titre, elle siège parmi les 130 communes et communautés de communes qui le compose et qui sont investies dans une démarche éducative locale dépassant le domaine strictement scolaire.

Ce réseau facilite l'échange d'informations, la confrontation d'expériences. Il permet de développer une capacité collective d'analyse et d'expression sur les orientations nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les Villes.

Il est proposé de confirmer notre adhésion à cet organisme pour l'exercice 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

-d'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2013 et le versement à l'organisme ci-dessus désigné pour un montant total de 715 Euros sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville- chapitre 922 ;

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOUI, Martine PETITOUT.

Dispositif Clé Montpellier Logement : bilan 2012 et attribution de subvention.

Hélène QVISTGAARD rapporte :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins.

Dans ce cadre, la Ville a lancé en 2008 la « Clé Montpellier Logement Jeunes » qui est un dispositif complémentaire d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs. Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel, le dépôt de garantie.

En 2012, la Ville, par son dispositif « clé Montpellier Logement Jeunes », a permis à **31 jeunes** de s'installer dans leur logement, avec une **avance d'un montant moyen de 501 Euros** :

- ✓ 28 financements pour le 1er loyer,
- ✓ 3 financements pour les 1ers équipements.

84 % de jeunes bénéficiaires sont en contrat de travail et 16 % demandeurs d'emploi indemnisés.

42% des logements loués sont des F2 et 45% des studios - F1. Ces logements sont situés principalement dans le quartier Centre.

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, la Ville de Montpellier a mobilisé une enveloppe globale de financements de 15 523 € en 2012.

Dans le contexte d'un marché tendu, les jeunes ménages sont confrontés à la difficulté d'obtenir un logement alors que les propriétaires hésitent à mettre leurs biens en location face aux risques d'impayés.

Aussi, la Ville de Montpellier a complété son dispositif « Clé Montpellier Logement » et a mis en œuvre une action spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs entre propriétaires et locataires, via la **Garantie des Risques Locatifs (GRL)**.

Ce nouveau dispositif permet en particulier de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé. Le Conseil Municipal du 17 décembre 2012 en a voté sa mise en œuvre.

Afin de rassurer les propriétaires bailleurs et donc de capter des logements du parc privé, ce dispositif prend en charge, sur une année, le coût de la prime d'assurance GRL

Pour rappel, le logement, situé sur la Ville de Montpellier, doit être loué au titre de la résidence principale, à des ménages locataires jeunes actifs de moins de 30 ans, ne dépassant pas un certain plafond de ressources et respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (CDI, CDD, ou contrat d'intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

Un premier dossier est donc soumis à l'approbation du Conseil Municipal, il s'agit de :

Monsieur O'SUGHRUE Claude, propriétaire du bien sis 1, Rue Plan du Palais à Montpellier, signant un bail de location à un jeune actif de moins de trente ans et souscrivant une assurance GRL dont la cotisation annuelle qui couvre la période du 01/03/2013 au 01/03/2014 s'élèvera à 222 € (dont 40,35€ de frais de dossiers et taxes).

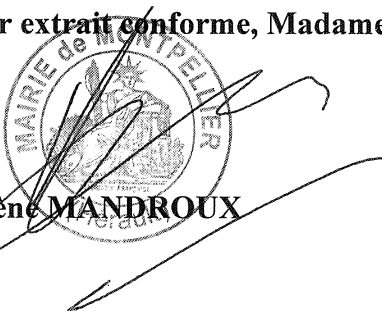
Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de lui attribuer la prise en charge de **222,00** Euros, à terme échu, après présentation de la quittance de loyer et du justificatif de paiement de l'assurance GRL.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer la subvention proposée ci-dessus ;
- D'approuver la convention d'attribution de subvention annexée à la présente ;
- De prélever cette somme sur le crédit inscrit au BP 2013 (20147/925204/6574) ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

The image shows the official circular stamp of the Municipality of Montpellier, with the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the perimeter. Overlaid on the stamp is a large, bold, handwritten signature in black ink.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

**Convention entre la Ville de Montpellier et le propriétaire bailleur de logement
pour la mobilisation du dispositif de Garantie des Risques Locatifs (GRL)
en faveur des Jeunes de moins de 30 ans sur le territoire de la Ville.**

La présente convention est conclue entre :

La Ville de Montpellier, 1 place Georges Frêche, 34287 Montpellier Cedex 2, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012

ci-après dénommée La Ville de Montpellier,

Et

Madame et/ou Monsieur Claude O'SUGHRUE

Résidant : 6 Rue du Vestiaire – 34000 MONTPELLIER

Représenté(e)(s) (éventuellement) par

agissant en qualité de mandant au titre d'un mandat de gestion signé le.....

ci-après dénommé le bailleur.

Dans le contexte actuel du marché du logement, les publics jeunes sont confrontés à la difficulté d'obtenir un logement, et bon nombre de propriétaires hésitent à mettre leur bien en location face aux risques d'impayés potentiels.

L'accès au logement pour les jeunes de moins de 30 ans est, par conséquent, un axe prioritaire de l'intervention de la Ville de Montpellier.

Ainsi dans le but de favoriser l'accès au logement locatif privé de jeunes ménages de moins de 30 ans, la Ville de Montpellier souhaite proposer une nouvelle aide à l'accès au logement en prenant en charge, pour le compte du bailleur, le coût de la prime d'assurance de « garantie des risques locatifs » (GRL).

Elle a, à ce titre, signé un accord partenarial avec l'APAGL et les organismes d'Action Logement ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée le 21 février 2013.

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en présence qui concerne la prise en charge de la prime d'assurance du contrat GRL par la Ville de Montpellier.

Article liminaire – Identification du logement et du locataire faisant l'objet de la présente convention

Nom(s) et prénom(s) du (des) locataire(s)	Ghislain GABALDA
---	------------------

titulaire(s) du bail	
Date de prise d'effet du bail	1 ^{er} mars 2013
Adresse du logement loué	1, Rue du Plan Palais 34000 MONTPELLIER
Nom de la compagnie d'assurance ou du courtier auprès de qui le contrat d'assurance GRL a été souscrit	Cabinet LEVY
Numéro du contrat d'assurance GRL	8435146
Numéro de lot unique transmis par l'assureur (si renseigné sur le contrat d'assurance)	

Article 1 – Engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à rembourser au bailleur la prime d'assurance du contrat socle GRL qu'il a souscrite auprès d'une société d'assurance ayant au préalable signé une convention de partenariat avec l'APAGL. La Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge la prime d'assurance du contrat socle GRL pour une durée **d'une (1) année**, dans **la limite du taux maximum en vigueur au moment du dépôt du dossier**, calculé sur le montant annuel du loyer et des charges.

Ce remboursement portera sur la seule prime afférente aux garanties du contrat socle GRL, telles que définies dans le décret fixant le cahier des charges du dispositif de « Garantie universelle des Risques Locatifs » (loyers impayés, dégradations locatives et frais de procédures) et non les garanties complémentaires ou options qui pourraient être proposées par l'assureur conventionné.

Cette prise en charge par la Ville de Montpellier concerne :

- Pour les ménages locataires **Jeunes Actifs de moins de 30 ans**, respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (C.D.I, C.D.D. ou contrat d'Intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

La prise en charge de la prime d'assurance par la Ville de Montpellier se fera selon les modalités arrêtées par la Ville de Montpellier, sur présentation de justificatifs, et dans la limite des années fixées à l'article 1 à compter de la date d'effet du 1er contrat d'assurance GRL, sauf en cas de congé anticipé du locataire avant ce terme.

La Ville de Montpellier s'engage à communiquer au bailleur toute information utile sur ce dispositif et sur la GRL, et notamment les coordonnées La Boutique Logement Jeunes, d'ASTRIA, de CILEO, et de CIL-Méditerranée, chargés de valider « le dossier de certification bailleur » selon les critères définis par la Ville pour la prise en charge de la prime d'assurance GRL.

Article 2 – Engagements du bailleur

Le bailleur s'engage à louer un **logement privé non conventionné**, (hors conventionnement ANAH), situé sur le territoire de la Ville de Montpellier :

- Pour les ménages locataires **Jeunes Actifs de moins de 30 ans**, respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (C.D.I, C.D.D. ou contrat d'Intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

Le taux d'effort du locataire est calculé à partir de la formule suivante : (loyer + charges)/ressources X 100. **Les ressources prises en compte sont celles perçues régulièrement par chaque titulaire du bail.**

Le bailleur devra justifier auprès de la Ville de Montpellier du respect des critères évoqués ci-dessus. Pour ce faire, La Boutique Logement Jeunes, en lien avec ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée, lui fournira avant la signature du bail et la souscription concomitante du contrat GRL, un document certifiant l'éligibilité du locataire.

Le bailleur s'engage à déclarer à la Ville de Montpellier tout changement de locataire et à en faire vérifier l'éligibilité par La Boutique Logement Jeunes, en lien avec ASTRIA, CILEO, CIL-Méditerranée, avant la souscription.

En vue du remboursement de la prime d'assurance par la Ville de Montpellier, le bailleur s'engage à fournir les justificatifs cités dans l'article 3 de la présente convention.

Le bailleur s'engage à ne pas déduire la prime d'assurance de ses revenus fonciers du fait de la prise en charge de la prime par la Ville de Montpellier.

Enfin le bailleur garantit que le logement respecte les normes de confort définies dans le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif à l'application de l'article 187 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain. Afin d'assurer cette garantie, le signataire de la présente Convention s'engage à accepter une éventuelle visite, par un agent désigné par la Collectivité, du logement faisant l'objet de cette convention.

Article 3 – Mode de remboursement de la prime d'assurance GRL

La Ville de Montpellier s'engage à rembourser la prime d'assurance au propriétaire annuellement, à **terme échu**, dans les limites fixées à l'article 1 de la présente convention (1 an) à compter de la date d'effet du 1er contrat d'assurance GRL, sur présentation des documents ci-dessous :

- Copie de la présente convention signée, entre le propriétaire et la Ville de Montpellier ;
- Copie de la certification du dossier bailleur ;
- Justificatif de paiement des primes du contrat d'assurance GRL (copie BIA et Attestation Agence Immobilière si ADB)
- Copie de la dernière quittance de loyer du locataire concerné par le logement loué ou en cas d'impayé de loyer, copie de l'accusé de réception de la déclaration de sinistre ou copie du ou des justificatifs d'indemnisation.
- Relevé d'Identité Bancaire du bailleur.

En cas de congé anticipé du locataire avant le terme du contrat d'assurance GRL, la Ville de Montpellier remboursera le montant de la prime d'assurance GRL au prorata de la durée d'occupation du logement par le locataire.

Une confirmation de prise en charge du dossier et un exemplaire de la présente convention signée par la Ville de Montpellier sont adressées directement au bailleur, qui devra les conserver.

A l'issue de la période de prise en charge par la Collectivité, le bailleur pourra continuer à bénéficier des garanties du contrat GRL souscrit, en acquittant sur ses deniers, le montant de la prime d'assurance.

Article 4 – Résiliation

Le non-respect par le bailleur des conditions de la présente convention entraîne sa résiliation de plein droit et le reversement à la Ville de Montpellier des sommes indûment perçues.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année. Elle n'est pas renouvelable pour le logement objet des présentes.

Fait à Montpellier, en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Montpellier
Le Maire

Pour Le BAILLEUR

Hélène MANDROUX

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES
SUBVENTIONS RELATIVES A LA PRISE EN
CHARGE DE LA PRIME D'ASSURANCE DE LA
GARANTIE DES RISQUES LOCATIFS, EN
FAVEUR DES PROPRIETAIRES LOUANT LEUR
BIEN A DES JEUNES ACTIFS

« Clé Montpellier Logement-GRL »

Ville de Montpellier

Février 2013

Article 1 : Objet

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

2.2 Les plafonds de ressources

2.3 Les conditions spécifiques

Article 3 : La subvention

Article 4 : Les modalités d'attribution

4.1 Saisine du dispositif

4.2 L'instruction et la prise de décision

4.3 Les recours sur les décisions

4.4 Le versement de l'aide

Article 5 : Modification du dispositif

Article 1 Objet

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier développe des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins.

Cette stratégie vise, en complémentarité de l'effort important de production de logements à prix maîtrisés, à favoriser le parcours résidentiel des jeunes.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en œuvre une action spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs entre propriétaires et locataires, via la Garantie des Risques Locatifs (GRL), permettant en particulier de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé.

Pour cette mise en œuvre, la ville de Montpellier a engagé un partenariat avec les acteurs locaux d'Action Logement : CIL Méditerranée, GROUPE CILEO et ASTRIA, sous l'égide de l'APAGL. L'Association Pour l'Accès aux Garanties Locatives (APAGL), association loi 1901, garantit la finalité sociale du dispositif et en assure la coordination globale à l'échelle nationale tout en mettant en place un traitement social adapté, pour lutter contre l'expulsion locative.

La Garantie universelle des Risques Locatifs permet de couvrir les impayés de loyers, la remise en état du logement en cas de dégradations par le locataire et la prise en charge des frais en cas de contentieux juridique.

Elle permet de rassurer les bailleurs et de les inciter à louer leurs biens immobiliers à des ménages qui ne présentent pas toutes les garanties de solvabilité ou de caution.

La Ville de Montpellier prend donc en charge cette prime d'assurance pour un propriétaire dont le bien en location est situé sur le territoire de la Ville de Montpellier et contractant avec un locataire entrant dans les lieux, pour une durée maximale d'une année (ou jusqu'à la résiliation du bail le cas échéant).

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

Sont éligibles au présent dispositif d'aide de la Ville de Montpellier, les propriétaires s'engageant à louer leur bien à de jeunes actifs de moins de trente ans.

Sont considérés comme jeunes actifs :

- Les titulaires d'un contrat de travail : CDD, CDI, ou contrat d'Intérim,
- les jeunes en contrat de formation en alternance de plus de six mois,
- les demandeurs d'emploi indemnisés.

2.2 Les plafonds de ressources

Conformément à la réglementation de la GRL, la part du loyer dans les ressources du locataire doit être comprise entre :

- 28% à 50% pour les ménages en emploi stable (CDI),
- 0% à 50% pour les ménages concernés par la précarité au regard de l'emploi (CDD, en Intérim, en insertion professionnel, étudiants...).

Par ailleurs, conformément au dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes, les ressources du locataire ne doivent pas dépasser les plafonds suivants (équivalents aux plafonds HLM PLUS):

Catégorie de ménage	Nombre de personne composant le ménage	Plafond de ressources (revenu imposable n-1)
1	Personne seule	19 417
2	Deux personnes sans personne à charge	25 930
3	Trois personnes ou personne seule avec une personne à charge ou un jeune ménage sans personne à charge	31 183
4	Quatre personnes ou personne seule avec deux personnes à charge	37 645
5	Cinq personnes ou personne seule avec trois personnes à charge	44 284
6	Six personnes ou personne seule avec quatre personnes à charge	49 908
Pers. Suppl.		5 567

2.3 Les conditions spécifiques

Le logement doit être situé sur le territoire de la ville de Montpellier. Il doit être destiné à la résidence principale du locataire. Il peut être loué nu, ou meublé.

Le loyer mensuel (y compris charges et taxes locatives) ne doit pas dépasser 2000 € lors de la souscription du contrat d'assurance.

Sont exclus du dispositif les baux commerciaux, ruraux et professionnels ainsi que les logements faisant l'objet d'une sous-location.

Article 3 La subvention :

Le dispositif comprend la prise en charge financière de l'assurance souscrite par le bailleur.

La Ville prendra en charge le montant de la prime d'assurance sur une période de 1 an maximum, dans la limite de 3.04% du montant du loyer et des charges.

Article 4 Les modalités de versement

4.1 La saisine du dispositif

La demande de prise en charge par le propriétaire s'effectue grâce à un dossier unique.
Les pièces justificatives à fournir avec le dossier unique de demande d'aide, dûment rempli et signé par le demandeur sont :

- Une pièce d'identité
- Le bail
- Le certificat d'éligibilité
- Le contrat d'assurance

Le dépôt du dossier de demande d'aide s'effectue exclusivement auprès du prestataire désigné par la Ville de Montpellier pour la mission d'information et d'appui des propriétaires au montage des dossiers « Clé Montpellier logement GRL ».

4.2 L'instruction

Les dossiers complets, accompagnés d'une fiche « navette » sont transmis à la Ville de Montpellier (Service ressources Logement Emploi Insertion) qui vérifie la recevabilité de la demande, au vu du dossier constitué des pièces mentionnées article 4.1.

Tout dossier complet, jugé recevable au vu du présent règlement d'attribution, est transmis pour examen à la commission « Clé Montpellier logement GRL » qui émet un avis sur :

- L'octroi de la prise en charge,
- ou, le rejet circonstancié et motivé.

Les dossiers seront acceptés dans la limite des crédits prévus pour cette opération.

L'attribution de la prise en charge est notifiée au bailleur par Madame le Maire ou à défaut par l'adjointe déléguée, après vote du Conseil Municipal.

Le contrat dûment complété est joint à la notification d'attribution de l'aide au demandeur.

Il est précisé qu'en cas de fausse déclaration du demandeur, par rapport à son éligibilité au regard des conditions définies à l'article 2 du présent règlement, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'émettre un titre de recette exécutoire permettant de recouvrer le montant de la subvention indûment perçue par le demandeur.

4.3 Les recours sur la décision

Lorsque le demandeur souhaite la révision d'une décision, il doit présenter un recours gracieux auprès de la Ville de Montpellier (Service Ressources logement Emploi Insertion) dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision.

Si des éléments nouveaux par rapport à la demande initiale sont joints, le dossier sera réétudié dans sa globalité afin de vérifier son éligibilité aux conditions fixées article 2 du présent règlement.

Dans ce cadre, une nouvelle décision sera alors notifiée au demandeur.

Si aucun élément nouveau n'est porté à la connaissance de la Ville de Montpellier, la demande de recours gracieux est rejetée.

En cas d'échec du recours amiable, le tribunal administratif est seul compétent.

4.4 Les modalités de versement de la subvention

A terme échu, le demandeur devra adresser à la Ville, Service Ressources Logement Emploi Insertion, la facture correspondant à l'année d'assurance GRL écoulée, ainsi qu'une copie de la dernière quittance de loyer.

Le remboursement intervient sur la base de la facture reçue.

Le Service Ressources Logement Emploi Insertion transmet l'ordre de paiement, ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en paiement, à la direction des finances de la Ville de Montpellier.

Article 5 : Modification du dispositif

Il est précisé que toute modification du présent règlement sera soumise au vote du conseil municipal.

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et d'objectifs Ville de Montpellier- Conseil Général de l'Hérault- Association Concorda Logis

Hélène QVISTGAARD rapporte :

L'association Concorda Logis a pour objectif de « pallier l'isolement des personnes âgées et remédier à la difficulté de logement des jeunes par le développement d'un lien intergénérationnel au travers de moments partagés et/ou de services rendus sur la base de l'entraide et de la solidarité. ».

A travers ses actions, elle contribue donc à endiguer deux problématiques d'intérêt général que sont la difficulté de logement des jeunes, frein à leur démarrage dans la vie active et l'isolement potentiel des seniors, marqueur de leur vieillissement.

Elle apporte une offre supplémentaire de logement à des jeunes (étudiants, stagiaires, primo-salariés, apprentis, etc.) disposés à donner de leur temps libre en échange d'un toit et du confort d'un foyer.

Par délibération en date du 4 février 2013, la Ville de Montpellier a attribué une subvention d'un montant de 33 000 € à l'association Concorda Logis pour l'exercice 2013.

En effet, la Ville de Montpellier porte une attention particulière au développement d'actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins.

A ce titre, le développement de solutions de logements alternatives, telles que le logement intergénérationnel, constitue un levier en faveur du logement des Jeunes.

Par ailleurs, en lien étroit avec le Centre Communal d'Action Sociale, la promotion d'actions en faveur de la lutte contre l'isolement, du maintien à domicile et du lien social auprès des seniors constitue un des enjeux du « vivre ensemble ».

En complémentarité de la subvention attribuée, et en partenariat étroit avec le Conseil Général de l'Hérault, il est proposé la signature d'une convention de partenariat et d'objectifs entre l'association Concorda Logis, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault.

Celle-ci vise à définir pour une durée de trois ans les principes d'engagement de la Ville de Montpellier et du Conseil Général de l'Hérault auprès de l'association Concorda Logis, notamment autour :

- Du développement d'actions de sensibilisation et de communication autour du logement intergénérationnel.
- Du développement d'événementiels spécifiques autour du logement et de la cohabitation intergénérationnelle.

En termes d'objectifs quantitatifs, la convention précise que l'association Concorda Logis se fixe comme objectif d'atteindre au terme de trois ans, 100 binômes dont au moins 50% sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Considérant que les actions menées par l'association Concorda Logis contribuent aux objectifs des politiques développées par la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault et qu'elles présentent un intérêt local, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont décidé d'apporter leur soutien à Concorda Logis dans le cadre de la présente convention de partenariat et d'objectifs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT ET L'ASSOCIATION CONCORDA LOGIS

Cette convention de partenariat est conclue entre :

La Ville de Montpellier représentée par son Maire en exercice, Mme Hélène MANDROUX
Maire, dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération 2013/ du Conseil
Municipal en date du 06/05/2013 ;

Ci-après dénommée, « Ville de Montpellier »,

Le Conseil Général de l'Hérault, représenté par son Président en exercice, M. André
VEZINHET, dûment habilité aux fins des présentes par la délibération de la commission
permanente du 27 mai 2013

Ci-après dénommé, « Conseil Général de l'Hérault »,

Et

L'association Concorda Logis, représentée par Madame Joss Masselin Co Présidente,
Monsieur Jean Paul Dany et Monsieur Lionel Guébinian Co- Présidents.

Ci-après dénommée, « Concorda Logis ».

Préambule :

Depuis plusieurs années, le département et la ville de Montpellier ont développé un partenariat avec l'association concordat logis dont l'objectif est de renforcer le logement intergénérationnel. Pour chaque collectivité, ce projet associatif rejoint les politiques plus globales d'accompagnement des publics.

La ville de Montpellier porte une attention particulière au développement d'actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins.

Dans ce cadre, la ville a lancé en 2008 la « Clé Montpellier Logement Jeunes » et a déployé différentes actions en faveur du logement des jeunes dont l'appui au développement de structures collectives de type Foyers de Jeunes Travailleurs ou logements étudiants CROUS.

A ce titre, le développement de solutions de logements alternatives, telles que le logement intergénérationnel, constitue un levier en faveur du logement des Jeunes.

Par ailleurs, en lien étroit avec le Centre Communal d'Action Sociale, la promotion d'actions en faveur de la lutte contre l'isolement, du maintien à domicile et du lien social auprès des seniors constitue un des enjeux du « vivre ensemble ».

Le Conseil Général de l'Hérault est attentif à la prise en compte des personnes âgées et du public jeune.

Concernant les personnes âgées, l'objectif est de remédier à l'isolement de celles-ci et de développer les liens intergénérationnels au travers de moments partagés et/ou de services rendus, sur la base de l'entraide et de la solidarité.

Le prochain schéma gérontologique traitera très certainement, du renforcement du maintien à domicile des personnes âgées. C'est la raison pour laquelle le développement de l'habitat intergénérationnel participera au maintien à domicile des personnes âgées et contribuera également au « bien vieillir ».

Concernant le public jeune, l'action en faveur de la jeunesse est aujourd'hui une des trois priorités majeures affichées par l'exécutif départemental. En l'espèce, il s'agit d'accompagner les jeunes dans leur parcours vers l'âge adulte, sur des questions qui touchent aux besoins prioritaires, tels que le logement, la mobilité et la prévention-santé. L'accès au logement étant un véritable levier d'insertion professionnelle, le logement intergénérationnel constitue une solution d'hébergement alternative.

L'association Concorda Logis a pour objectif de « pallier l'isolement des personnes âgées et remédier à la difficulté de logement des jeunes par le développement d'un lien intergénérationnel au travers de moments partagés et/ou de services rendus sur la base de l'entraide et de la solidarité. ».

A travers ses actions, elle contribue donc à endiguer deux problématiques d'intérêt général que sont la difficulté de logement des jeunes, frein à leur démarrage dans la vie active et l'isolement potentiel des seniors, marqueur de leur vieillissement.

Elle apporte une offre supplémentaire de logement à des jeunes (étudiants, stagiaires, primo-salariés, apprentis, etc.) disposés à donner de leur temps libre en échange d'un toit et du confort d'un foyer.

D'autre part, le senior, revalorisé dans son rôle, devient aussi un « facilitateur de vie » pour le jeune qu'il héberge, l'accompagnant vers une autonomie progressive en lui offrant un toit comme « point d'ancrage » en étape intermédiaire.

Considérant que les actions menées par l'association Concorda Logis contribuent aux objectifs des politiques développées respectivement par la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault et qu'elles présentent un intérêt local, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont décidé d'apporter leur soutien à Concorda Logis dans le cadre de la présente convention de partenariat et d'objectifs.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Objet de la convention

La présente convention de partenariat et d'objectifs vise à définir les principes d'engagement de la Ville de Montpellier et du Conseil Général de l'Hérault auprès de l'association Concorda Logis.

Article 2 Le plan d'action pluri-annuel et les objectifs de l'association Concorda Logis

Au titre de son projet associatif, Concorda Logis souhaite mettre en œuvre un plan d'actions à horizon de trois ans autour des axes suivants :

Le développement des adhésions Jeunes et Seniors :

- Le développement du fichier JEUNES par une campagne de communication auprès des établissements scolaires, universitaires, de formation professionnelle de l'Hérault.
- Le lancement d'une campagne de développement du fichier SENIORS en vue de la rentrée 2013, par la relance du partenariat avec des organismes professionnels spécialisés pour les « seniors » et le développement de la cooptation entre seniors.

La poursuite et le développement d'événementiels autour du logement et de la cohabitation intergénérationnelle :

- Le renouvellement d'actions de type « repas solidaires », « goûter des âges » en direction de seniors et/ou de jeunes.

- Le développement et la valorisation des initiatives de jeunes en direction des seniors, par le partage d'expériences et de savoirs (ateliers informatiques, concert de musique...).

La création de nouvelles actions de communication et de développement :

- Participation à différents événements organisés sur le territoire dont l'« l'Antigone des Associations » à Montpellier, le Salon du logement étudiant, des rencontres organisées par des mutuelles et/ou Caisses de retraites, etc.
- Lancement d'une campagne d'affichage dans l'espace public en direction des seniors ainsi que des jeunes et par le biais des réseaux sociaux.
- Création d'un atelier de réflexion avec les jeunes de l'association qui pourraient devenir des « ambassadeurs » de la cohabitation intergénérationnelle auprès de publics seniors.
- Réunions d'informations régulières avec les UTAG (Unités Territoriales d'actions gérontologiques) et les réseaux d'acteurs jeunesse de l'Hérault concernés par la thématique du logement : Missions Locales, Réseau Information Jeunesse (CRIJ), CROUS, Union Régionale de l'Habitat jeune - Espace logement, Espace jeunesse de la ville de Montpellier...
- Etude d'implantation d'antennes et /ou de structures similaires sur des territoires du Département de l'Hérault non couverts à ce jour.

En termes d'objectifs quantitatifs, l'association Concorda Logis se fixe comme objectif d'atteindre au terme de trois ans, 100 binômes sur le territoire héraultais, dont au moins 50% sur Montpellier.

Le tableau prévisionnel de réalisation par année universitaire est le suivant :

Année universitaire	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015
Nombre de binômes à constituer	40	70	100

Article 3 Engagements de la Ville de Montpellier et du Conseil Général de l'Hérault

Au titre des actions déclinées par Concorda Logis (Article 2 de la présente convention), la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault s'engagent à accompagner et soutenir Concorda Logis dans la mise en œuvre de son plan d'action pluri-annuel, et ce dans la limite de leurs champs de compétence et modalités d'interventions propres.

Par ailleurs, sous réserve du vote annuel d'une enveloppe de subvention dédiée par leurs instances délibératives respectives, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault pourront attribuer une subvention à Concorda Logis.

Pour l'exercice 2013, par délibération en date du 4 février 2013, la Ville de Montpellier a attribué une subvention d'un montant de 33 000 € à l'association Concorda Logis.

Pour l'exercice 2013, le Conseil Général de l'Hérault attribue une subvention d'un montant de 33 000 € à l'association Concorda Logis dont 14 500 € au titre des crédits jeunesse et 18 500 € au titre des crédits solidarité.

Au titre de cette contribution financière et dans le cadre de la présente convention, le Conseil général sera attentif :

- à l'augmentation de l'offre d'hébergement pour le public jeune héraultais.
- au développement du logement intergénérationnel, facteur du maintien à domicile des personnes âgées,

Article 4 Modalités de suivi et d'évaluation de la convention

Afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la présente convention de partenariat, les cosignataires conviennent de se réunir régulièrement.

A minima, seront prévues deux réunions de bilans selon les modalités suivantes :

- Au 31 octobre de chaque année : bilan intermédiaire de rentrée universitaire avec tableaux de bord des caractéristiques des binômes et d'atteinte des objectifs quantitatifs, binômes nouvellement constitués comme renouvelés de l'année précédente.
- Au 31 mai de chaque année : bilan annuel avec résultats chiffrés de l'année universitaire finie et livret des témoignages et ressenti de binômes comme indicateurs qualitatifs.

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage :

- à fournir le compte rendu financier propre à l'objectif conforme à l'objet social de l'association et signé par la présidente ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er juillet au plus tard de l'année suivante.
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles.

Article 6 Conditions d'utilisation et communication

Concorda Logis s'engage pour l'ensemble des activités relevant de la présente convention de partenariat et d'objectifs à faire état de la participation respective de la Ville de Montpellier et du Conseil Général de l'Hérault sur tout support de communication.

Article 7 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par Concorda Logis des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

Le Département et la Ville de Montpellier se réservent la possibilité d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contrôle de l'administration

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département et la ville de Montpellier de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Le Département et la ville de Montpellier se réservent la possibilité de prévoir un contrôle à mi-parcours de l'action et de demander à l'association un pré-bilan d'activité sur les 6 premiers mois.

Article 9 Durée de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans, à compter de sa signature.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant pris par délibération.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 Révision et résiliation de la convention

La Ville de Montpellier, le Conseil Général de l'Hérault et Concorda Logis se réservent le droit de mettre fin à tout moment à la présente convention, sous réserve d'un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment en cas de non-respect de l'une des dispositions de la présente convention.

Article 12 : Compétence juridictionnelle

En cas de litiges seul le Tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Lu et approuvé

Monsieur Le Président du Conseil
Général

André VEZINHET

Lu et approuvé

Madame et Messieurs les Co-Présidents Concorda Logis :

Madame Joss Masselin, Monsieur Jean Paul Dany et Monsieur Lionel Guébinian

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Festival International des Sports Extrêmes (F.I.S.E.) du 7 au 12 mai 2013 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur" FISEWAKE du 6 mai au 3 novembre 2013 sur le bassin "Jacques Coeur "

Patrick VIGNAL rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

L'association FISE a sollicité pour sa 16ème édition du 7 au 12 mai 2013, l'utilisation des berges du Lez et du bassin "Jacques Coeur" pour l'organisation du Festival International des Sports Extrêmes Montpellier 2013.

Cet évènement est le plus grand rassemblement de glisse au monde. Il rassemble sur les 5 jours plus de 400 000 personnes, et les meilleurs riders internationaux. Ce sont plus de 25 compétitions différentes en skateboard, roller, BMX, mountainbike et wakeboard qui seront organisées dans les catégories pro et amateurs.

Les particularités du FISE de Montpellier sont la gratuité dans un format de compétition inédit ouvert aux amateurs qui seront les futurs champions.

Cette année, afin de réduire les nuisances liées à un évènement d'une telle ampleur, les organisateurs ont supprimé la tente du partenaire principal, et le dirt. Enfin, cinq zones de sons ont été établies selon les évènements, et permettent de réduire et d'adapter le niveau sonore dans la journée.

Un arrêté de sonorisation a été pris par la Ville et sert de base pour des contrôles réguliers par une société d'acoustique.

De plus, les horaires d'intervention des prestataires du FISE ont été fixés pour le montage et le démontage de la manifestation soit de 8 heures à 21 heures. De même, les animations sur les rives du Lez cesseront à 21 heures et les nocturnes des 9 et 10 mai sur le Bassin « Jacques Coeur » à 23 h 30 et du 11 mai sur l'avenue du Pirée à 23 heures.

Les organisateurs s'engagent à évacuer totalement les lieux le vendredi 17 mai afin de permettre la remise en état du site par la Ville dès le 21 mai, après un état des lieux commun, ce qui reste un engagement fort envers les riverains.

Parallèlement à l'organisation du FISE, les organisateurs animeront dans le cadre du FISEWAKE Académie, des activités d'initiations et de perfectionnement au wakeboard sur le bassin « Jacques Cœur » jusqu'au 3 novembre 2013, selon le principe de gratuité totale de 9 heures à 11 heures puis, selon une tarification proposée aux associations à partir de 11 heures jusqu'à 21 heures.

Afin de limiter les désagréments pour les riverains, une attention particulière sera portée sur les nuisances sonores produites par le téléski.

D'autre part, les organisateurs s'engagent à procéder hebdomadairement, à un contrôle de la qualité de l'eau à transmettre systématiquement au Service des Sports ainsi qu'au Service Communal d'Hygiène et de Santé de la Ville de Montpellier et l'ARS.

Dans l'hypothèse où la qualité de l'eau relevée ne serait plus compatible avec l'activité proposée, celle-ci serait suspendue immédiatement.

Les manifestations FISE et FISEWAKE nécessitent la signature entre les organisateurs et la Ville de conventions d'utilisation du domaine public, jointes à cette délibération, précisant les conditions de mise à disposition.

Ces autorisations sont délivrées à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représentent ces événements, et constituent des subventions en nature. Les montants sont valorisés en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012 fixant les tarifs 2013 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- pour le FISE, une subvention en nature valorisable pour un montant de 487 500 € ($50\,000\text{ m}^2 \times 1.95\text{ €} \times 5\text{ jours}$), phases montage et démontage non comprises;
- pour le FISEWAKE une subvention en nature valorisable pour un montant de 229 417,50 € ($650\text{ m}^2 \times 1.95\text{ €} \times 181\text{ jours}$).

Enfin, le service Communication pour la mise à disposition d'espaces d'affichage publicitaire et impression de différents documents valorise une subvention en nature évaluée à 97 000 euros .

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte du FISE, la prise en charge de prestations suivantes :

- nettoyage du site, mise à disposition de containers avec enlèvement quotidien ;
- remise en état des espaces verts ;
- dépose et repose de mobiliers urbains ;
- contrôle acoustique par une entreprise spécialisée.

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme prévisionnelle de 90 000 € prélevée sur le Budget 2013 de la Ville de Montpellier et une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la tenue de ces manifestations sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur » telle que prévue ;
- d'approuver les conventions liées à ces manifestations, annexées à la présente ;
- d'autoriser l'utilisation des lieux à titre gratuit pour les manifestations, eu égard à l'intérêt local qu'elles représentent, et l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;

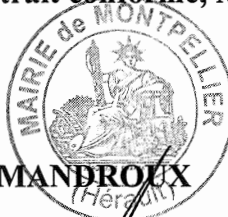
-d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 674 500 € (487 500 + 97 000 + 90 000) pour la manifestation FISE et 229 417,50 € pour le FISEWAKE.

-de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 02 Avril 2008, d'une part

Et

L'Association **FISE**

Représentée par **Hervé ANDRE-BENOIT**

Adresse : 405 ZA les Fournels – 34400 LUNEL

Téléphones domicile : 0467401535

professionnel :

Portable : 0612473744

Courriel :

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier autorise l'Association FISE à **occuper les berges du Lez , le Lez et le Bassin Jacques Cœur du 18 Avril au 18 Mai 2013** , afin d'y installer et ensuite de débarrasser toutes les structures nécessaires au bon déroulement de cette manifestation qui se déroulera du **08 au 12 Mai 2013** .

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Différents services municipaux sont concernés :

Service Voirie : arrêtés de stationnement et de circulation .

Police Municipale : aide , si nécessaire , au moment de l'installation (circulation) , présence et rondes durant la manifestation , application des différents arrêtés .

Occupation du Domaine Public : autorisation de l'occupation du Domaine Public , facturation des espaces commerciaux , autorisation d'ouverture de buvettes et autres points de restauration .

Service des Eaux : nettoyage du Lez.

Service D.E.P.- P.P.P. : gestion avec la S.M.N. de la mise en place du personnel de nettoyage , de containers et de leur enlèvement quotidien .

Service Hygiène : arrêtés de sonorisation ..

Service Protocole : prêt de matériel , inauguration et remise des prix .

Service des Sports : coordinateur de la manifestation .

- Prise en charge de : - ramassage , collecte et évacuation des déchets (41 000 euros) .
- dépose et repose du mobilier urbain (8 000 euros) .
- remise en état des espaces verts (34 000 euros) .
- contrôles et mesures acoustiques (7 000 euros) .

Soit un coût global estimé à 90 000 euros

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les **occupations du domaine public** par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité.

Pour le FISE , cette subvention en nature serait valorisée à 487 500 euros (50 000 m2 x 1,95 euros x 5 jours) , phases de montage et démontage comprises .

Toutefois , la partie du domaine public occupée par des espaces commerciaux vous sera facturée à raison de 1,95 euros le m2 et par jour .

Communication : mise à disposition d'espaces d'affichage publicitaire et impression de différents documents . Cette subvention en nature serait valorisée à 97 000 euros .

Le total valorisé s'élèverait , donc à 584 500 euros .

Article 4 – Prêt en dehors des périodes de gardiennage :

Les clés seront remises à M./Mme..... titre.....

Présent(e) lors de l'activité ou de la réunion

Adresse.....

Téléphones domicile.....professionnel.....portable.....

Le

Et rendues au service des sports de la ville de Montpellier au plus tard leà

Article 5 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

Article 5-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité serait recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

Article 5-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

Article 5-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

Article 5-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

Article 5-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

Article 5-7 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Madame le Maire
de la Ville de Montpellier
Le Conseiller Municipal chargé des Sports

Patrick VIGNAL

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.

Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 02 Avril 2008, d'une part

Et

L'Association **FISE**

Représentée par **Hervé ANDRE-BENOIT**

Adresse : 405 ZA les Fournels – 34400 LUNEL

Téléphones domicile : 0467401535 professionnel :

Portable : 0612473744

Courriel :

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier autorise l'Association FISE à **occuper le Bassin Jacques Cœur du 21 avril au 3 novembre 2013**, afin d'y installer dans le cadre du Fisewake Académy, les structures permettant la pratique du wakeboard à savoir le téléski et un module préfabriqué servant de local technique.

Les animations se dérouleront du lundi au dimanche de 9 h à 21 h.

Les initiations de 9 heures à 11 heures seront gratuites, et de 12 h à 21 h selon une tarification associative.

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Les organisateurs seront tenus de procéder hebdomadairement, selon les modalités préconisées par l'Agence Régionale de la Santé (ARS), à un contrôle de la qualité de l'eau. Les résultats des contrôles devront être systématiquement envoyés au service des sports, au service Communal d'Hygiène et de santé, ainsi qu'à l'ARS.

Dans l'hypothèse où la qualité de l'eau relevée ne serait plus compatible avec l'activité, il conviendra de la suspendre immédiatement et sans délai.

Un rapport de vérification sur le téléski nautique devra être produit par les organisateurs.

Concernant les branchements électriques sur le réseau Ville, ils devront être conformes aux normes en vigueur. Une attestation de conformité devra être produite.

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les occupations du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité.

Cette occupation du domaine public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2012 soit $650 \text{ m}^2 \times 1,95\text{€} \times 181 \text{ jours} = 229\,417,50 \text{ €}$. Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Article 4 – Prêt en dehors des périodes de gardiennage :

Les clés seront remises à M./Mme.....titre.....

Présent(e) lors de l'activité ou de la réunion

Adresse.....

Téléphones domicile.....professionnel.....portable.....

Le

Et rendues au service des sports de la ville de Montpellier au plus tard leà

Article 5 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

Article 5-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité serait recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

Article 5-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

Article 5-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

Article 5-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

Article 5-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

Article 5-7 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Madame le Maire
de la Ville de Montpellier
Le Conseiller Municipal chargé des
Sports
Patrick VIGNAL

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.

Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

"Montpellier Beach Masters" 9ème édition du 4 au 9 juin 2013 au Complexe Sportif Béal à la Rauze Convention d'occupation du domaine public

Patrick VIGNAL rapporte :

Après 7 ans sur la place de la Comédie, une année sur le bassin "Jacques Cœur", la Ville de Montpellier accueillera la 9ème édition sur le Complexe Sportif Claude Béal au sein du parc de la Rauze, centre d'entraînement habituel du Montpellier Beach Volley.

Sur les quatre terrains de Beach Volley en plein air, un central sera aménagé afin de permettre le déroulement des compétitions officielles. Les deux terrains couverts du Gymnase Ferrari ainsi que le dojo et la salle de Tir à l'arc seront mis à disposition pour l'organisation du tournoi international.

En effet, les installations sportives de la Rauze accueillent désormais, dans le cadre d'un partenariat entre la Ville, le Montpellier Beach Volley, la Fédération Française de Volley, la Ligue Languedoc Roussillon de Volley et le CREPS, un centre d'entraînement olympique pour Rio 2016.

Une évolution de la manifestation a été nécessaire, désormais sur 6 jours au lieu de 12 jours. Elle verra des équipes internationales s'affronter pour collecter des points de qualification aux fins de sélection aux Jeux Olympiques 2016.

En parallèle de ce tournoi international, se dérouleront des tournois amateurs, dont la finale du tournoi étudiants et un tournoi des entreprises.

Cette manifestation nécessite la signature entre les organisateurs et la Ville de Montpellier, la convention d'occupation du domaine public de la Ville, jointe en annexe, précisant les conditions d'utilisation.

Cette autorisation proposée à titre gracieux, eu égard à l'intérêt général que représente cette manifestation, constitue une subvention en nature. Le montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2012 fixant les tarifs 2012 applicables au domaine occupé à savoir :

-Subvention en nature pour l'occupation du domaine public valorisable au montant de : 38 733,20 €

Sur les 10 jours de la mise à disposition (phases de montage et démontage comprises) :

- Salle Dojo : 105 € par jour x 10 jours = 1 050 €
- Mezzanine : 50€ par jour x 10 jours= 500 €
- Occupation du Domaine Public : 1000 m² x 1.95 € par jour x 10 jours = 19 500 €

Sur les 6 jours de mise à disposition pour la manifestation sportive :

- 4 terrains Beach extérieur : 12h par jour x 4 x 6 jours x 37€40 = 10 771€ 20
- 2 terrains Beach couvert : 12h par jour x 2 x 6 jours x 48 € = 6 912 €

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte de la manifestation, une coordination logistique et la prise en charge des prestations suivantes :

- Mise en place du réseau électrique ;
- Montage et démontage des tribunes ;
- Locations diverses (hygiène et sécurité) ;
- Gardiennage,
- Recharge de sable ;
- Location de toilettes chimiques,

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme prévisionnelle de 69 000 €, prise sur le Budget 2013 de la Ville de Montpellier.

Cette participation financière constitue une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider l'organisation de cette manifestation sur le complexe sportif Claude Beal, telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux de la manifestation ;
- d'approuver les subventions en nature profit de l'association telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville, valorisables au montant total de 107 733,20 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 02 Avril 2008, d'une part

Et

L'Association MONTPELLIER BEACH VOLLEY

Représentée par Monsieur COSTALAT Vincent

Adresse : 419 avenue du docteur Fourcade 34070 MONTPELLIER

Téléphones domicile : professionnel :

Portable : 06 21 64 61 30

Courriel : montpellier.beachvolley@gmail.com

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier accepte de mettre à la disposition de l'association, ci-dessus nommée, dans le cadre de l'organisation de la manifestation BEACH MASTERS 2013 du 1 au 10 juin 2013 (manifestation sportive du 4 au 9 juin 2013),

les équipements suivants de 9h à 21h :

- Gymnase Henri Ferrari (2 terrains de Beach volley couverts, salle dojo, mezzanine)
- 4 terrains de Beach volley extérieur au complexe sportif Claude Béal.
- Occupations diverses du domaine public complexe sportif Claude Béal

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Divers services municipaux sont concernés sur l'organisation : DTMAS, Occupation du Domaine Public, Protocole, PPP, Police Municipale, Hygiène, Communication, DIPAN, Voirie.

Service des Sports : coordinateur de la manifestation .

Prise en charge de :
recharge de sable : 19 000 €
Contrôles techniques : 3 500 €
Réseaux électriques : 36 200 €
Location toilettes chimiques : 800 €
Location tribunes : 6 500 €
Gardiennage : 3 000 €

Soit un coût global estimé à 69 000 euros

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les occupations du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité.

Cette occupation du domaine public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2012 soit

Sur les 10 jours de la mise à disposition (phases de montage et démontage comprises) :

- Salle Dojo : 105 € par jour x 10 jours = 1 050 €
- Mezzanine : 50€ par jour x 10 jours = 500 €
- Occupation du Domaine Public : 1000 m² x 1.95 € par jour x 10 jours = 19 500 €

- Sur les 6 jours de mise à disposition pour la manifestation sportive :

- 4 terrains Beach extérieur : 12h par jour x 4 x 6 jours x 37€40 = 10 771€ 20
 - 2 terrains Beach couvert : 12h par jour x 2 x 6 jours x 48 € = 6 912 €
- TOTAL = 38 733,20 euros**

Ce montant total devra être inscrit dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Toutefois, la partie du domaine public occupée par des espaces commerciaux sera facturée par le service ODP selon la tarification 2013.

Article 4 – Prêt en dehors des périodes de gardiennage :

Les clés seront remises à M / Mme.....titre.....
 Présent(e) lors de l'activité ou de la réunion
 Adresse
 Téléphones domicile.....professionnel.....portable.....
 Le
 Et rendues au service des sports de la ville de Montpellier au plus tard leà

Article 5 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

Article 5-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité serait recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....
 Police n° souscrite le.....

Article 5-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

Article 5-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

Article 5-4 Sécurité :

L'utilisation des locaux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. Par mesure de sécurité, le nombre des participants ne devra pas dépasser :

- 40 personnes sur les terrains Beach Volley Ball couverts
- 100 personnes dans la salle dojo
- 40 personnes sur la mezzanine

L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

Article 5-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

Article 5-7 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 – Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier.

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Madame le Maire
de la Ville de Montpellier
Le Conseiller Spécial Délégué au Sport

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention. Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier
--

Direction Jeunesse Sports
emploi et Logement
Service Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 222

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAoui, Martine PETITOUT.

100ème édition du TOUR DE FRANCE

Arrivée de la 6ème étape à Montpellier le jeudi 4 juillet 2013

Départ de la 7ème étape de Montpellier le vendredi 5 juillet 2013

Convention AMAURY SPORT ORGANISATION - VILLE

Hervé MARTIN rapporte :

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique d'excellence sportive, accueille cette année le Tour de France cycliste qui fête sa 100^{ème} édition, à travers un parcours prestigieux retraçant, d'après les organisateurs (A.S.O.), la « carte postale » de la France.

Après le Festival International des Sports Extrêmes sur le Lez et ses rives, la Ville de Montpellier aura le privilège d'accueillir l'arrivée de la 6^{ème} étape et le départ de la 7^{ème} étape du Tour de France 2013 les 4 et 5 juillet 2013.

Cette manifestation de rayonnement international est la deuxième manifestation télévisuelle après les Jeux Olympiques et elle est également l'une des plus populaires.

L'arrivée de l'étape Aix-en-Provence-Montpellier au Stade Yves du Manoir, après que les coureurs soient passés devant l'Hôtel de Ville, permettra aux habitants de Montpellier et de son agglomération d'assister à un spectacle de qualité.

Sur le départ de l'étape Montpellier-Albi, le lendemain, près de 10 kilomètres de parcours seront proposés sur le territoire de Montpellier, permettant à de nombreux montpelliérains d'assister au passage de la caravane du Tour et, par ailleurs, de mettre en valeur les grands équipements ainsi que le patrimoine historique de la Ville.

Les retombées économiques seront très importantes puisque ce sont plus de 4 000 personnes composant la caravane du Tour de France dont les 25 équipes engagées, qui se restaureront et seront hébergées sur la capitale régionale. Les retombées médiatiques seront conséquentes avec un temps de course important sur la Ville elle-même, la remise des trophées et les retransmissions en direct sur France Télévision avant, pendant et après ces étapes.

Afin de participer à cette grande fête populaire de la 100^{ème} édition du Tour, la Ville de Montpellier mettra en place des animations ouvertes à tous jusqu'au point d'orgue des 4 et 5 juillet 2013, à savoir notamment une exposition itinérante « le Tour à Montpellier », un village autour du vélo dans le cadre de la deuxième édition de Fête des Sports et des quartiers le 8 juin 2013, un cycle de cinéma autour du vélo au Cinéma Nestor Burma, des animations sur le parvis de l'Hôtel de Ville du 28 juin au 5 juillet 2013, proposées pour le grand public, les écoles et les ALSH, etc.

L'organisation sur Montpellier de l'arrivée et du départ du Tour de France suppose de signer avec la société Amaury Sport Organisation, organisatrice de la compétition, une convention incluant une participation financière de la Ville d'un montant de 100 000 € H.T. (soit 119 600 € T.T.C.), prévue au budget 2013 :
Nature 6238 Fonction 924 Ligne 13445.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la convention avec la société Amaury Sport Organisation ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus pour un montant de 100 000 € H.T soit 119 600 € T.T.C.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MACDROUX



Publiée le : 07 mai 2013

CONVENTION

TOUR DE FRANCE 2013

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La société **Amaury Sport Organisation** (A.S.O.), Société Anonyme au capital de 1 200 240 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 383 160 348, ayant son siège social à Issy-les-Moulineaux (92137 cedex), Immeuble Panorama B, 253 quai de la Bataille de Stalingrad,

représentée par Monsieur Christian Prudhomme, Directeur Délégué, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée : **A.S.O.**

D'UNE PART,

ET :

La ville de **Montpellier**, domiciliée en l'Hôtel de Ville à Montpellier (34000), place Georges Frêche,

représentée par son Maire, Madame Hélène Mandroux, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée : **LA COLLECTIVITE**

D'AUTRE PART,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIVIT :

1. A.S.O. est une société spécialisée dans l'organisation, le conseil et l'exploitation, sous toutes formes, d'épreuves et manifestations sportives de haut niveau et de renommée internationale.

Depuis le 1er janvier 2002, A.S.O. est le locataire-gérant du fonds de commerce de sa filiale, la Société du Tour de France (STF), Société par Actions Simplifiée au capital de 500 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 301 192 142, ayant son siège social à Issy-les-Moulineaux (92137 cedex), Immeuble Panorama B, 253 quai de la Bataille de Stalingrad.

En cette qualité, A.S.O. organise et exploite, depuis cette date, en son nom et pour son propre compte, l'épreuve de cyclisme professionnelle mondialement connue sous le nom "Tour de France" ainsi que les marques y afférentes.

En sa qualité d'organisateur et de titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du Tour de France, A.S.O. développe des relations de partenariat avec les collectivités d'accueil de l'épreuve.

2. LA COLLECTIVITE s'est déclarée intéressée auprès d'A.S.O. pour accueillir le Tour de France 2013 et garantit par la présente qu'elle mettra tout en œuvre pour satisfaire aux exigences d'A.S.O..

3. En conséquence, les parties se sont rapprochées pour préciser les conditions de leur partenariat.

CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

A.S.O. accepte selon les clauses, les charges et les conditions figurant aux présentes que LA COLLECTIVITE accueille :

- Jeudi 4 juillet 2013 : l'arrivée de la 6^{ème} étape, Aix-en-Provence – Montpellier, à Montpellier ;

- Vendredi 5 juillet 2013 : le départ de la 7^{ème} étape, Montpellier – Albi, à Montpellier.

Les dispositions fixées ci-après définissent les obligations réciproques des parties pendant la durée de la présente convention.

ARTICLE 2 : COMPETENCES EXCLUSIVES D'A.S.O.

Il est expressément reconnu qu'A.S.O. a seule compétence :

Pour traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'épreuve, et notamment pour choisir les parcours et les sites d'arrivée et de départ ;

Pour coordonner les opérations techniques de mise en place sur les sites d'arrivée et de départ, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle de LA COLLECTIVITE ;

Pour concéder à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, le droit de faire référence au Tour de France tel que l'usage du nom "Le Tour de France" et/ou "Le Tour" ainsi que de tous logos, marques, appellations, noms de domaine et signes distinctifs s'y rapportant ;

Pour autoriser l'enregistrement et/ou la diffusion d'images de l'épreuve sous toutes formes, et concéder, à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, l'usage des images de tout ou partie de l'épreuve ;

Pour choisir les partenaires et les prestataires associés à l'épreuve.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS ET CHARGES D'A.S.O.

3.1. Sur le plan de l'image

A.S.O. s'attachera à mettre en oeuvre tous les moyens dont elle dispose pour offrir à LA COLLECTIVITE un événement de haute qualité sportive et médiatique.

3.2. Sur le plan technique et logistique

A.S.O. s'engage à effectuer des reconnaissances des parcours et des sites d'arrivée et de départ. Lors de ces reconnaissances le Directeur des Sites et les Commissaires Généraux d'A.S.O. arrêteront avec LA COLLECTIVITE le choix définitif des sites d'arrivée et de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France et, de manière générale, toutes dispositions techniques particulières devant être prises par LA COLLECTIVITE pour l'accueil de l'épreuve dans les meilleures conditions possibles.

A l'issue de ces reconnaissances, le Directeur des Sites et les Commissaires Généraux d'A.S.O. préciseront dans les DOCUMENTS TECHNIQUES (Rapports Techniques et Plans) le détail des dispositions arrêtées qui viendra compléter la présente convention et en particulier la liste des obligations et charges de LA COLLECTIVITE, reprise à l'article 4 ci-après.

De façon générale, A.S.O. fait son affaire de fournir les installations, matériels et personnels nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de LA COLLECTIVITE (telles que définies ci-après à l'article 4). A.S.O. se charge notamment de la fourniture, du montage, du démontage des équipements suivants :

- ☐ . pour l'arrivée : certains matériels de barriérage (environ 2 000 mètres) délimitant et protégeant le site d'arrivée, les banderoles et panneaux des partenaires d'A.S.O., le chronopole (arche d'arrivée et installations pour le chronométrage et la photo-finish), les tribunes de presse radios et télévisions, le podium protocolaire, les groupes électrogènes, la sonorisation, les cabines sanitaires de l'organisation, les espaces d'hospitalité-relations publiques et les tribunes réservés aux invités ;
- ☐ . pour le départ : les installations du Village, certains matériels de barriérage, le podium-signature réservé à la présentation des coureurs, l'arche de départ, les cabines sanitaires de l'organisation.

Le détail des matériels fournis par A.S.O. figurera dans les Rapports Techniques établis par A.S.O..

3.3. Sur le plan administratif

A.S.O. s'engage à prendre les mesures nécessaires pour obtenir des autorités administratives concernées (Ministère de l'Intérieur et Préfectures) les autorisations requises en vue d'un usage privatif, sur l'itinéraire de la course, des voies ouvertes à la circulation.

A.S.O. fera ses meilleurs efforts pour obtenir des collectivités territoriales concernées (via l'Assemblée des Départements de France), dans les limites de leur domaine de compétence et de responsabilité territoriales, la préparation des routes empruntées par l'épreuve (signalisation et protection des points dangereux, le contrôle de l'itinéraire de l'étape avant l'épreuve...).

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ET CHARGES DE LA COLLECTIVITE

4.1. Sur le plan technique et logistique

LA COLLECTIVITE s'engage, à recevoir le Directeur des Sites et les Commissaires Généraux d'A.S.O. afin de préciser avec eux les obligations de LA COLLECTIVITE visées au présent article, spécialement pour ce qui concerne le choix définitif des sites d'arrivée et de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, l'aménagement des locaux et parkings, les barrières complémentaires ainsi que les moyens nécessaires à la sécurité générale.

LA COLLECTIVITE s'oblige, en complément des installations mises en place par A.S.O. :

A mettre à disposition, la veille de l'étape à partir de 14 heures, et à aménager à ses frais, des locaux vierges de toute publicité, situés au plus près des sites d'arrivée, pour y recevoir la Permanence de l'Organisation (+/- 400 m²), le Centre de Presse (+/- 1 200 m²) pouvant accueillir 500 personnes et équipé de tables de travail, sièges et prises électriques, ainsi que, en tant que de besoin, quelques salles annexes ;

A mettre à disposition, dans les zones d'arrivée et de départ ainsi qu'à proximité de la Permanence de l'Organisation et du Centre de Presse, des parkings destinés exclusivement au stationnement des véhicules accrédités par A.S.O. (1 600 à 1 800 véhicules pour l'arrivée et 1 300 véhicules pour le départ) ;

A mettre en place, à ses frais, les infrastructures nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées dans la Permanence de l'Organisation et dans le Centre de Presse ainsi que pour le public sur les sites d'arrivée et de départ ;

A fournir, mettre en place et ôter, à ses frais, tous les équipements et services utiles pour la sécurité et l'accueil du public, en complément des installations mises en place par A.S.O. pour l'arrivée et le départ des étapes, et en particulier :

☐ . un barriérage complémentaire, vierge de toute publicité et de banderoles (avec pose de barrières de contreventement) de 5 000 à 6 000 mètres de barrières pour l'arrivée (incluant en tout état de cause de part et d'autre de la chaussée 1 600 mètres avant le barriérage mis en place par A.S.O.), et de 2 000 à 3 000 mètres de barrières pour le départ, suivant les demandes formulées dans le Rapport Technique ;

☐ . tous panneaux d'information et de signalisation indispensables au public, y compris ceux relatifs au respect de la propreté et de l'environnement ;

☐ . les moyens sanitaires d'intervention et d'évacuation destinés au public.

A procéder, à ses frais, aux travaux de voirie et autres prescrits par A.S.O. pour la sécurité des coureurs et pour la mise en place des installations du Tour de France ;

A faire installer, à ses frais, les branchements nécessaires à la fourniture d'électricité et/ou d'eau sur les différents lieux de l'épreuve en fonction des besoins exprimés dans les Rapports Techniques ;

A procéder, à ses frais, aux travaux de remise en état comme l'enlèvement du balisage, des équipements de franchissement de cours d'eau éventuels, au besoin de remise à niveau des voies d'accès, à la réalisation si nécessaire de la restauration des milieux naturels ;

A assurer ou faire assurer, en cas de présence de deux journées consécutives du Tour de France, à ses frais, le gardiennage des installations d'A.S.O. (site arrivée et/ou site départ), au cours de la nuit.

4.2. Sur le plan administratif

LA COLLECTIVITE s'engage :

A fournir à A.S.O. toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives, et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement au niveau local, y compris par la fourniture de tous documents appropriés ;

A prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'A.S.O. puisse jouir paisiblement et à titre gratuit des structures et réseaux de télécommunications (notamment téléphone et internet) sur les sites occupés par l'organisation, étant entendu qu'aucun fournisseur d'accès à internet (FAI) ou réseaux de télécommunications ne saurait être imposé à A.S.O.. A.S.O. est libre de choisir ses propres prestataires techniques ;

A mettre en oeuvre toutes les dispositions consignées dans le Rapport Technique, qui, après agrément de LA COLLECTIVITE, viendra compléter la présente convention ;

A assurer à A.S.O. toute liberté de mouvement pendant la préparation et le déroulement de la manifestation ;

A obtenir le concours des services de sécurité municipaux, et notamment de la Police Municipale lorsqu'elle existe, et à en assumer les éventuels coûts ;

A prendre, ou à faire prendre, toutes mesures de police sur son territoire :

- ☐ . pour préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation ;
- ☐ . pour garantir la sécurité des coureurs, des organisateurs et des spectateurs, spécialement sur les sites d'arrivée et de départ ;
- ☐ . pour interdire la circulation et le stationnement sur les voies urbaines empruntées et occupées par l'épreuve, et pour les réglementer sur les voies adjacentes et sur les espaces définis par A.S.O. ;
- ☐ . pour interdire la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place ou autorisés par l'organisateur ainsi que les ventes occasionnelles dans les zones délimitées par A.S.O., principalement le long du parcours et dans un rayon de 500 (cinq cents) mètres autour des aires d'arrivée et de départ ;

A fournir à A.S.O. un organigramme du comité local d'organisation, mentionnant les noms et coordonnées des responsables habilités par LA COLLECTIVITE pour traiter des différentes questions liées à l'accueil du Tour de France ;

A ne pas mettre en place de système payant pour l'accès des spectateurs au lieu d'arrivée et de départ de l'étape, à l'exception éventuelle de parkings (sans toutefois que le montant excède 10 euros par véhicule).

ARTICLE 5 : DEVELOPPEMENT DURABLE

5.1. Actions engagées par A.S.O.

A.S.O.s'engage dans une démarche d'intégration de l'environnement dans l'organisation du Tour de France et met en place des actions en matière de développement durable.

5.1.1. Plan d'actions relatif à la réduction des éditions

A.S.O. s'engage :

- A utiliser du papier FSC / PEFC pour toutes les éditions ;
- A réduire et optimiser les quantités produites ;

- A dématérialiser certains supports d'éditions.

5.1.2. Plan d'actions relatif à la maîtrise des consommations de carburant et des émissions de CO2

A.S.O. s'engage :

- A réduire le nombre de véhicules sur la route du Tour de France et à optimiser le covoiturage des suiveurs ;
- A former les pilotes et les motards à une conduite éco-responsable dans le cadre de la formation Sécurité ;
- A sensibiliser les pilotes et les motards à une conduite éco-responsable, à tous les échelons de la course, lors des différentes réunions organisées pendant l'année et au Grand Départ du Tour de France ;
- A limiter la vitesse autorisée sur la route du Tour de France en dessous des seuils réglementaires du Code de la Route (80 km/h au plus) ;
- A optimiser les moyens de transport en introduisant des moyens de transport de substitution en fonction de la faisabilité et de la typographie des sites.

5.1.3. Plan d'actions relatif à l'optimisation de la gestion des déchets

A.S.O. s'engage :

- A accompagner LA COLLECTIVITE par l'envoi d'une charte de tri et par la nomination d'un coordinateur déchets, interlocuteur de LA COLLECTIVITE ;
- A rappeler les consignes environnementales aux différentes familles du Tour de France lors des différentes réunions organisées au Grand Départ du Tour de France ;
- A sensibiliser les suiveurs et le public au respect de l'environnement en diffusant des messages en avant-course par les véhicules « Info-Sécurité » et en utilisant les réseaux sociaux pour diffuser des messages environnementaux ;
- A intégrer les contraintes environnementales dans l'ensemble des contrats partenaires, prestataires ;
- A mettre en place avec différents acteurs partenaires, prestataires, le tri sélectif dans LA COLLECTIVITE ;
- A aider les villes traversées qui présentent des zones montagneuses sensibles (cols et côtes) sur le dispositif de ramassage des déchets et sensibiliser le public par la distribution de sacs poubelles ;
- A distribuer à LA COLLECTIVITE des sacs poubelles destinés au tri sélectif.

5.1.4. Plan d'actions relatif à la réduction des déchets en course

A.S.O. s'engage :

- A mettre à disposition des zones de collecte pour les coureurs en entrée et sortie des zones de ravitaillements pour le jet de leurs déchets (bidons, emballages) ;
- A sensibiliser les coureurs sur le jet d'emballages (intégration dans le règlement de l'épreuve) ;
- A intégrer des poches « déchets » sur les maillots de leader du Tour de France.

5.2. Actions engagées par LA COLLECTIVITE

LA COLLECTIVITE s'engage à nommer un coordinateur Environnement-Déchets, interlocuteur d'A.S.O..

LA COLLECTIVITE s'engage à prendre ou à faire prendre toutes mesures de police sur son territoire pour préserver le respect de l'environnement.

LA COLLECTIVITE s'engage :

- A mettre à disposition, à ses frais, dans les zones occupées par le Tour de France et par le public des conteneurs et des sacs poubelles (cf document « gestion des déchets ») afin de faciliter l'évacuation des déchets et de préserver au maximum la propreté et l'environnement des sites occupés par le Tour de France et par le public ;
- A procéder, à ses frais, au ramassage et au tri des déchets collectés et au nettoyage des sites occupés par le Tour de France, dès que lesdits sites sont accessibles en toute sécurité ;
- A transmettre à A.S.O., après l'épreuve, des chiffres sur les quantités de déchets collectés et triés par LA COLLECTIVITE.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION, PROMOTION, ANIMATION ET HOSPITALITE-RELATIONS PUBLIQUES

LA COLLECTIVITE s'engage à recevoir la Responsable Collectivités d'A.S.O. (qui remettra à LA COLLECTIVITE un dossier Communication qui complètera la présente convention) afin d'être informée des possibilités de communication, de promotion et d'animation, en adéquation avec le cahier des charges d'A.S.O..

6.1. Action de communication et de promotion à l'initiative d'A.S.O.

6.1.1. Communication et promotion

A.S.O. s'engage à assurer la promotion de LA COLLECTIVITE dans les conditions suivantes :

- . A.S.O. présentera LA COLLECTIVITE (nom de la ville) comme site d'accueil du Tour de France ;
- . A.S.O. fera figurer le nom de la ville étape sur la carte officielle du Tour de France ;
- . A.S.O. insérera dans le Livre de Route de l'épreuve et/ou tout autre support qu'elle souhaiterait y ajouter tel que le site Internet du Tour de France (www.letour.fr), la description des étapes concernées, au moins une photographie (vue générale ou site particulier de LA COLLECTIVITE) choisie par LA COLLECTIVITE, étant précisé que LA COLLECTIVITE garantit par avance A.S.O. contre toute revendication éventuelle de l'auteur du fait de la reproduction et de la représentation de ladite photographie sur tous supports ainsi que des sites architecturaux représentés ;
- . A.S.O. fera état, à partir des renseignements que LA COLLECTIVITE fournira, d'aspects touristiques, culturels et économiques locaux dans le Guide Touristique de l'épreuve sur le site internet du Tour de France (www.letour.fr) ;
- . A.S.O. inscrira le nom ou placera le logo ou le blason de LA COLLECTIVITE dans les endroits suivants le jour du passage de l'épreuve :
 - . site d'arrivée : nom recto/verso sur le chronopole (arche d'arrivée), nom de deux institutions sur la face intérieure de l'étaï ; logo institutionnel de deux institutions sur les faces extérieures de l'étaï ; nom de deux institutions sur le podium protocolaire, logo institutionnel sur la face externe de la plus haute marche du podium protocolaire ; nom de deux institutions au-dessus des écrans ; incrustations de logos

institutionnels sur les écrans entre chaque remise protocolaire ; un logo institutionnel sur deux kakémonos identiques matérialisant la tribune « Géo Lefèvre » destinée aux invités de LA COLLECTIVITE.

. site de départ : un logo sur le pupitre du podium signature, nom sur l'arche de départ, logo institutionnel sur un panneau recto/verso, nom et un logo institutionnel à l'entrée du Village, un à quatre logos institutionnels maximum sur un panneau recto/verso positionné devant le pavillon de LA COLLECTIVITE avec le marquage « Bienvenue au Village », nom de LA COLLECTIVITE sur le drapeau de départ fourni par A.S.O..

. A.S.O. permettra à LA COLLECTIVITE de placer sur certains lieux du parcours validés au préalable par A.S.O. (hors des zones suivantes : départs et arrivées, zones de ravitaillement, zones de chronométrage, zones de classements) des banderoles portant le nom ou le logo de LA COLLECTIVITE et/ou autres institutions partagées entre le côté droit et le côté gauche du parcours. Les banderoles seront fournies par LA COLLECTIVITE et validées au préalable par A.S.O. :

. A l'arrivée, les banderoles, dont la longueur totale ne pourra dépasser 65 (soixante-cinq) mètres seront mises en place dans le dernier kilomètre : 30 (trente) mètres juste après la flamme rouge et 35 (trente-cinq) mètres à 500 (cinq cents) mètres en amont de la ligne d'arrivée. La pose des banderoles sera à la charge d'A.S.O. et la dépose des banderoles sera à la charge de LA COLLECTIVITE.

. Au départ, les banderoles, dont le métrage est libre, seront mises en place après l'arche de départ. La pose et la dépose des banderoles seront à la charge de LA COLLECTIVITE.

6.1.2. Animation et hospitalité-relations publiques

A.S.O. s'engage à assurer diverses prestations destinées, selon le cas, soit au public, soit aux invités, soit aux partenaires de l'épreuve. La liste des prestations d'A.S.O. est la suivante :

Sur les sites d'arrivée :

. A.S.O. installera un podium protocolaire, sur lequel se déroulera la cérémonie de remise des trophées, et à laquelle 3 (trois) personnalités de LA COLLECTIVITE seront invitées à assister.

. A.S.O. installera la tribune « Géo Lefèvre » sur laquelle 68 (soixante-huit) invités de LA COLLECTIVITE pourront prendre place. La gestion et le contrôle des invités seront à la charge de LA COLLECTIVITE.

. A.S.O. remettra 7 (sept) accréditations non nominatives (bracelets), permettant à 7 (sept) personnalités de LA COLLECTIVITE d'être invitées dans l'Espace « Club Tour de France ».

Sur les parcours :

. A.S.O. proposera 2 (deux) places destinées aux invités de LA COLLECTIVITE pour suivre la course dans les voitures invités d'A.S.O. : une place au titre de l'arrivée de l'étape, Aix-en-Provence – Montpellier, et une place au titre du départ de l'étape, Montpellier – Albi.

Sur les sites de départ :

. Un Village, lieu de rencontre entre les coureurs, les journalistes, les responsables économiques et les personnalités invitées, dans lequel LA COLLECTIVITE disposera – pour son usage exclusif – d'un stand équipé (pavillon) pouvant accueillir 30 (trente) invités pendant la durée d'ouverture du Village.

. Un podium signature, installé face au public, pour la présentation individuelle des coureurs, et sur lequel des personnalités locales pourront accueillir les concurrents.

A.S.O. remettra 10 (dix) invitations nominatives (badges tous accès), réservées à des personnalités locales : 6 (six) badges destinés au Maire, au Conseiller Spécial délégué aux Sports, à 2 (deux) Adjoints, à un Sénateur, à un Député et 4 (quatre) badges pour des personnes choisies par LA COLLECTIVITE.

Le Président du Conseil Régional, le Président du Conseil Général, le Préfet et/ou le sous-Préfet, sont systématiquement accrédités par A.S.O..

6.2. Action de communication et de promotion à l'initiative de LA COLLECTIVITE

A.S.O. communiquera à LA COLLECTIVITE la liste des Partenaires et Fournisseurs Officiels de l'épreuve autorisés à communiquer sur le Tour de France ainsi que la liste des vendeurs agréés, liste qui pourra être réactualisée, le cas échéant, par A.S.O..

LA COLLECTIVITE reconnaît expressément que tous les droits d'exploitation portant sur le Tour de France sont exclusivement réservés à A.S.O..

En conséquence, LA COLLECTIVITE s'interdit de développer et/ou de commercialiser directement ou indirectement toute opération de promotion, de communication ou de relations publiques (« hospitalité ») portant directement ou indirectement sur le Tour de France au profit de tiers, quels qu'ils soient.

Par ailleurs, LA COLLECTIVITE s'engage à prendre ou à faire prendre toutes mesures nécessaires pour permettre la mise en oeuvre et le respect des interdictions susmentionnées sur son territoire :

- . à ne placer, ou ne laisser placer, aucun marquage ni affichage publicitaire occasionnel, quel qu'en soit le support, sur les sites d'arrivée et de départ, ainsi que dans leurs environs immédiats ;

- . à n'autoriser aucune diffusion de documents ou messages publicitaires, par quelque moyen que ce soit sur les sites d'arrivée et de départ ainsi que dans leurs environs immédiats ;

- . à interdire toute vente occasionnelle d'objets et/ou de produits comestibles, dans un rayon de 500 (cinq cents) mètres autour des zones d'arrivée et de départ.

6.2.1. Communication institutionnelle autorisée

Pendant toute la durée de la présente convention, LA COLLECTIVITE pourra utiliser pour toute opération de publicité, de communication interne et/ou externe, le logo composite et/ou le logo signature dans le respect des normes graphiques pour sa communication institutionnelle et sous réserve que les opérations de communication en cause aient un lien direct avec l'événement, à l'exclusion de tout autre logo, marque ou visuel créé par lui ou par des tiers à l'occasion du Tour de France.

On entend par communication institutionnelle toute forme de communication destinée à la promotion de LA COLLECTIVITE en tant que collectivité publique sans pouvoir faire référence aux services qu'elle offre à ses administrés, quels qu'ils soient.

Toute latitude est laissée à LA COLLECTIVITE d'exploiter comme elle le souhaite, dans sa communication institutionnelle, le passage, l'accueil du Tour de France, sous réserve de ne porter atteinte ni aux droits d'A.S.O. et de ses partenaires, ni à la réputation et à l'image de l'épreuve.

En conséquence, LA COLLECTIVITE s'interdit d'adjoindre au logo composite et/ou au logo signature toute marque, dénomination, logo ou signe quelconque appartenant à un tiers, la présente disposition étant considérée comme déterminante aux yeux d'A.S.O..

LA COLLECTIVITE s'oblige à reproduire le logo composite et/ou le logo signature en respectant les dispositions de la charte graphique qui lui seront communiquées par A.S.O. à cet effet.

En conséquence, LA COLLECTIVITE devra fidèlement respecter le graphisme et notamment reproduire la couleur, le dessin et l'apparence sans possibilité de modification de quelque sorte que ce soit.

LA COLLECTIVITE s'interdit de déposer directement ou indirectement toute appellation, logo, nom de domaine ou signe distinctif susceptible de créer une confusion avec ceux d'A.S.O. ou plus généralement susceptible de porter préjudice à A.S.O., à ses partenaires ou au Tour de France.

Afin de permettre à A.S.O. de s'assurer du bon respect, par LA COLLECTIVITE, des obligations ci-dessus énoncées, LA COLLECTIVITE s'engage à soumettre toute utilisation du logo composite et/ou du logo signature et plus généralement tous ses projets de communication portant sur le Tour de France à l'accord préalable et par écrit d'A.S.O..

A cet effet, LA COLLECTIVITE devra adresser à la Responsable Collectivités d'A.S.O., par courrier postal ou électronique ou par remise en mains propres, les projets de ses campagnes promotionnelles ou publicitaires et tous documents faisant référence au Tour de France.

A.S.O. devra notifier son accord ou son refus par écrit au sujet desdits documents par courrier postal ou électronique ou par remise en mains propres dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la réception du projet de LA COLLECTIVITE.

6.2.2. Opérations d'hospitalité ou de relations publiques avec des tiers

LA COLLECTIVITE reconnaît expressément que tous les droits d'exploitation commerciale portant sur le Tour de France sont exclusivement réservés à A.S.O..

En conséquence, LA COLLECTIVITE s'interdit de développer et/ou de commercialiser toute opération de promotion et de communication portant directement ou indirectement sur le Tour de France au profit de tiers.

Dans le cas où LA COLLECTIVITE souhaiterait néanmoins effectuer des opérations d'hospitalité ou de relations publiques, elle se rapprochera d'A.S.O. et les parties conviendront par acte séparé des conditions, notamment financières, de leur collaboration.

6.2.3. Retransmission d'images télévisées du Tour de France

A l'arrivée de l'étape, avec le concours de France Télévisions, A.S.O. installe un écran vidéo géant d'environ 30 m², visible depuis la ligne d'arrivée, qui permet au public et aux invités de suivre la retransmission en direct de la course.

A.S.O. autorise LA COLLECTIVITE à mettre en place à ses frais, un ou plusieurs autres écrans géants dans la ville et à diffuser le Direct (images et son qui l'accompagnent) diffusé simultanément par France Télévisions, à l'exception de tout autre programme, aux conditions suivantes :

- . Les emplacements de ces écrans géants devront être choisis d'un commun accord entre les parties ;
- . Aucune marque (autre que celles des sponsors du Tour de France) ne pourra apparaître avec le nom, la marque et/ou le logo du Tour de France lors de la diffusion de ces images sur les écrans géants ;
- . La diffusion du Direct devra se faire sans coupure publicitaire autre que celles prévues par France Télévisions ;
- . La diffusion pourra avoir lieu pendant toute la durée du Tour de France ;
- . Aucune exploitation commerciale de cette opération ne pourra être effectuée et notamment le public devra pouvoir accéder gratuitement aux images.

6.2.4. Exploitation d'images du Tour de France

Dans l'hypothèse où LA COLLECTIVITE souhaiterait utiliser des images du Tour de France dans le cadre de sa communication institutionnelle, elle devra solliciter expressément A.S.O..

A cet égard, il est d'ores et déjà convenu :

- . que LA COLLECTIVITE pourra utiliser les images du Tour de France produites par A.S.O. ou qu'A.S.O. aura fait produire dans le cadre de la couverture générale du Tour de France sans paiement

additionnel autre que les frais techniques de recherche, copie et montage éventuel, dans le seul cadre de sa communication institutionnelle ;

. que pour les photographies, LA COLLECTIVITE pourra utiliser les photographies qu'A.S.O. aura fait réaliser dans le cadre du Tour de France par son ou ses photographe(s) habituel(s), avec obligation de mentionner « crédit A.S.O. et le nom du photographe », sans paiement additionnel ;

. que pour l'accès d'un photographe et, le cas échéant, d'une équipe vidéo (2 personnes maximum) de LA COLLECTIVITE, ces derniers devront être accrédités par la Responsable Collectivités d'A.S.O. étant en outre convenu que ceux-ci devront strictement respecter les règles et contraintes définies par A.S.O. et que les images prises ne pourront être utilisées que par LA COLLECTIVITE et dans le seul cadre de sa communication institutionnelle.

. que pour l'utilisation de photo, quel que soit le support, avec moins de 5 (cinq) coureurs facilement identifiables, LA COLLECTIVITE doit préalablement demander à leurs équipes l'autorisation d'utiliser leur image ou traiter la photo de manière à ce qu'on ne puisse pas les reconnaître, A.S.O. ne pouvant être recherchée ou inquiétée à ce sujet. En revanche, il n'y a pas de problème pour un coureur seul avec un maillot distinctif appartenant au Tour de France (jaune, vert, à pois, blanc) puisque, dans ce cas, il s'agit de la promotion de l'épreuve.

6.2.5. Articles Promotionnels

A.S.O. développe un programme de licence de fabrication d'articles promotionnels sous les marques d'A.S.O. (ci-après les Articles Promotionnels). Ces Articles Promotionnels sont vendus exclusivement par les licenciés d'A.S.O.. Ils doivent obligatoirement être distribués gratuitement par les Partenaires ou Fournisseurs Officiels du Tour de France. Ne sont pas considérés comme Articles Promotionnels au sens de la présente convention, les articles promotionnels revêtus des seules marques de LA COLLECTIVITE, quelles qu'elles soient.

Pour le cas où LA COLLECTIVITE souhaiterait distribuer des Articles Promotionnels, elle s'engage à :

. soumettre lesdits Articles Promotionnels à l'approbation préalable et écrite d'A.S.O. selon les modalités définies au paragraphe 5.2.1. ci-dessus ;

. ne pas vendre les Articles Promotionnels, mais uniquement à les distribuer à titre gratuit ;

. acheter lesdits Articles Promotionnels auprès des licenciés d'A.S.O., sauf dans l'hypothèse où les licenciés d'A.S.O. ne fabriqueraient pas l'article retenu par LA COLLECTIVITE ou s'ils n'offraient pas des conditions, notamment financières, satisfaisantes. Dans ce cas, LA COLLECTIVITE après avoir recueilli l'accord écrit d' A.S.O., pourra le faire fabriquer auprès de tout fournisseur de son choix à la condition que ce fournisseur ait obligatoirement signé, avant toute fabrication, une lettre d'engagement dont le modèle figure en annexe 1 aux présentes.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE – ASSURANCES

Chaque partie conserve sa propre responsabilité, A.S.O. assumant celle de l'organisation de l'épreuve et LA COLLECTIVITE celle lui incombant au titre de ses obligations telles que visées aux présentes.

7.1. A.S.O.

A.S.O. déclare que les risques dont elle assume la charge en tant qu'organisateur du Tour de France sont couverts par des polices d'assurances en responsabilité civile, qui satisfont :

. d'une part, aux dispositions de l'article L 321-1 du code du Sport ;

. d'autre part, aux prescriptions de l'article R 331-10 du code du Sport ;

A.S.O. s'engage à fournir, sur simple demande, à LA COLLECTIVITE, les attestations des assureurs correspondant aux polices susmentionnées et à maintenir lesdites garanties d'assurances pendant toute la durée de la présente convention.

7.2. LA COLLECTIVITE

LA COLLECTIVITE sera responsable de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, à ses personnels ou aux personnels d'A.S.O., au cours, à l'occasion de ou pendant la mise en place, le démontage, le stockage, le transport, la circulation et plus généralement l'utilisation des matériels, personnels, sites et locaux mis à disposition d'A.S.O., dans le cadre des présentes, par LA COLLECTIVITE et/ou ses éventuels sous-traitants dont elle se porte garant.

LA COLLECTIVITE s'engage à fournir, sur simple demande, à A.S.O., les attestations des contrats d'assurances en cours de validité correspondant à la couverture des dommages susmentionnés, les certificats de conformité de ses infrastructures et à maintenir lesdites garanties d'assurances pour des montants suffisants.

LA COLLECTIVITE s'engage également à vérifier que les sous-traitants disposent bien de garanties d'assurances en cours de validité et pour des montants suffisants.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS FINANCIERES

8.1. A.S.O.

A.S.O. prend en charge :

Le coût des hébergements réservés par ses soins ;

Les primes d'assurance pour les couvertures en responsabilité civile, dans les conditions précisées à l'article 7.1. ;

Le coût du service d'ordre contracté par ses soins auprès de la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale.

8.2. LA COLLECTIVITE

LA COLLECTIVITE s'engage à payer à A.S.O. la somme de 100 000 € (cent mille euros) hors taxes, dans les conditions et suivant l'échéancier ci-après :

• à réception de facture : 50 000€ (cinquante mille euros) hors taxes ;

• le 6 juillet 2013 : 50 000€ (cinquante mille euros) hors taxes.

Les montants ci-dessus énumérés seront augmentés de la TVA au taux en vigueur.

Les règlements seront effectués, sur présentation de factures, au compte d'A.S.O. ouvert à la banque LCL Direction Grandes Entreprises, 61 rue Lafayette F-75009 Paris, sous le numéro 0000003263U (code banque : 30002, code guichet : 00790, clé RIB : 90).

ARTICLE 9 : NATURE DE LA CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITE

Il est entendu que la contribution financière de LA COLLECTIVITE à A.S.O. ne constitue pas une subvention à A.S.O., mais la contrepartie d'une prestation.

En conséquence, A.S.O. ne saurait être tenue des obligations faites par la loi aux entreprises recevant des subventions, au regard notamment de l'article L.1611.4. du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 10 : INTUITU PERSONAE

De convention expresse entre les parties, il est bien entendu que les droits et avantages consentis par A.S.O. à LA COLLECTIVITE le sont à titre strictement personnel et ne pourront, en conséquence, faire l'objet de la part de LA COLLECTIVITE d'aucune cession, concession, directe ou indirecte, totale ou partielle, de quelque nature que ce soit.

Pour sa part, A.S.O. a la faculté de se substituer ou s'adjoindre librement toutes autres sociétés affiliées ou associées au Groupe Amaury pour l'exercice et le bénéfice de droits et obligations prévus au présent contrat, la notion de groupe étant entendue dans son acception prévue à l'article L-233.3. du Code de Commerce.

ARTICLE 11 : SOLIDARITE

La ville de Montpellier déclare et reconnaît qu'elle est tenue solidairement avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'égard des obligations leur incombant en vertu du présent contrat à l'égard d'A.S.O..

Si, pour quelque raison que ce soit, l'une ou l'autre d'entre elles venait à être totalement ou partiellement défaillante dans l'exécution de l'une quelconque des dites obligations, l'autre resterait tenue à l'égard d'A.S.O. de la bonne exécution de ces dernières. A défaut, A.S.O. pourra faire application de l'article 12 ci-dessous.

ARTICLE 12 : RESILIATION ANTICIPEE

En cas d'inexécution ou de violation des obligations par LA COLLECTIVITE, A.S.O. pourra résilier de plein droit la présente convention. La résiliation sera considérée comme effective le dixième jour suivant la date de réception par LA COLLECTIVITE d'une lettre recommandée la mettant en demeure d'exécuter ses engagements, et restée sans effet.

Les sommes qui auraient été précédemment versées par LA COLLECTIVITE resteraient acquises à A.S.O. à titre d'indemnité provisionnelle, sans préjudice de son droit de demander tous dommages-intérêts complémentaires en réparation du préjudice subi.

LA COLLECTIVITE pourra également mettre fin de plein droit à la présente convention, dans les mêmes conditions que ci-dessus, en cas d'inexécution par A.S.O. de l'une quelconque de ses obligations essentielles, les sommes qui auraient été précédemment versées par LA COLLECTIVITE à A.S.O. devant dans ce cas être remboursées sans intérêt.

ARTICLE 13 : ANNULATION - FORCE MAJEURE

A.S.O. n'est pas responsable des reports, annulations ou suppressions d'étapes du Tour de France dus à des cas de force majeure.

En cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français et les cas visés ci-dessous, le présent contrat pourra être suspendu pour une durée maximale de 15 (quinze) jours sans que son terme soit retardé.

Pendant cette durée, toutes les obligations seront suspendues de part et d'autre, à l'exception des obligations relatives aux approbations préalables d'A.S.O. en matière d'opération de communication de LA COLLECTIVITE, à la confidentialité et l'intuitu personae.

Le contrat reprendra ses effets lors de la disparition de la cause de suspension.

Passé le délai de 15 (quinze) jours, à défaut de reprise, le contrat pourra être considéré comme résilié de plein droit, à l'initiative d'A.S.O., sans versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'une ou l'autre des parties.

Pour les besoins des présentes, les parties conviennent d'attribuer aux événements suivants les effets de la force majeure : incendie, inondation, épidémie, pandémie, attentat, ouragan, tornade, tempête, gel, tremblement de terre, guerre, guerre civile, réquisition, arrêt de travail, lock-out ou grève des personnels nécessaires à la tenue des événements sportifs ou à l'acheminement des compétiteurs ou spectateurs, révolution, émeutes, mouvement de foule, moratoire légal, fait du prince, retrait ou suspension des autorisations fédérales, retrait ou suspension des autorisations d'occupation des sites de déroulement des manifestations, vol de tout ou partie du matériel nécessaire à la tenue des événements sportifs, manque d'énergie électrique, interruption ou retard dans les transports ou les postes de télécommunication, impossibilité de retransmettre les événements sportifs par ondes hertziennes terrestres, par câble ou par satellite, conditions climatiques ou politiques rendant impossible ou très difficile la tenue des événements sportifs, conditions rendant impossible ou très difficile le maintien de la sécurité des participants aux événements sportifs ou des spectateurs.

ARTICLE 14 : DIVERS

Les titres et intitulés des articles de la présente convention ne figurent que pour la commodité de lecture ; ils n'affectent en aucune manière le sens des dispositions auxquelles ils font référence.

De convention expresse entre les parties, la présente annule tout accord, arrangement ou contrat antérieur écrit ou non écrit conclu entre les parties et se rapportant à l'objet de la présente.

Toutes conventions dérogatoires ou complémentaires à la présente convention devront être constatées par écrit et signées par les personnes habilitées à représenter les parties.

La présente convention a été rédigée en langue française qui sera la langue officielle du contrat. En cas de traduction du présent contrat dans une autre langue, la version française prévaudra pour toute difficulté d'interprétation.

La présente convention est soumise à la loi française.

En cas de litige sur la validité, l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour régler leur différend à l'amiable avant de saisir le juge compétent français.

Les parties s'engagent à tenir comme strictement confidentielles et par conséquent, à ne pas divulguer à des tiers quels qu'ils soient, les conditions de la présente convention. Cette divulgation ne pourra intervenir que d'un commun accord écrit entre les parties et suivant les conditions qui seront également définies d'un commun accord entre elles, à moins que ladite divulgation ne soit requise par la loi ou les règlements ou pour les besoins d'une procédure judiciaire.

La présente convention est conclue pour une durée déterminée prenant effet à compter de la date de signature pour expirer, sans formalité, ni indemnité à la charge de l'une ou l'autre des parties, de plein droit, le 31 décembre suivant le déroulement de l'épreuve visée à la présente convention.

L'annexe à la présente convention en fait partie intégrante et en est indissociable :

Annexe 1 : lettre d'engagement à l'intention des fabricants d'articles promotionnels.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le.....2013 en deux exemplaires, dont 1 remis à chacune des parties.

Pour la société Amaury Sport Organisation *
Le Directeur Délégué,
Monsieur Christian PRUDHOMME

Pour la ville de Montpellier *
Le Maire,
Madame Hélène MANDROUX

.....
* Signature précédée de la mention "lu et approuvé"

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Demande de subventions- Programme Urbain Intégré FEDER

Axe stratégique n°1 :

**Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers,
notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs**

Mesure 1

Développer et promouvoir les modes de déplacements alternatifs

Projet 1.4

Schéma directeur cyclable

TRANCHE 2

Serge FLEURENCE rapporte :

Dans le programme opérationnel du FEDER « Compétitivité Régionale et emploi 2007-2013 », l'un des objectifs de l'axe stratégique n°1 de Développement Urbain prévoit de favoriser le renforcement des continuités urbaines et les échanges entre les quartiers notamment en valorisant les modes de déplacements alternatifs.

Par délibération du 25 juillet 2011 la Ville a approuvé le **programme global** de travaux d'aménagement des pistes cyclables sur lequel des subventions au titre du FEDER (Mesure 1 – Projet 1.4) seront sollicités à hauteur de **30 % du montant HT des travaux**.

Il s'agit du:

- 1°) bouclage ouest du Centre Ville permettant d'assurer la continuité cyclable entre les pistes cyclables réalisées avec les 3 lignes de tramway et les différents quartiers CUCS du Centre, Nord Ecusson, Figuerolles et cité Gély ;
- 2°) bouclage de la piste cyclable de l'avenue de Lodève en reliant celles réalisées par la ligne 3 du tramway et permettant de desservir les quartiers CUCS du Petit Bard et de

Celleneuve par la création d'une piste cyclable entre le vieux quartier de Celleneuve et le rond-point de Celleneuve ;

La subvention au titre du FEDER sera sollicitée pour chaque tranche de travaux, le montant maximum de subvention étant limité à **450 000 €** pour l'ensemble du programme.

La première tranche de travaux a concerné la piste cyclable de l'avenue Jean Mermoz et a été réalisée pour un montant de 507 077,00 € HT. Elle bénéficie des subventions du Feder à hauteur de **152 123,00 €**.

La deuxième tranche de travaux de ce programme, prévue en 2013/2014 concerne l'aménagement d'une piste cyclable à double sens sur l'avenue de Lodève, entre le cœur du vieux quartier de Celleneuve et le rond-point de Celleneuve, en remplacement des bandes cyclables exigües.

Cette piste cyclable répond également aux demandes du FEDER, puisqu'elle :

- assure la continuité cyclable dans les quartiers Mosson/Cévennes, entre les deux branches de pistes cyclables réalisées le long de la ligne 3 du tramway (Juvignac – Zamenhof et rond-point de Celleneuve - centre-ville) ;
- profite aux habitants des quartiers CUCS de La Paillade et du Petit Bard en desservant leur quartier ;
- permet un accès cyclable direct vers des pôles générateurs de déplacements :
 - o la CAF
 - o le cinéma Nestor Burma ;
 - o le marché forain ;
 - o le centre commercial...

Cette deuxième tranche de travaux fera l'objet d'un marché de travaux (MAPA) pour un montant global (études et travaux) de **880 000 € HT** pour lequel une subvention du FEDER est sollicitée à hauteur de **30 %**.

Financement	Montant	Taux
Subventions FEDER	264 000 € HT	30%
Financement Ville (70%)	616 000 € HT	70 %
Montant total (HT)	880 000 € HT	100 %

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le programme de la 2^{ème} tranche de travaux concernant l'aménagement d'une piste cyclable à double sens sur l'avenue de Lodève entre le vieux quartier de Celleneuve et le rond-point de Celleneuve pour un montant total (études et travaux) de 880 000 € HT ;
- de solliciter une demande de subvention auprès du FEDER pour cette deuxième tranche de travaux à hauteur de 30 % du montant total HT ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Hérault)



Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE rapporte :

I - Modifications de deux cadres d'emplois :

Infirmiers territoriaux en soins généraux :

Le Décret n° 2012-1420 du 18 décembre 2012 crée le cadre d'emplois de catégorie A des infirmiers territoriaux en soins généraux, à compter du 1er janvier 2013, et fixe les conditions d'intégration dans ce nouveau cadre d'emplois des fonctionnaires du cadre d'emplois de catégorie B des infirmiers territoriaux.

Les grades du nouveau cadre d'emplois des Infirmiers Territoriaux en soins généraux (Infirmiers en soins généraux hors classe, Infirmiers en soins généraux de classe supérieure, Infirmiers en soins généraux de classe normale) se substituent aux anciens grades du cadre d'emplois des Infirmiers territoriaux (Infirmiers de classe supérieure, Infirmiers de classe normale).

Techniciens paramédicaux territoriaux :

Le Décret n° 2013-262 du 27 mars 2013 crée le cadre d'emplois de catégorie B, à compter du 1^{er} avril 2013, des techniciens paramédicaux territoriaux résultant de la fusion des deux cadres d'emplois de catégorie B, celui des Rééducateurs et celui des Assistants médico-techniques.

Le nouveau cadre d'emplois est structuré en deux grades : technicien paramédical de classe normale et technicien paramédical de classe supérieure.

Dans le cadre de la constitution initiale de ce cadre d'emplois, les Rééducateurs de classe normale et Rééducateurs de classe supérieure sont intégrés respectivement sur le grade de Technicien paramédical de classe normale et Technicien paramédical de classe supérieure.

II - Créations de postes :

Filière Culturelle :

Adjoint du patrimoine 2^{ème} classe : Création d'un poste de Chargé de médiation à la Panacée.

Filière Médico-sociale :

Biologiste Vétérinaire Pharmacien de classe normale : Création d'un poste de Responsable de service Animalier.

Auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe : Création de deux postes.

Filière Sécurité :

Brigadier Chef principal : Création de deux postes.

Filière Technique :

Ingénieur : Création d'un poste de Responsable adjoint de service Propreté Publicité Proximité.

Emplois d'avenir :

Création de trente-cinq emplois non permanents en Contrat Unique d'Insertion (CUI).

Saisonniers :

Création de deux cents soixante-dix emplois non permanents du 13 mai au 15 octobre 2013

III - Suppressions de postes :

Filière Administrative :

Attaché : Suppression d'un poste de Chargé de dossiers transversaux.

Adjoint administratif principal 2^{ème} classe : Suppression d'un poste d'Assistant administratif.

Filière Culturelle :

Cadre d'emplois Assistants de conservation : Suppression d'un poste de Chargé du centre de Ressources de la Panacée.

Filière Technique :

Technicien principal 1^{ère} classe : Suppression d'un poste de Responsable de pôle.

IV - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Aménagement Programmation :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant à compter du 01/06/2013 sur des fonctions de Chargé d'opérations déplacements. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Culture et Patrimoine :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/07/2013 sur des fonctions de Directeur du cinéma Nestor Burma. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction du Parc Darwin :

Un poste de Biologiste Vétérinaire Pharmacien de classe normale à temps complet est créé à compter du 07/05/2013 sur des fonctions de Responsable de service Animalier. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Biologistes, Vétérinaires et Pharmaciens justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Allocation pour les parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans

Serge FLEURENCE rapporte :

Vu l'avis du Comité technique Paritaire du 19 avril 2013

Vu la circulaire FP/4 n° 1931-2Bn°256 du 15 juin 1998 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune

L'allocation pour les parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans entre dans le champ de l'action sociale et ne revêt pas de caractère obligatoire pour la collectivité. Au regard de sa politique d'action sociale, la ville de Montpellier a fait le choix de l'appliquer pour les agents fonctionnaires stagiaires ou titulaires en position d'activité, pour les agents non-titulaires, les assistantes maternelles, les contrats aidés ainsi que les collaborateurs de cabinet.

Les conditions d'attribution

Il n'est prévu aucune condition de ressource.

L'allocation est destinée aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans qui remplissent les deux conditions cumulatives suivantes :

- Enfant dont le taux d'incapacité est au moins égal à 50%
et
- Parents percevant l'allocation d'éducation spéciale

La prestation n'est pas versée dans le cas unique où l'enfant est placé en internat permanent (c'est-à-dire les week-ends et les vacances scolaires) ou dans un établissement spécialisé avec prise en charge intégrale par l'Etat, l'assurance maladie ou l'aide sociale

Montants et modalités de versement

Le taux mensuel de l'allocation pour les parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans est le montant maximum à savoir 156.38€. Il sera réévalué en fonction de l'évolution des taux relatifs aux prestations

interministérielles d'action sociale à réglementation commune. Cette prestation ne pourra pas faire l'objet de rappel

Le nombre de mensualités versées au titre de la prestation est égal à celui versé au titre de l'allocation d'éducation spéciale. Il est précisé que la perte de l'allocation d'éducation spéciale entraîne la perte de l'allocation.

La prestation sera versée mensuellement et cessera le mois au cours duquel l'enfant handicapé aura atteint l'âge de 20 ans.

La procédure

Le fonctionnaire souhaitant bénéficier de cette prestation devra en faire la demande dans les 12 mois suivant le fait générateur de la prestation en communiquant à la DRH :

- Une fiche familiale d'état civil
- Une notification de la décision de la commission départementale d'éducation spéciale attribuant l'allocation d'éducation spéciale pour les parents de l'enfant concerné
- Une attestation de l'employeur du conjoint de l'agent spécifiant le non versement de cette allocation
- Une attestation de l'agent que l'enfant n'est pas placé en internat permanent ni dans un établissement spécialisé avec prise en charge intégrale

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions ci-dessus présentées
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Attributions et réaffectations de subventions Exercice 2013

Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et actions, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1) Attribution de subventions :

Attributions de subventions dans le cadre de la réussite éducative :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	Projet	2 000 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	Projet	2 000 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	Projet	12 100 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN !	Projet	2 500 €
1330	COMITE DE L'HERAULT D'EDUCATION POUR LA SANTE	Projet	2 500 €
1876	COEUR DE LIVRES	Projet	4 500 €

4599	ARTISANS DE NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS	Fonctionnement	400 €
5211	ENFANTS PRECOCES SURDOUES - HAUT POTENTIEL INTELLECTUEL LR	Fonctionnement	2 000 €
5211	ENFANTS PRECOCES SURDOUES - HAUT POTENTIEL INTELLECTUEL LR	Projet	500 €
5305	LA MAISON THEATRE	Fonctionnement	500 €
TOTAL			29 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Attributions de subventions dans le cadre de la santé :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5615	ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES FAMILLES DE DONNEURS D'ORGANES	Fonctionnement	30 000 €
5627	ASSOCIATION TOM	Projet	1 500 €
5726	FRANCE ADOT 34	Fonctionnement	500 €
TOTAL			32 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1748	LES RENCONTRES DU COURT	Projet	2 500 €
2186	HISPANOTHEQUE	Projet	710 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	Projet	1 000 €
5748	RACINES SUD	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			5 210 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
2305	MOSAIK OUTRE MER	Fonctionnement	1 000 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO	Projet	700 €

3846	CONFLUENCES	Projet	5 000 €
5746	VOIX DE GARAGE	Fonctionnement	200 €
5746	VOIX DE GARAGE	Projet	300 €
TOTAL			7 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la qualité de l'espace public :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Fonctionnement	14 000 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	70 000 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Projet	2 000 €
967	MUC HANDBALL	Projet	2 500 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement	12 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement	12 000 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	Projet	1 700 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	112 000 €
1935	LES CHEVALIERS DE LA GAULE	Projet	3 000 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	Projet	9 000 €
3574	MOUVEMENTS CITOYENS	Projet	800 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement	1 500 €

4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	1 500 €
4720	AGGLOMERATION MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION DE L'HERAULT	Projet	2 800 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement	10 000 €
2053	LA MONTPELLIER REINE A DU CŒUR	Projet	8 400 €
TOTAL			263 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
2096	ASSO. INDEPENDANTE AIDE CITOYENNE PAR LE SOCIAL ET LE LOGEMENT	Fonctionnement	1 200 €
TOTAL			1 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

Attributions de subventions dans le cadre de la petite enfance et du droit des femmes :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
4770	RIROLI	Fonctionnement	600 €
5480	ASSOCIATION POUR TOUTES	Fonctionnement	800 €
TOTAL			1 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre de Montpellier territoire numérique :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1641	MONTPEL'LIBRE	Fonctionnement	3 000 €
1641	MONTPEL'LIBRE	Projet	1 300 €
1641	MONTPEL'LIBRE	Projet	600 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Projet	4 000 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Projet	50 000 €
TOTAL			58 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

2) Réaffectations de subventions

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le Conseil municipal a attribué à l'OCCE 34, pour l'école Rabelais une subvention d'un montant de 5 908 € (reportée par délibération en date du 04/02/2013). L'école Rabelais n'étant pas affiliée à l'OCCE 34 mais à l'USEP, il est proposé de réaffecter cette subvention à l'USEP Malbosc, Ecole François Rabelais. Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922. Cette attribution de subvention annule et remplace la précédente.

Par délibération en date du 25 mars 2013, le Conseil municipal a attribué à l'association APS 34 une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 700 €. La demande de l'association a été modifiée en une demande de projet, il convient de requalifier l'attribution de la subvention. Il est proposé de réaffecter cette subvention en projet. Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925. Cette attribution de subvention annule et remplace la précédente.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant, pour un montant total de 399 610 € ;
- D'approuver les réaffectations de subventions telles que définies ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574;
- D'approuver la lettre d'engagement, les conventions types, ainsi que la convention spécifique concernant la subvention au CNRS dans le cadre de Montpellier territoire numérique, annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

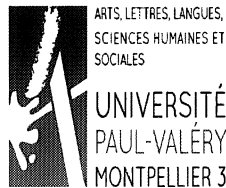
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire : le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est 3 Rue Michel Ange 75794 PARIS CEDEX 16, n° SIREN 180 089 013, code NAF 7219Z, représenté par son président, M. Alain Fuchs, lequel a délégué sa signature pour la présente convention à Mme Ghislaine Gibello, Déléguée Régionale pour la délégation Languedoc-Roussillon, Ci-après désigné « le CNRS »

et L'UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER III, Etablissement Public à caractère Culturel Scientifique et Professionnel, dont le siège est situé route de Mende 34199 MONTPELLIER CEDEX 5, FRANCE, code NAF 8542 Z, représenté par sa présidente, Mme Anne Fraïsse, Ci-après désignée « l'UM3 »

Le CNRS et l'UM 3 sont ci-après désignés par « les Etablissements »

Les Etablissements agissent pour le compte du laboratoire « Acteurs, Ressources, Territoires dans le Développement », Unité mixte de Recherche n°5281, sis Route de Mende 34 199 MONTPELLIER CEDEX 5, dirigé par Mme Geneviève Cortes, ci-après désigné par « ART-Dev »

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Le laboratoire Art-Dev, travaille sur la thématique "Villes et TIC". Ce projet traite plus particulièrement de territoire et de données d'une collectivité territoriale qu'il s'agit de communiquer sous une forme numérisé. Un projet de recherche appelé «L'Open Data et la gouvernance territoriale » se déroule sur la période 2012-2014, ci-après désigné « le Projet » défini dans l'annexe scientifique qui fait partie intégrante de la présente convention.

Dans le cadre du programme d'innovations numériques appelé Montpellier Territoire Numérique (ci-après désigné « MTN »), initié en 2010, visant à permettre aux collectivités et aux acteurs du numérique d'imaginer et de produire de nouveaux services urbains, la Ville de Montpellier a fait naître l'initiative Opendata, organise la réutilisation des données publiques à travers un site de publication et anime les conditions de partage de ces données et de création de services innovants. La Ville souhaite associer le monde académique (universités et organismes de recherche) au programme MTN et trouve dans les Etablissements à la fois un gisement de compétences et d'expertise et un acteur engagé dans la recherche et l'innovation sociale et technologique.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires pour la durée du projet (septembre 2013 – septembre 2014).

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'objectif de la convention entre la Ville de Montpellier et les Etablissements à travers le laboratoire ART-Dev (UMR 5281) est de soutenir financièrement le Projet permettant d'approfondir des axes de recherche engagés à travers le projet « L'Open Data et la gouvernance territoriale », de les mettre en application et de les expérimenter en grandeur nature dans le cadre du projet Montpellier Territoire Numérique (MTN) porté par la ville de Montpellier.

Le Projet fait partie des axes de recherche du laboratoire ART-Dev (Acteurs, Ressources, Territoires dans le développement), et plus précisément l'axe 3 intitulé « Circulations, réseaux et interfaces ». Cet axe codirigé par F. Lançon et V. Lavaud-Letilleul (ART-Dev), aborde plusieurs thématiques qui s'intègrent dans le projet Montpellier Territoire Numérique. Ces thématiques se proposent d'interroger les notions relatives aux réseaux et aux territoires tant par leurs constructions sociales que par leurs aspects flux d'échanges matériel ou immatériel dès qu'il s'agit des TIC.

Pour la mise en œuvre de ces actions, le CNRS a sollicité auprès de la Ville une subvention projet de 50 000 euros nets de taxe.

Considérant que ce Projet contribue au développement de la politique de la ville dans le cadre du programme Montpellier Territoire Numérique et à la volonté de faire émerger une dynamique de partage et de réutilisation des données publiques, que la Ville recherche dans ce programme à développer les partenariats avec l'enseignement supérieur et la recherche afin d'enrichir un réseau ouvert d'innovation et enfin, que le Projet Opendata présente un fort intérêt local, favorisant l'accès à connaissance du territoire, la transparences de l'action publique et la possibilité de création de services urbains, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour le Projet de recherche Opendata, la Ville de Montpellier accorde au CNRS une subvention projet de 50 000 euros nets de taxe pour l'année 2013. La ville rend accessible les ressources informatiques et humaines nécessaires pour la bonne exécution de l'expérimentation appliquée.

Article 3 : Participation des Etablissements

Le Projet est conduit sous la responsabilité scientifique de Mme Lavaud-Letilleul et de M. Bakis.

Dans le cadre du Projet Opendata, les Etablissements ont pour missions :

- de prendre en compte les données mises à disposition en tant que ressource scientifique pour les programmes de recherche ;
- de favoriser la diffusion de la démarche de mise à disposition des données au sein des Etablissements ;
- d'intégrer et de présenter la démarche du Projet Opendata dans les plans d'enseignement, en particulier dans le Master Mobilités – transport ;
- d'intégrer la question des données et de leurs récoltes dans les propositions de stage en Master ;
- de rédiger un ou plusieurs articles scientifiques destinés à des revues à comité de lecture ;
- de participer à des colloques scientifiques afin de valoriser les problématiques de l'Opendata et leurs impacts sur les territoires.

Dans le cadre du Projet, les protocoles, outils, savoir-faire, méthodologies scientifiques développés par ART-Dev sont la propriété des Etablissements.

Article 4 : Communication

La Ville et le CNRS s'engagent à faire état de leur participation respective sur le Projet Opendata sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos :

- de la Ville de Montpellier,
- du CNRS
- de l'UM3
- de ART-Dev

Article 5 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 50% de la subvention effectué au début du projet, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 3 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	34000	00001003417	34

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du Projet ;
- Pièce n°6 : un état définitif, visée par l'Agent Comptable Secondaire, des recettes et dépenses affectées au Projet ;
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements des Etablissements

Les Etablissements s'engagent à :

- utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par les Etablissements en contactant la Direction des Systèmes d'Information.

Article 7 : Modalités de contrôle

Les Etablissements s'engagent à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 8 : Devoir d'information

Les Etablissements s'engagent à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour la période du Projet proposé par les Etablissements allant du 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention concernant le Projet n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- Le CNRS n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par les Etablissements des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas d'inexécution totale, la structure bénéficiaire devra alors restituer les sommes versées.

En cas d'inexécution partielle, les sommes déjà versées demeurent acquises. Cependant, la structure bénéficiaire devra restituer la part non justifiée du financement déjà versé conformément aux articles 5, 6 et 7 ci-dessus.

Fait en trois exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour le CNRS

Madame le Maire

Madame la Déléguée Régionale

Pour l'UM3

Madame la Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

ANNEXE SCIENTIFIQUE

1 Le projet Montpellier Territoire Numérique

Approuvé en conseil municipal le 7 février 2011, le projet Montpellier Territoire Numérique, qui met au centre de la démarche l'utilisateur, a pour but de transformer la relation des habitants au territoire, de repenser l'information et les services urbains, d'inventer de nouvelles formes d'espace public grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Montpellier Territoire Numérique s'organise autour de deux axes :

- 1) l'animation d'un écosystème de participation des différents acteurs (économiques, associatifs, académiques et institutionnels) à la conception et la réalisation de nouveaux services publics urbains,
- 2) la mise en œuvre de plusieurs dispositifs d'innovation ouverte : le partage des données publiques et leur utilisation par les citoyens et les créateurs de service (Open Data), l'installation de grands écrans interactifs dans l'espace public ("La Cité des Écrans"), la mise en place de plate-forme de publication de contenus multimédias valorisant le patrimoine naturel, culturel, touristique et économique du territoire («La Ville augmentée»), un portail des Savoirs ("d'Alembert"), un lieu de travail collaboratif (type "Cantine")...

À travers cette initiative, il s'agit pour la ville de Montpellier d'associer l'ensemble des acteurs autour de projets de transformation sociale : ville durable, ville conviviale, ville efficace... Et d'expérimenter un nouveau modèle de croissance sociale, économique et culturelle.

Ce programme a comme ambition d'affirmer la ville comme une collectivité engagée dans l'innovation sociale, en tirant parti de la puissance du numérique et en s'appuyant sur de nouvelles formes de coproduction (ascendante, participative). Il s'agira d'accompagner une dynamique d'entreprenariat public afin de partager la connaissance, fédérer les données, créer des services innovants, ouvrir et valoriser l'espace collectif, proposer de nouveaux modèles de croissance et d'implication des citoyens. Le programme sera décliné autour de 3 thèmes simples : Ville Accueillante, Ville Efficace, Ville Innovante. Il se concrétisera par plusieurs projets :

Partage des Données Publiques :

Publication des données publiques, entraînement de l'ensemble des acteurs opérant sur le territoire et animation pour favoriser leur réutilisation.

Espace de travail collaboratif :

Ce nouveau type de dispositif physique et humain est un lieu de travail et de collaboration dédié aux acteurs de l'innovation numérique implantés sur un territoire donné. Il crée du lien entre les innovateurs, les associations, les citoyens engagés, les entreprises, le monde artistique et universitaire.

La ville des écrans :

De grands écrans interactifs ouverts au public, aux artistes et aux créateurs de services urbains.

La ville augmentée :

Enrichir la connaissance de la ville avec des contenus culturels, des informations pratiques, découvrir les ressources de l'environnement naturel ou urbain, valoriser le patrimoine ou les acteurs économique.

D'Alembert :

Partage des connaissances détenues par la ville sous toutes ses formes (fonds universitaires, bibliothèques, etc.).

La Ville de Montpellier s'ouvrira largement aux acteurs engagés sur le territoire : associations, établissements d'enseignement supérieur, citoyens actifs, entreprises, autres acteurs publics.

2 Intégration scientifique

La collaboration scientifique s'établira dans le cadre d'un des axes de recherche du laboratoire ART-Dev (Acteurs, Ressources, Territoires dans le développement), plus précisément dans l'axe 3 intitulé « Circulations, réseaux et interfaces ». Cet axe codirigé par F. Lançon (CIRAD) et V. Lavaud-Letilleul (Univ. Montpellier III, ART-Dev), aborde plusieurs thématiques qui s'intègrent dans le projet Montpellier Territoire Numérique. Ces thématiques se proposent d'interroger les notions relatives aux réseaux et aux territoires tant par leurs

constructions sociales que par leurs aspects flux d'échanges matériel ou immatériel dès qu'il s'agit des TIC. Ainsi, l'évolution des sociétés contemporaines qui impliquent un poids croissant de toutes les formes de circulation, dont les informations et les idées, alimente un vif débat dans la recherche en sciences humaines et sociales sur les processus de « déterritorialisation » susceptibles de déboucher sur une possible « fin des territoires ». Les chercheurs du laboratoire partent d'une hypothèse inverse qui consiste à penser que les dynamiques de réseaux et de circulation participent à une complexification et du même coup, d'une redéfinition des territoires et des territorialités. Si certains chercheurs abordent ces problématiques sous l'angle des circulations humaines, l'approche immatérielle à travers la circulation des données et des informations est aussi prise en compte.

Dès lors, le projet Montpellier Territoire Numérique s'insère parfaitement dans ces problématiques, car la mise en disposition des données publiques et des données universitaires impactent les manières dont les citoyens abordent l'espace et donc les processus de territorialisation. En effet, suite à la « virtualisation » de l'espace, mieux connue sous la forme d'une mise en ligne des globes virtuels (Google Maps, OpenStreetMaps), les citoyens disposent de nouveaux moyens d'aborder leurs déplacements et leurs processus d'appropriation de l'espace. Ensuite ces nouvelles solutions relatives à la consommation de l'espace se sont « miniaturisées » et intègrent aujourd'hui des terminaux mobiles ultras performants de plus en plus présents, qui redéfinissent les mobilités urbaines et touristiques. Parallèlement à ces évolutions techniques et d'usage, sous l'impulsion de plusieurs villes, la question de la libéralisation des données a fait son apparition.

Ainsi, Montpellier à travers son projet Montpellier Territoire Numérique souhaite faire partie des villes pionnières, derrière Rennes et Paris, en termes de libéralisation des données publiques et universitaires. Mais ce phénomène identifié sous le terme d'Open Data n'est pas sans risque pour plusieurs raisons (qualité, détournement, coût) et rejoint aujourd'hui les problématiques liées aux services de géolocalisation qu'offrent les média-géolocalisés. On s'aperçoit que derrière les nombreux objectifs de la municipalité (innovation sociale, nouveau dynamisme économique, efficacité des procédures administratives, amélioration des services au public, nouveau contrat démocratique) s'inscrivent des problématiques géographiques sur la pertinence, la mise en valeur et le détournement des données dans le cadre d'une consommation liée aux territoires de la ville. Montpellier via sa démarche de mise à disposition des données souhaite se « connecter » à son territoire en insufflant des nouvelles pratiques et « connecter » ses citoyens en les invitant à participer à ce projet. Cette initiative recoupe alors une des questions posées par l'axe 3 du laboratoire ART-Dev qui souhaite interroger en quoi la circulation et la mise en réseau (dans notre cas des données publiques) constituent-elles (ou non) une « ressource » pour le développement des territoires et des sociétés ?

Le laboratoire souhaite explorer les questions liées au TIC à travers des travaux de recherche sur les nouvelles formes de mobilisation des acteurs de la société via la libéralisation des données et son impact à la fois sur le territoire de la ville, mais aussi sur les processus de territorialisation de ses citoyens.

D'un point de vue opérationnel, Mme Valérie Lavaud-Letilleul la responsable scientifique de l'axe 3 du laboratoire ART-dev et Mr Henry Bakis spécialiste des TIC encadreront la démarche scientifique.

3 Correspondants scientifique

Stéphane GHIOTTI, Directeur Adjoint
Chargé de Recherche CNRS
UMR 5281 ART-Dev / CNRS-Université Montpellier 3
Acteurs, Ressources, Territoires dans le Développement
Site Saint Charles - Route de Mende - 34 199 Montpellier Cedex 5
Tel : +33 (0)4 11 75 71 00
P : +33 (0)6 72 40 28 93
Mail : stephane.ghiotti@univ-montp3.fr

Mr Bakis Henry
Professeur en géographie
UMR 5281 ART-Dev / CNRS-Université Montpellier 3
Site Saint Charles - Route de Mende - 34 199 Montpellier Cedex 5
Tel : +33 (0)4 11 75 71 00
P : +33 (0)6 72 40 28 93
hbgeo.bakis@gmail.com

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Modification des tarifs sur les amodiations et tarifs pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier

Max LEVITA rapporte :

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la modification du tarif concernant la cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs, et d'approuver les tarifs pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier.

1) Modification du tarif de cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs :

Il est proposé au Conseil municipal de modifier le tarif concernant la cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs suivant considéré dans la délibération du Conseil municipal du 25 mars 2013.

PLACE EN AMODIATION	UNITE	TARIF TTC 2013
Cession d'une place en amodiation pour une durée de 10 ans des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux Fleurs.	Place / 10 ans	7 470 €

2) Tarifs pour les séjours organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier :

La Ville de Montpellier assure la gestion de 33 centres de loisirs qui accueillent un millier d'enfants les mercredis et durant les vacances scolaires. Ces centres sont installés dans des locaux scolaires.

En 2013, la Ville de Montpellier propose des séjours avec hébergement afin de permettre aux enfants:

- De découvrir un environnement différent ;
- D'être plus autonome ;

- D'apprendre la vie en collectivité ;
- De découvrir de nouvelles activités.

8 séjours de 5 jours et 4 nuits seront organisés sur deux centres différents du 8 juillet au 2 août 2013. Au total 240 enfants issus de centres de loisirs différents pourront bénéficier de ce dispositif. L'encadrement de ces séjours sera assuré par des agents titulaires ou en cours de titularisation déjà affectés sur les centres de loisirs municipaux. Chaque séjour associe des enfants et des animateurs de deux centres différents.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les tarifs pour les séjours organisés par les centres de loisirs de la Ville de MontPELLIER :

SEJOUR ORGANISE PAR LES CENTRES DE LOISIRS DE LA VILLE POUR LA PERIODE DU 8 JUILLET AU 2 AOUT 2013	TARIF TTC 2013
Séjour de 5 jours et 4 nuits	170 €

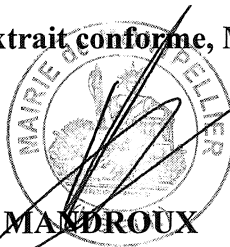
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les tarifs proposés ;
- De préciser que ceux-ci seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;

D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Max LEVITA rapporte :

Conformément à l'article 1^{er} du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants.

La Ville de Montpellier, dans la continuité de la mise en place de son état de l'actif, procède à une mise à jour de ses durées d'amortissement en conformité avec :

- l'Instruction Budgétaire et Comptable M14.
- la circulaire n°NOR/LBL/B/04/10067/C ; instruction budgétaire et comptable M14-dispositions d'accompagnement et d'expérimentation de l'instruction budgétaire et comptable M14 ;
- les différentes méthodes possibles de l'amortissement (linéaire, dégressif,...)
- la circulaire N° NOR/INT/B/02/0059C du 26 février 2002, pris en application de l'article L2122.21 3° du CGCT précisant la liste des biens meubles constituant des immobilisations par nature quelle que soit leur valeur unitaire et fixant, à compter du 1^{er} janvier 2002, à 500 euros toutes taxes comprises, le seuil au dessous duquel les biens meubles ne figurant pas dans la liste sont comptabilisés à la section de fonctionnement.

En outre, conformément à l'article 1^{er} du décret n°96-523 du 13 juin 1996, l'assemblée délibérante peut fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur, ou dont la consommation est très rapide, s'amortissent en un an. La délibération correspondante est transmise au Trésorier Municipal. Elle ne peut être modifiée au cours du même exercice.

Ainsi, le Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service ; d'une autre part que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...) ; enfin que le plan d'amortissement ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération) ;

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€.

Est retenu le seuil de 2000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

3) Les biens amortis et les durées d'amortissement.

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1^{er} janvier 1996.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Catégories	Durées d'amortissement votées	Articles concernés
Immobilisations incorporelles :		
Frais d'urbanisme	5	202
Frais d'études non suivis de travaux	5	2031
Frais de recherche et développement	5	2032
Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	2033
Subventions d'équipement versées	5	2041xx-2042xx
Logiciels	2	205
Marques, brevets, droits	Durée des droits	208
Immobilisations corporelles :		
Voitures et véhicules 2 roues	6	2182-21561-21571
Camions et véhicules industriels	7	2182-21561-21571
Mobilier	10	2184
Matériel de bureau électrique et électronique	5	2183
Matériel informatique	4	2183
Matériels classiques	10	2188-2158
Installations et appareils de chauffage	10	21538
Equipements de garages et ateliers	10	2158-2188
Equipements de cuisine	10	2158-2188
Equipements sportifs	10	2158-2188
Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	7	21568
Installations de voirie	20	2152-2153xx-21578
Immeuble de rapport	30	2132
Bâtiments légers, abris (ALGECO ...)	10	2188
Plantations d'arbres et d'arbustes	20	2121
Autres agencements et aménagements de terrains	30	2128
Agencements et aménagements divers incorporés dans un bâtiment	20	2181
Cheptel	1	2185

Biens de faible valeur unitaire inférieure ou égale à 2 000 € TTC	1	Tous articles confondus
--	---	----------------------------

La présente délibération annule et remplace les délibérations relatives aux méthodes et durées d'amortissement du 6 janvier 1997, du 23 février 2000 et du 30 mars 2009.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- Adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées,
- Adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1^{er} janvier 2014,
- Autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANBROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Organisation des Grandes Villes et Finances Cotisations à des organismes pour l'année 2013

Max LEVITA rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'année 2013.

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	AFIGESE - Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales	1 700,00 €
920	6281	AVUF - Association des Villes Universitaires de France	1 000,00 €
920	6281	CFEML - Centre de Formation des Maires et Elus Locaux	24 238,04 €
925	6281	Ensemble contre la peine de mort	1 500,00 €
			28 438,04 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus;

- De prélever le montant de la dépense pour un total de 28 438,04 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville aux chapitres 920 et 925;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDELOUX

Publiée le : 07 mai 2013



Direction Energie Moyens
Techniques
Service Achats et Production
graphique

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 230

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Cotisations à l'Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales (AACT) pour l'année 2013

Max LEVITA rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion à l'AACT – Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales pour un montant de 180 € pour l'exercice 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation à l'AACT – Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 180 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920, nature 6281 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOUÏ, Martine PETITOUT.

Réforme et cession du matériel et des véhicules

Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M 14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules et matériels : Parcs et Espaces Naturels

Suite à l'état de vétusté des véhicules et matériels, il convient de réformer ces véhicules et matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur les véhicules et matériels effectivement vendus.

2) Réforme de matériel : Service Direction Action Territoriale

Suite à l'état de vétusté du matériel Mise sous plis, de marque PITNEY BOWES, type F500, de l'année 2001, il convient de réformer ce matériel. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ sera de 50 €. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

3) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2013, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnel des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, a été retenue pour coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

4) Réforme de matériel : Service Energie

Suite à l'état de vétusté de deux onduleurs de marque MERLIN GERIN, type GALAXY PW 80 KVA Poids 800 kg, dimension 1900 mm de hauteur, 1015 mm de largeur, 825 mm de profondeur, il convient de réformer ce matériel. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100 €. Les frais sont de 8% sur les matériels effectivement vendus.

5) Réforme de matériel : Service Achats Production Graphique


Suite à la vétusté des matériels, EMF de marque Screem, de type GAS 23, n° de série 92137420, il convient de réformer ce matériel. Ce matériel sera mis au rebut. La filmeuse en L manuelle, de marque DEM, de type SP6830MVR n° de série 97062301, ne correspond plus aux besoins du service reprographie, il convient de réformer ce matériel. Ce matériel sera repris par le titulaire du marché au prix de 400 € minimum.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De déclarer réformés ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe.
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'environnement,
- D'autoriser la vente des matériels réformés du service Parcs et Espaces Natures, de la Direction Action Territoriale, ainsi que le Service Energie, aux enchères par l'intermédiaire du site spécialisé AGORA STORE et la vente du matériel du Service Achats et Production Graphique,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier Principal à faire recette des sommes ainsi récoltées,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(é), à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Delib pour réforme Agorastore

Service parcs et espaces naturels

<u>Nature</u>	<u>Marque</u>	<u>type</u>	<u>Serie</u>	<u>année</u>	<u>Moteur</u>	<u>valeur</u>
Autolaveuse	Karcher	BR 500 B		1994	elctrique	30 euros
Ramasse Gazon	Ransomes	1600 TH	0316503/39	1998	Hydraulique	80 euros
Balayeuse	WMA	Type moteur 018801 modèle 91232	2100000162		BRIGGS et STRATTON	30 euros
Rouleau Aerateur Gazon	Dennis	GS 300		1970	Moteur KUBOTA GS 300 7,2 HP 276cm2	20 euros

Nom	Entité	Statut	Modèle	Fabricant	Numéro de serie
CM-P121	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	B7B9R2J
CM-P122	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	D8B9R2J
CM-P130	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	8PPSS2J
CM-P133	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	5SC8Y2J
CM-P134	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	7HD8Y2J
CM-P137	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	9HD8Y2J
CM-P140	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	6QC8Y2J
CM-P142	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	CRC8Y2J
CM-P150	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	7QC8Y2J
CM-P189	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	Dell	8K2KY3J
EES-P407	MAIRIE	Réformé	OptiPlex GX520	Dell	CBX3K2J
EMT-P059	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	8LD8Y2J
EMT-P061	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	5MD8Y2J
EMT-P062	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	2KD8Y2J
EMT-P063	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	2RC8Y2J
EMT-P065	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	9RC8Y2J
EMT-P073	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	Dell	D2MQF3J
IG-P135	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	Dell	J1MQF3J
JC-P007	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	18B9R2J
JC-P008	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	G7B9R2J
RGP-P181	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	7FB9R2J
RGP-P185	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	COXSS2J
RGP-P192	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	HPPSS2J
RGP-P198	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	JYWSS2J
RGP-P221	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	1ZWSS2J
SDP-P053	MAIRIE	Réformé	OptiPlex GX520	Dell	BPC3K2J
SF-P054	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	GNPSS2J
SG-P011	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	1SC8Y2J
SG-P012	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	1TC8Y2J



**COMMISSION DE REFORME DU
MATERIEL ET DES VEHICULES
du 11 avril 2013 à 9h30**

DIRECTION ENERGIE MOYENS TECHNIQUES

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules et matériels : Parcs et Espaces Naturels

Suite à l'état de vétusté des véhicules et matériels, il convient de réformer ces véhicules et matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur les véhicules et matériels effectivement vendus.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération et le principe de ces ventes aux enchères.

2) Réforme de matériel : Direction Action Territoriale

Suite à l'état de vétusté du matériel Mise sous plis, de marque PITNEY BOWES, type F500, de l'année 2001, il convient de réformer ce matériel. Cet équipement sera mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ sera de 50€. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération et le principe de ces ventes aux enchères.

3) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2013, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnel des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, a été retenue pour coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de L'Environnement.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme.

4) Réforme de matériel : Service Energie

Suite à l'état de vétusté de deux onduleurs de marque MERLIN GERIN, type GALAXY PW 80 KVA Poids 800 kg, dimension 1900 mm de hauteur, 1015 mm de largeur, 825 mm de profondeur, il convient de réformer ce matériel. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100€. Les frais sont de 8% sur les matériels effectivement vendus.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération et le principe de ces ventes aux enchères.

5) Réforme de matériel : Service Achats Production Graphique

Suite à la vétusté des matériels, la raineuse EMF de marque Scream, de type GAS 23, n° de série 92137420, a été remplacée. Il convient de réformer ce matériel. Ce matériel sera mis au rebut. La filmeuse en L manuelle, de marque DEM, de type SP6830MVR, n° de série 97062301, ce matériel n'est plus adapté à l'atelier de l'imprimerie municipale. Il convient de réformer ce matériel. Ce matériel sera repris par le titulaire du marché au prix de 400€ minimum.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme.

- En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

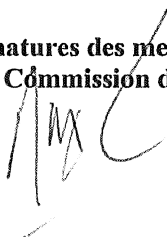
De déclarer réformés ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe.

D'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de L'environnement,

D'autoriser la vente des matériels réformés du service Parcs et Espaces Naturels, de la Direction Action Territoriale, ainsi que le Service Energie, aux enchères par l'intermédiaire du site spécialisé AGORA STORE,

D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(e), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Signatures des membres
de la Commission de réformes**



**Le Responsable du service Achats
et Production Graphique**



Mario Girardi

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Communication de la ville - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue de proposer, de réaliser et d'exécuter pour la collectivité les supports de communication permettant de donner aux campagnes de communication institutionnelle et événementielle de la Mairie de Montpellier une couverture et une visibilité maximale. En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3^{al}. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois, avec un montant minimum annuel de 250. 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 1.100. 000 euros H.T.

Les prestations comportent une tranche unique et sont réparties en 2 lots :

Lot 1 : Communication institutionnelle : 100 000 à 550 000 euros HT.

Lot 2 : Communication événementielle : 150 000 à 550 000 euros HT

Le 26/02/2013, Monsieur Serge Fleurence, Adjoint délégué, a procédé à l'ouverture des plis des 04 candidats retenus.

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

- la qualité de la prestation. Pondération : 60%.
- le prix. Pondération : 40%.

La Commission d'Appel d'Offres, le 9 avril 2013, a retenu les offres des sociétés :

- Voix Publique, pour le lot n°1
- Anatome, pour le lot n°2

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer le marché de Communication de la ville avec les sociétés retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHAR, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETTOUT.

Renouvellement de l'adhésion à la Société Française d'Evaluation Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale

Max LEVITA rapporte :

La Société Française de l'Evaluation (SFE) est une association de type loi 1901 créée en 1999 pour contribuer au développement de l'Evaluation des Politiques Publiques en France et promouvoir son utilisation dans les organisations publiques et privées, ainsi qu'au sein des collectivités en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques.

Elle constitue un lieu de rassemblement, de débats, d'échanges, de capitalisation et de formation entre pairs, ouvert à tous les acteurs de l'évaluation : commanditaires, praticiens, utilisateurs, consultants, chercheurs et opérateurs privés (associations notamment) chargés de la mise en œuvre des politiques évaluées. Son action promeut l'évaluation comme un outil d'aide à la décision, un atout pour la conduite et l'amélioration de l'action publique et un stimulant du débat démocratique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'évaluation de ses politiques publiques, la Ville de Montpellier est adhérente à la SFE afin de contribuer à son action et d'établir des relations avec les acteurs de l'évaluation en France. Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 1 000 euros. Il est proposé de confirmer cette adhésion pour l'exercice 2013.

Conformément à l'article 6 des statuts de la SFE, la Ville en qualité de « membre institutionnel » adhérent doit désigner au sein du Conseil municipal un représentant titulaire et un suppléant pour la représenter à l'Assemblée générale de la SFE.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation à la Société Française de l'Evaluation ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 1 000 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920 ;

- D'élire les représentants suivants à l'Assemblée générale de la SFE :

- Titulaire : Max LEVITA
- Suppléante : Hélène QVISTGAARD

D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013



Séance publique du lundi 6 mai 2013

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAoui, Martine PETITOUT.

Pôle de Recherche et d'enseignement Supérieur (PRES) Sud de France Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'Administration

Hélène MANDROUX rapporte :

Le décret n° 2012-902 du 20 juillet 2012 a approuvé la modification des statuts de l'établissement public de coopération scientifique : « Université Montpellier Sud de France » qui prend la dénomination « PRES Sud de France ».

Le PRES Sud de France est chargé de mener les projets prévus dans le cadre du pôle de recherche et d'enseignement supérieur et de gérer la mise en commun des moyens que les établissements et organismes fondateurs et associés présents en région Languedoc-Roussillon y consacrent.

Il a trois missions principales :

- Permettre la coordination de la politique d'enseignement supérieur et de recherche au sein de l'académie de Montpellier, dans ses différents aspects : formation, recherche, innovation, coopération et échanges internationaux ;
- Assurer la mise en œuvre et le suivi des actions stratégiques prévues dans ses statuts ;
- Conduire, à leur demande, des actions de mutualisation et de coordination entre tout ou partie des membres fondateurs et associés.

La Ville de Montpellier dispose d'un siège au Conseil d'Administration en qualité de membre associé au titre du collège des « collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ».

Pour faire suite à cette évolution statutaire, il convient de procéder à la désignation d'un représentant du Conseil municipal au CA du PRES Sud de France.

Ont été élus :

- Titulaire : Hélène MANDROUX
- Suppléant : Max LEVITA |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07 mai 2013

Conseil Municipal 6 mai 2013
Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision	Synthèse de la décision
----------------------------------	--------------------------------

2012/0510	Convention de participation aux équipements publics de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde (L.311-4 CU), pour l'extension et la transformation d'un bâti existant en maison individuelle et petit studio correspondant à 305 m ² de surface de plancher (SDP) globale dont 214 m ² SDP déjà existant, pour un montant total de participation de 14 560 € (91 m ² x 160 €/m ²)
2013/0033	La Ville répond favorablement à la requête de M. BASILE Jean-Pierre concernant le rachat de la concession perpétuelle qu'il a acquise le 28 mai 2004
2013/0037	Compte tenu de l'augmentation de l'activité des directions et service de la Ville depuis 2010 du fait des réorganisations et des créations de directions et services, il convient d'approuver la signature de l'avenant n°1 au marché 0M9468170, autorisant l'augmentation du montant maximum de 45 000 € HT à 58 000 € HT pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013
2013/0043	De conclure un avenant au marché 2M766 entreprise Freyssinet pour un montant de 10 878 € H.T.
2013/0044	De conclure un marché, afin de choisir un prestataire pour la réalisation d'une revue de presse audiovisuelle quotidienne, avec la société Kantar pour un montant minimum de 5000 € et un montant maximum de 30 000 €
2013/0045	D'attribuer le marché "Achat de matériel Espaces Verts" à la société GALLOY pour un montant maximum de commandes de 60 000.00€ HT. C'est un marché unique à bons de commandes passé pour deux ans à compter de sa notification.
2013/0047	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville de Montpellier contre madame PENIGUET (BAYONNE) et monsieur JOYCE.
2013/0048	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville de Montpellier contre SARL SIHL CASITE DEL BARRIO.

2013/0049	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ ERDF et GRDF.
2013/0050	De conclure une convention d'occupation du domaine public avec "l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34", pour des locaux de 75 m² situés, Immeuble Pagezy, 1 place Francis Ponge, pendant la durée des travaux de réaménagement, qui vont être réalisés dans le local initial au 23 rue Lakanal, du 15 mars au 15 juin 2013.
2013/0051	D'attribuer le marché à l'entreprise AMNYOS pour une mission de préfiguration de la Cité des Métiers à Montpellier pour un montant de 49 820 € HT
2013/0052	D'attribuer le marché à Bons de commande sans minimum, mais avec un maximum de 50 000,00 Euros H.T. pour les actions de soutien aux populations sinistrées à la Croix Rouge Française - 34070 Montpellier pour une durée de 4 ans.
2013/0053	De confier le marché "Elaboration d'une trame verte et bleue urbaine" aux entreprises suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - lot 1 "Diagnostics faune et flore et préconisation de gestion" à BIOTOPE pour un montant de 31 187.50 € HT, - lot 2 " Maîtrise d'oeuvre sur les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité " à COLOCO pour un montant de 34 200 € HT - lot 3 "Communication, signalétique, développement d'outils pédagogiques à COLOCO pour un montant de 19 800 € HT
2013/0054	De conclure avec la "SERM", une convention d'occupation temporaire pour l'immeuble situé, 19 rue Leenhardt, dans l'attente de son acquisition par la "SERM", afin de lui permettre d'engager les procédures administratives et d'aller sur les lieux pour réaliser les diagnostics et les études obligatoires. Cet immeuble est voué à démolition pour l'aménagement de la rue Catalan via le quartier Nouveau Saint Roch.
2013/0055	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI CLJ (M. CARBASSE Laurent)
2013/0056	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL BELCASTEL PROMOTION (M. NICOLET Philippe)
2013/0057	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI SERDAN
2013/0058	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHAPOT Christophe
2013/0059	D'attribuer le marché concernant la mission d'AMO Médiation de la Cité du Corps Humain à Mme Emilie GULDNER pour un montant de 23 600 € HT
2013/0060	D'attribuer le marché de services sans minimum, mais avec un maximum de 25 000 € H.T., pour une mission de maraudage sur les sites festifs de la Ville de Montpellier - Prévention des risques, à l'association Avenir santé 34 sise 34098 Montpellier sur une durée de 6 mois.
2013/0061	De confier au groupement conjoint EMSYS/QUADRIM, la mise en place d'un Plan de continuité des installations techniques de la nouvelle Mairie pour un montant de : <ul style="list-style-type: none"> - Tranche ferme : 70 000 € HT - Tranche conditionnelle : 44 355 € HT - Total : 114 355 € HT

2013/0062	De mettre à disposition la galerie Saint Ravy du 26 avril au 12 mai 2013 pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
2013/0063	D'attribuer un marché, en vue de l'exécution et la production pour la communication de la ville, à la société Graphic Design pour un montant minimum de 10 000 € et maximum de 80 000 €
2013/0064	D'attribuer un marché concernant le transport de l'oeuvre Listening Post, exposée à la Panacée à partir du 6 juin 2013, à l'entreprise ATTHOWE Fine Art Services, pour un montant d'environ 23 000 €
2013/0065	De confier à l'entreprise AMNYOS CONSULTANTS le marché « Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage du projet de Cité de la Jeunesse à Montpellier » pour un montant de 57 000 HT.
2013/0066	D'attribuer le marché, concernant la production du mobilier sur mesure créé pour le bar-restaurant de la Panacée, pour un montant de 29 675.00 € HT, à l'entreprise Ciguë
2013/0067	D'attribuer le marché de services à bons de commande sans minimum, mais avec un montant maximum de 20 000 € H.T. pour une mission de prévention sur les événements festifs à l'association du Comité Départemental d'Education pour la Santé sur une durée de 6 mois.
2013/0068	De confier à l'entreprise SARL Comptoir Occitan, la fourniture de tee-shirts et casquettes pour un montant 20 134 € H.T.
2013/0069	De conclure un contrat de production de l'oeuvre Informationlab, pour un montant maximum de 46 000.00 € HT, dans le cadre de l'exposition inaugurale de la Panacée « Conversations électriques »
2013/0070	De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy du 13 au 20 avril 2013 dans le cadre de l'exposition POLAROID, ROMAN PHOTO
2013/0071	De conclure un marché à bons de commande pour des missions d'assistance technique pour des bâtiments neufs ou existants concernant des mesures de débits de ventilation avec l'entreprise ENEXCO pour un montant maximum de 20 000 €
2013/0072	D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum, mais avec un maximum de 20 000,00 Euros H.T. concernant la location de transporteurs électriques pour la Police Municipale à la société S.A.S E-MOTION sur une durée de quatre mois.
2013/0073	D'attribuer le marché acquisition, maintenance et prestations associées d'une solution de gestion du temps à la société HOROQUARTZ pour un montant maximum de 80 000 € HT
2013/0075	De conclure l'avenant n° 1 au marché attribué à l'entreprise Abel-Ange-Clermont pour la protection des vitraux du Carré Sainte Anne pour un montant de 4 422 € HT
2013/0076	Considérant l'évolution des recettes, il convient de modifier la régie en ajoutant aux recettes autorisées la vente d'affiches de film.
2013/0077	D'attribuer le marché prestation de restauration sur place (catering) pour le personnel artistique et technique de la manifestation ZAT! d'avril 2013, pour un montant compris entre 10 000 et 18 000 € HT, à l'entreprise SAUCE CEVENNES
2013/0078	De renouveler la carte d'abonnement Air France "France Métropolitaine" pour Monsieur le Directeur Général des Services pour la période 2013-2014

2013/0080	De conclure un contrat de co-accueil avec l'association Uni'Sons dans le cadre de la programmation du Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
2013/0081	D'attribuer à TaM le marché pour l'exploitation du parc de stationnement du bassin Jacques Cœur pour une durée de 3 ans. Le montant de la prestation est de 105 000 € H.T.
2013/0082	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Me Bernard ROUSSEL
2013/0083	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LEPINAY Laurence
2013/0084	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence COLAS
2013/0085	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence COLAS
2013/0086	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ HERNANDEZ
2013/0087	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence COLAS
2013/0088	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MENUT Vincent, PIGNAL Guy, CHARLOT Jean Claude, TEMPLE Jean Pierre et SCI ABC (M. LORHO) COMBE Bernard
2013/0089	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOCIETE GALLERIC

ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
Parcelle DL n°590 et 592
Convention de participation Ville / MALAQUIN

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Michaël Delafosse, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Que Monsieur Franck MALAQUIN envisage, sur sa propriété située au sein de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde, l'extension et la transformation d'un bâti existant en maison individuelle et petit studio, correspondant à 305 m² de surface de plancher (SDP) globale dont 214 m² SDP déjà existant.
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur MALAQUIN, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, les parcelles cadastrées section DL n°590 et 592, objet du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriété de Monsieur MALAQUIN ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) nouvelle envisagée : 91 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 160 €/ m² SDP (valeur année 2013)
 - 91 x 160 = 14 560 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Franck MALAQUIN, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

Montpellier, le 27/03/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/03/2013

Notifiée le :



**ZAC Port Marianne
Jardins de la Lironde**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
aux équipements publics de la ZAC**
(article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

**Rue Fra Angelico
Parcelles section DL n° 590 et 592**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la Ville,

de première part,

ET

Monsieur Franck MALAQUIN demeurant au 60-impasse des Libellules à CASTELNAU-LE-LEZ (34170),

Ci-après dénommés le **Constructeur**

de seconde part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée le 30 mars 1998, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée la **SERM**

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

D'une superficie d'environ 40 hectares, la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde est une opération d'aménagement à dominante logement ; toutefois des programmes d'activités et bureaux ont été réalisés sur le pourtour Est de la ZAC, le long de l'avenue du Mondial 98.

Le dossier de réalisation et notamment le programme des équipements publics ont été approuvés par délibération du conseil municipal du 29 septembre 2000. Par Délibération en date du 28 février 2005, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde. Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2005.

La SERM a démarré fin 2003 les travaux du programme d'équipement public dans le secteur Nord-Est de la ZAC, avec notamment la desserte et la viabilité des premières tranches de construction. Par ailleurs, la SERM a réalisé les travaux d'aménagement de la partie Est du parc public de 9 hectares, ainsi que les travaux prolongeant la rue Léonard de Vinci jusqu'à l'avenue du Mondial 98 en desservant le centre du quartier.

Au cours des années 2006-2008, les travaux de desserte des programmes immobiliers (îles C, D, E, F et Z) se sont poursuivis. En 2009, la viabilisation du secteur Ouest s'ouvre par l'aménagement de la rue Fra Angelico. Parallèlement, l'aménagement des espaces plantés continue à mesure que progresse l'urbanisation.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quater du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage l'extension et la transformation d'un bâti existant en maison individuelle et petit studio, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il se rend propriétaire, mais non auprès de la SERM aménageur. La demande de permis de construire correspondante a été déposée en Mairie de Montpellier en date du 3 octobre 2012, sous la référence MONTPELLIER34 PC 12 00278.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne les terrains dont la désignation suit :

des parcelles situées à Montpellier, rue Fra Angelico, comprises dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,

cadastrées section DL n° 590 et 592,
d'une superficie totale de 5.231 m².

- 1.2. Le constructeur envisage l'extension et la transformation d'un bâti en maison individuelle et petit studio, correspondant à 305 m² de surface de plancher globale, dont 214 m² SDP déjà existants.

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

- 1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal successives.
- 1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

- 2.1. En application du programme des équipements publics de la zone approuvé par délibération en date du 29 septembre 2000, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

- 2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface hors œuvre nette construite.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 une construction générant 91 m² de surface de plancher nouvelle.
- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone est fixé à **160 €** par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.
Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **91 m² de SDP nouvelle**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$91 \times 160 = 14.560 \text{ euros.}$$

- 3.3. Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les **huit jours** de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement approuvée le 30 mars 1998, passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone à l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.
- 4.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption du permis de construire ou son annulation, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectué à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son domicile,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le

(en cinq exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

Pour la SERM

**Rachat par la Ville de la concession perpétuelle située
au cimetière St Lazare Acte 40 935**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2188/TR du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Madame Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL

Considérant :

- La demande formulée par M. BASILE Jean-Pierre, tendant à obtenir de la Ville de Montpellier le rachat de la concession perpétuelle située au cimetière St Lazare, section E n° 28 du 5° rang, acte 40 935 qu'il avait acquise le 28 mai 2004 au prix de 3745 €.
- Qu'à l'appui de sa demande, M. BASILE Jean-Pierre fait valoir que, ayant déménagé et vivant désormais en Belgique, la concession au cimetière St Lazare lui est devenue inutile.
- Que, dans ces conditions et en raison de l'intérêt qu'a la Ville à ne pas laisser une concession vide et inutilisée dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

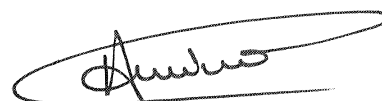
Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession dans les conditions suivantes :
La Ville remboursera 3 745 €, conformément à la dépense engagée par le concessionnaire en 2004 et tel que mentionné sur l'acte de concession
- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 678, Fonction 920262, Chapitre 920.

Montpellier, le 21/3/2013

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Amina BENOUEARGHA JAFFIOL**

Publiée le : 21/3/2013
Notifiée le :



**MARCHE 0M9468170
GESTION DES ABONNEMENTS A
PUBLICATIONS PERIODIQUES DE LA VILLE DE
MONTPELLIER
Autorisation de signature de l'Avenant n° 1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R donnant délégation à M. Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par décision n° 2011/0019 du 2 février 2011, Madame le Maire a autorisé la signature du marché n° 0M9468170 ayant pour objet la gestion des abonnements à publications périodiques de la Ville de Montpellier ;
- Que ce marché à bons de commande a été conclu pour une durée de 1 an à compter de la notification avec possibilité de reconduction 3 fois par période de 1 an ;
- Que le projet d'avenant porte sur la modification du montant maximum annuel qui est augmenté de 45 000 € HT à 58 000 € HT portant ainsi, le montant total des commandes pour la durée du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 au seuil maximum de 58 000 € HT ;
- Que cette augmentation a pour objet de prendre en compte la croissance de l'activité des directions et services de la Ville depuis 2010 du fait des réorganisations et des créations de directions et services.

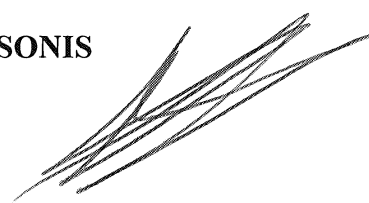
Décide en conséquence :

- D'approuver et autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° 0M9468170 passé avec la Société PRENAX, sise 73 rue Segoffin 92400 COURBEVOIE, qui augmente le montant maximum à 58 000 € HT pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 ;
- De dire que la dépense sera imputée au Budget Primitif 2013 de la Ville. Nature 6182 Fonction 920200 ;
- D'autoriser, Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ce marché.

Montpellier, le 15/04/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 16/04/2013
Notifiée le :**



projet

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : PRENAX SAS – 73 rue Segoffin – 92400 COURBEVOIE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : GESTION DES ABONNEMENTS A PUBLICATIONS PERIODIQUES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

N° du marché : OM9468170

Notifié le : 1^{er} janvier 2011

Montant initial du marché :

Montant maximum ht 45 000 euros ht pour une période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 avec possibilité de reconduction 3 fois par période d'un an soit un montant total du marché de 180 000 euros ht

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

- Augmentation de l'activité des directions et services de la ville depuis 2010 (réorganisations, créations de directions et services) ;

Le montant total des commandes pour la durée du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 est :

Seuil maximum : 58 000 € Euros HT

ARTICLE 2

Le montant de l'augmentation des prestations pour l'année 2013 et de 13 000 € H.T. il s'avère nécessaire de faire un avenant du même montant soit une augmentation de 28,8% Par rapport au montant initial du marché.

Le montant maximum du marché est donc porté à 193 000 euros H.T

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le



**Remplacement des joints de chaussée
sur les quais du Verdanson et des Tanneurs
Avenant n°1 au marché n° 2 M766
Autorisation de signer**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2178 du 1° Septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Philippe Thinès adjoint au maire ;

Considérant :

- Que dans le cadre de l'aménagement et de la mise en œuvre du Plan Local de Déplacement du secteur Nord il est nécessaire de reprendre l'intégralité des joints d'ouvrages du quai du Verdanson et du quai des Tanneurs;
- Que les travaux, dévolus sur consultation réalisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics en date du 21 Aout 2012, ont été attribués à l'entreprise Freyssinet pour un montant de **74 402 € H.T.**;
- Que lors de la phase de démolition des joints existants, il est apparu que les joints dépassaient les bandes de roulements et se terminaient sous les trottoirs existants. Le quantitatif de ces prestations initialement prévu se retrouve en dépassement de 14 ml entraînant donc la réalisation de travaux supplémentaires ;
- Que la totalité de ces travaux supplémentaires représente une plus-value de **10 878 € H.T.** qu'il est nécessaire d'approuver par voie d'avenant n°1 au marché initial ;
- Que le nouveau montant du marché s'élève ainsi à **85 280 € H.T.**, soit une augmentation de 14.62 % par rapport au montant initial du marché;

Décide en conséquence :

- d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché n°2M766 à conclure avec l'entreprise Freyssinet pour un montant de **10 878 € H.T.** ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville , ligne de crédit 17447, service gestionnaire 250.

Montpellier, le 21/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe THINES

Publiée le : 21/3/2013

Notifiée le :

SERVICE VOIRIE

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

FREYSSINET FRANCE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Remplacement des joints de chaussées sur les ouvrages d'art du quai du Verdanson et du quai des Tanneurs

N° du marché :

2M766

Notifié le :

28 septembre 2012

Montant initial du marché :

Montant HT : 74 402.00 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Dans le cadre de l'aménagement et de la mise en œuvre du Plan Local de Déplacement du secteur Nord, il est nécessaire de reprendre l'intégralité des joints d'ouvrages du quai du Verdanson et du quai des Tanneurs.

Lors de la phase de démolition des joints existants, il est apparu que les joints dépassaient les bandes de roulements et se terminaient sous les trottoirs existants. Le quantitatif de ces prestations initialement prévu se retrouve en dépassement de 14 ml entraînant donc la réalisation de travaux supplémentaires.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix unitaires inscrits dans sa proposition en date du 17/08/2012. Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant N°1 au contrat est fixé à **10 878 € H.T.**, soit en toutes lettres : dix mille huit cent soixante dix huit euros hors taxes.

Le montant du contrat est donc porté à **85 280 € H.T.** soit une augmentation de 14.62% par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Géménos, le

A, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

Monsieur
le Directeur

FREYSSINET FRANCE

Région Sud-Est

235, avenue de Coullins

13420 GEMENOS

Tél : 04 42 32 72 00 Fax : 04 42 32 19 54
Siret 334 057 361 00126 - Code APE 4399 D

Philippe THINES

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le



**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour la réalisation d'une revue de presse
audiovisuelle quotidienne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la réalisation d'une revue de presse audiovisuelle quotidienne ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 17/01/2013;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Kantar a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Kantar pour un montant minimum de 5 000 € et un montant maximum de 30 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification, avec possibilité de reconduction 3 fois;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 14/03/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 15/03/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'Achat de matériel espaces verts**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel Espaces Verts, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°3B0061), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 13/02/2013, la société GALLOY, 1408 avenue de la mer 34 000 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société GALLOY pour un montant maximum de commandes de 60 000.00 € HT, pour une durée de deux ans à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 60632 et 60628 et sur le budget investissement, nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 18/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 18/3/2013
Notifiée le :

CONTENTIEUX
**Ville de Montpellier contre Madame PENIGUET
(BAYONNE) et Monsieur JOYCE**
**Appel contre le jugement du Tribunal Administratif
du 18 décembre 2012**
☐
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que madame PENIGUET (BAYONNE) et monsieur JOYCE ont vu leurs recours contre les refus de la ville de les accepter sur les manifestations « Estivales 2010 » et « Hivernales 2010 » par jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 18 décembre 2012 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville, ces derniers interjetant appel (instance 13MA00643) de ce jugement ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le **14/03/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : **15/03/2013**
Notifiée le :

CONTENTIEUX



**Ville contre SARL SIHL CASITE DEL BARRIO
Recours pour excès de pouvoir contre un refus
implicite d'autoriser une terrasse**



Décision d'ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL SIHL « CASITE DEL BARRIO » a introduit un recours pour excès de pouvoir (instance n°1300800-4) contre le refus implicite né suite à sa demande de terrasse ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le **14/03/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : **15/03/2013**
Notifiée le :

Contentieux
Ville de Montpellier c/ ERDF et GRDF
**Pourvoi en cassation contre les arrêts de la Cour
Administrative d'Appel de Marseille du 04/12/2012.**

□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Cour Administrative d'Appel de Marseille a, par deux arrêts du 4 décembre 2012, admis les appels de la commune de Montpellier et jugé de la légalité de la redevance d'utilisation du domaine public routier ;
- Que ERDF et GRDF ont inscrit des pourvois contre ces arrêts (n°365707 et 365708) et qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la S.C.P. LYON-CAEN et THIRIEZ devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le

14/03/2013
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : **15/03/2013**
Notifiée le :

**Convention d'Occupation du Domaine Public
Ville de Montpellier/Union Syndicale Sud-Solidaires 34**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- que par Décision du Maire en date du 26 février 1998 et Délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012, la Ville de Montpellier a mis a disposition de « l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34 » des locaux situés, 23 rue Lakanal à Montpellier ;
- que ces locaux qui nécessitent une importante rénovation et un réaménagement de l'espace vont faire l'objet de travaux pendant une durée de trois mois ;
- que pendant les travaux, les locaux devant être libres de toute occupation, il convient de reloger provisoirement « l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34 » ;
- que la Ville de Montpellier dispose de locaux adaptés pouvant être mis disposition ;

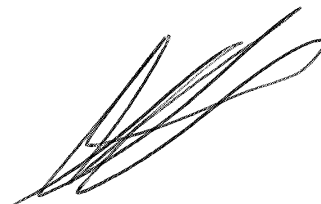
Décide en conséquence :

- de conclure une convention d'occupation précaire et révocable avec « l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34 » pour des locaux d'une superficie de 75 m² situés, Immeuble Pagézy 1, place Francis Ponge ;
- que cette convention, dont la durée sera équivalente à celle des travaux prévue sur une période de trois mois, du 15 mars 2013 au 15 juin 2013, est consentie à titre gracieux compte tenu de la situation de relogement ;
- que la convention d'occupation précaire et révocable sera annexée à la présente décision ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 25/3/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**

Publiée le : 25/3/2013
Notifiée le :



CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par décision du

d'autre part,

« L'UNION SYNDICALE SUD-SOLIDAIRES 34 » dûment représentée par son Secrétaire Départemental en exercice, Monsieur Noël MAS ci-après désigné le preneur.

Préambule :

« L'Union Syndicale Sud-Solidaires 34 » occupe depuis février 1998 des locaux situés, 23 rue Lakanal, propriété de la Ville.

Ces locaux nécessitent une rénovation importante et un réaménagement de l'espace. Des travaux seront effectués à cet effet pendant une durée de 3 mois, ce qui implique de libérer les locaux de toute occupation.

« l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34 » sera relogée pendant la durée du chantier.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Immeuble Pagezy
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER Cedex 2

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 75 m² répartis en trois espaces séparés.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Les locaux seront utilisés par le preneur, à usage exclusif de bureaux et de réunions.

.../...

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée équivalente à celle des travaux réalisés dans les locaux situés 23 rue Lakanal.

Elle prendra effet à compter du 15 mars 2013 jusqu'au 15 juin 2013.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

Compte tenu de la situation de relogement temporaire et de l'activité d'intérêt général effectuée par le preneur, la présente convention est consentie à titre gracieux.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'organisme ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'organisme de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de un mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de un mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34,

NOM :

Prénom :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour une mission de préfiguration de la Cité
des Métiers à Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2739/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Marc DUFOUR, adjoint délégué au développement économique, au tourisme, aux affaires commerciales;

Considérant :

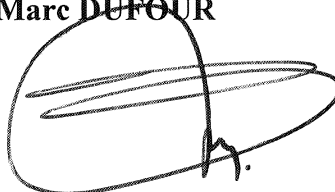
- Qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à une mission de préfiguration de la Cité des métiers à Montpellier dont le seuil maximum de rémunération avait été fixé à 50 150 € HT ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 31 janvier 2013, l'entreprise AMNYOS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise AMNYOS située au 11 avenue philippe Auguste, 75 011 PARIS pour un montant de 49820 € HT
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville (905209/2031)
- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché

Montpellier, le 28/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Marc DUFOUR



Publiée le : 29/3/2013

Notifiée le :

**Attribution d'un Marché passé selon une procédure
adaptée
Marché relatif aux actions de soutien
aux populations sinistrées
entre la Ville de Montpellier et
la Croix Rouge Française
Autorisation de signer le Marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2584 du 18/09/2012 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à la Croix Rouge Française un marché à bons de commande portant sur une mission relative aux actions de soutien aux populations sinistrées de la Ville de Montpellier ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur passe ce marché immatriculé 3B0071 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec La Croix Rouge Française sise 14 Rue Baqué – 34070 Montpellier ;

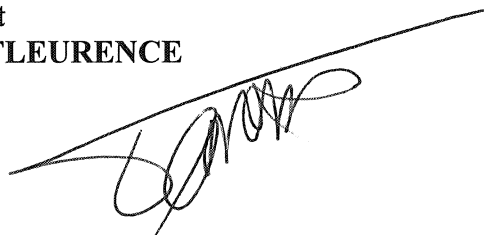
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à bons de commande, sans minimum, mais avec un montant maximum de 50 000,00 Euros H.T. (Cinquante mille Euros H.T.) à la Croix Rouge Française sur une durée de 4 ans à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Chapitre 921 – Fonction 120 - Nature 617 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 26/3/2013
Notifiée le :



Elaboration d'une trame verte et bleue urbaine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- **Vu l'Arrêté 2011/2175 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint délégué,**

Considérant :

- qu'il y a lieu de connecter des espaces de nature situés dans la zone sud-est de la Ville de Montpellier et de permettre la circulation douce des usagers d'un espace à un autre sur des sentiers agréables ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 29 novembre 2012, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, les entreprises suivantes ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
- - lot 1 : Diagnostics faune et flore et préconsition de gestion à BIOTOPE, sise 22 bld Maréchal Foch BP58 34130 Méze
- - lot 2 : Maîtrise d'œuvre sur les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité à COLOCO, sise 213 rue du Faubourg St Antoine 75011 Paris
- - lot 3 communication, signalétique, développement d'outils pédagogiques à COLOCO, sise 213 rue du Faubourg St Antoine 75011 Paris

Décide en conséquence :

- de confier le marché 2M1822 précité aux entreprises ci-dessus pour une durée de 3 ans et pour un montant de :
 - Lot 1 : BIOTOPE pour un montant de 31 187.50 € HT
 - Lot 2 : COLOCO pour un montant de 34 200 € HT(option non comprise)
 - Lot 3 : COLOCO pour un montant de 19 800 € HT (option non comprise)
- de dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2013 de la Ville, section fonctionnement 928 et section investissement 908
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jacques TOUCHON

Publiée le : 29/3/2013

**19 rue Leenhardt
Convention d'occupation temporaire
Ville de Montpellier/SERM**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012, donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS Adjoint délégué ;

Considérant :

- que la Ville a acquis l'ensemble d'un immeuble d'une superficie de 321 m² situé, 19 rue Leenhardt, cadastré EV 63 ;
- que cet immeuble est voué à démolition dans l'objectif de prolonger la rue Catalan pour la raccorder au quartier Nouveau Saint Roch ;
- que la « SERM » est chargée de la réalisation de ce projet et que la procédure de vente de l'immeuble par la Ville de Montpellier à la SERM est actuellement en cours ;
- que dans l'attente de la signature de l'acte de vente, la « SERM » va mettre en route les démarches administratives liées au projet précité et pour cela doit pouvoir accéder dans les lieux afin de réaliser tous les diagnostics et études obligatoires ;

Décide en conséquence :

- de conclure avec la « SERM » une convention d'occupation temporaire pour l'immeuble situé 19 rue Leenhardt, cadastré EV 63 ;
- que cette convention prendra effet à compter de sa signature et jusqu'à la signature de l'acte de vente de l'immeuble par la Ville de Montpellier à la « SERM » ;
- que le loyer est consenti à titre gracieux ;
- que la convention sera annexée à la présente décision ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

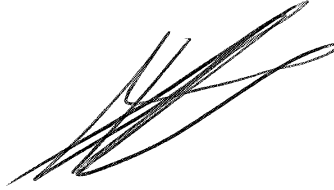
Montpellier, le 25/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 26/3/2013

Notifiée le :



**19 rue Leenhardt
Convention d'occupation temporaire
Ville de Montpellier/SERM**

Entre les soussignés :

d'une part,

- La Ville de Montpellier représentée par son maire, Hélène Mandroux, dûment habilité par décision en date du

Ci-après dénommée « Ville » ou le propriétaire

et d'autre part,

- La société dénommée Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine « SERM », Société anonyme d'économie mixte au capital de 5 894 000,00 € dont le siège social est à Montpellier (34000), Hôtel de Ville et les bureaux, Immeuble Etoile Richter, 45 place Ernest Granier, CS 29502, 34960 Montpellier Cedex 2.

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160 et identifiée au SIRET, sous le numéro 462 800 160.

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration de ladite Société en date du 22 septembre 2009

Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts.

Ci-après dénommée « SERM » ou le preneur

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Ville a acquis l'ensemble d'un immeuble d'une superficie de 321 m² situé 19 rue Leenhardt, cadastré EV 63.

Cet immeuble est voué à démolition dans l'objectif de prolonger la rue Catalan pour la raccorder au quartier Nouveau Saint Roch.

La « SERM » est chargée de la réalisation de ce projet et la procédure de vente de cet immeuble par la Ville de Montpellier à la SERM est actuellement en cours.

Dans l'attente de la signature de l'acte, la Ville de Montpellier met à la disposition de la « SERM » l'ensemble immobilier précité.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – DESIGNATION DES LIEUX

Par la présente convention, la Ville de Montpellier met à disposition de la « SERM » un immeuble d'une superficie de 321 m² situé 19 rue Leenhardt, cadastré EV 63.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition a pour objet, dans l'attente de l'acquisition du bien, de permettre à la « SERM », de mettre en route les démarches administratives liées au projet de démolition de l'immeuble et d'aménagement futur de la rue Catalan via le quartier Nouveau Saint Roch.

ARTICLE 3 - ETAT DES LIEUX

Le preneur prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature de la convention.

ARTICLE 4 – DUREE

Cette mise à disposition est consentie à titre temporaire.

Elle prendra effet à compter de sa signature jusqu'à la signature de l'acte d'achat du bien immobilier par la « SERM ».

ARTICLE 5 – LOYER ET CHARGES

La présente convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS

L'utilisation des locaux mis à disposition par la Ville s'effectuera sous la totale responsabilité de la SERM dans le respect des lieux, de l'ordre public, de la tranquillité des riverains, de l'hygiène et de leur sécurisation en particulier.

ARTICLE 7 – RESILIATION

La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas d'inexécution de l'une des conditions et charges dans le délai d'un mois après mise en demeure restée infructueuse.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville de Montpellier par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de un mois.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession.

ARTICLE 9 – CESSION

Cette convention ne peut être ni transmise ni cédée à un tiers.

Fait à Montpellier, le

Le preneur :

**La Société d'Equipement
de la Région Montpelliéraine,**

Thierry LAGET

Le propriétaire :

**Pour Madame le Maire
l'Adjoint délégué,**

Frédéric TSITSONIS

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SCI CLJ (M. CARBASSE
Laurent) Dossier PE 09V0038

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

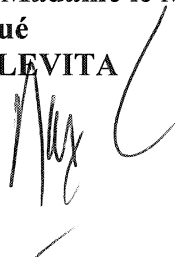
- Que la SARL SCI CLJ représentée par M. CARBASSE Laurent a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°1 rue des Câpriers ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *25/3/2013*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : *26/3/2013*
Notifiée le :

**CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SARL BELCASTEL
PROMOTION (M. NICOULET Philippe)
Dossier PE 11V0060**

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL BELCASTEL PROMOTION représentée par M. NICOULET Philippe a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°16 rue Sainte Catherine ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

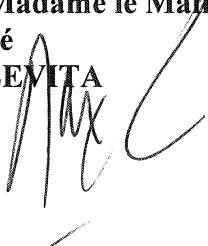
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 25/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le 26/3/2013
Notifiée le :



Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ SCI SERDAN
**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire PC 34172 11 V0386**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 19 juillet 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU PARKING DU CENTRE COMMERCIAL LE POLYGONE un permis de construire visant à effectuer un remplacement d'escaliers mécaniques et d'une façade vitrée, place Paul Bec ;
- Que la SCI SERDAN a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/01/2013 sous le n°1300737-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 25/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/3/2013
Notifiée le :

**MONTPELLIER c/ CHAPOT Christophe
Fixation du prix du bien préempté (IA 2012-3890),
cadastré AL n°49-76-77, devant le juge de
l'expropriation
Décision de défendre**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de préempter le bien de M. CHAPOT Christophe, cadastré AL n°49-76-77, Chemin du Réservoir de Montmaur ;
- Qu'aucun accord amiable n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *25/3/2013*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le *26/3/2013*
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
Mission d'AMO Médiation, Cité du Corps Humain

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2011/2175/T/R de M. Jacques TOUCHON ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'informer les habitants de la Ville de Montpellier de l'existence et des objectifs du projet de Cité du Corps Humain ;
- que cette information devra s'appuyer sur des recherches, des actions et des outils de médiation scientifique précisant les contenus, les approches et les messages qui seront développés au sein de la Cité du Corps Humain ;
- que pour atteindre cet objectif, la Ville de Montpellier souhaite s'adjoindre les services d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) qui l'accompagnera dans la documentation raisonnée des contenus scientifiques et pédagogiques ; la conception et la mise en œuvre d'outils et d'actions de médiation scientifique ; les actions de communication interne au comité d'orientation scientifique de la Cité du Corps Humain ;
- qu'à cette fin un marché de prestation intellectuelle a été organisé conformément à l'article 28 du code des marchés publics, publié le 21 février 2013 et clôturé le 8 mars 2013 ;
- que dans le cadre de cette consultation Mme Emilie GULDNER, concepteur auteur de projets de médiation scientifique a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à Mme Emilie GULDNER, sise 52 rue Roucher, 34 000 Montpellier - pour un montant total de marché de 23 600€ HT (vingt-trois mille six cents euros hors taxe) ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec le prestataire titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville de Montpellier – Mission Grands Equipements, Chapitre 903.

Montpellier, le 28/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jacques TOUCHON

Publiée le : 29/3/2013
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a small loop at the end, and a vertical line extending upwards from the middle of the horizontal stroke.

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant un marché de services pour une
mission de maraudage sur les sites festifs de la Ville de
Montpellier - Prévention des risques
Autorisation de signer le Marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à l'Association Avenir Santé 34 un marché de services à bons de commande portant sur une mission de maraudage pour les sites festifs de la Ville de Montpellier dans le cadre de la lutte contre les addictions ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur passe ce marché immatriculé 3B0264 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'association Avenir Santé 34 sise Pôle Prévention Val d'Aurelle – Parc Euromédecine - 34098 Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande, sans minimum, mais avec un montant maximum de 25 000,00 Euros H.T. (Vingt cinq mille Euros H.T.) à l'association Avenir Santé 34 sur une durée de 6 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Chapitre 925 – Fonction 208 - Nature 6226 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/4/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE

Publiée le : 3/4/2013
Notifiée le :

**Assistance pour une mise en sécurité des installations
techniques de la nouvelle mairie - Mise en place d'un
Plan de continuité des installations**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire Délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;
- Vu le dossier de consultation des entreprises relatif au marché public n° 2M19712691 « Assistance pour une mise en sécurité des installations techniques de la nouvelle mairie – Mise en place d'un Plan de continuité des installations » ;
- Vu le rapport d'analyse des offres en date du 8 mars 2013 relatif à cette affaire ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite confier à un assistant à maîtrise d'ouvrage la définition d'un Plan de continuité des installations techniques pour la nouvelle mairie ;
- Qu'en conséquence, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 2M19712691 « Assistance pour une mise en sécurité des installations techniques de la nouvelle mairie – Mise en place d'un Plan de continuité des installations » ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que le groupement conjoint EMSYS/QUADRIM, qui a pour mandataire EMSYS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- L'offre du groupement conjoint EMSYS/QUADRIM, qui a comme mandataire EMSYS, est retenue, pour un montant de :
 - Tranche ferme = 70 000 € HT.
 - Tranche conditionnelle = 44 355 € HT.
 - Total = 114 355 € HT.

Concernant la tranche ferme, la répartition des prestations est la suivante :

- EMSYS (1025 Rue Henri Becquerel - Parc club du Millénaire - Bâtiment 8 - 34000 MONTPELLIER) = 41 310 € HT.
- QUADRIM (Le Vivaldi - 87 Route de Grigny - 91130 RIS ORANGIS) = 28 690 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget 2013 de la ville de Montpellier – Direction Architecture & Immobilier ; Fonction : 920 et 900.
- Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 16/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le :
Notifiée le :



**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. Olivier Menendez, 75 avenue du Faubourg Figuerolles, 34070 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *VIVA LA RESOLUCION*, à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 26 avril au 12 mai 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser M. Olivier Menendez à exposer à la galerie Saint Ravy du 26 avril au 12 mai 2013 (installation à partir du 23 avril et décrochage jusqu'au 14 mai);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont M. Olivier Menendez a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 29/3/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée en vue de l'exécution et production pour la
communication de la ville**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire en vue de l'exécution et la production pour la communication de la ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 29/01/2013;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Graphic Désign a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Graphic Désign pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 80 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920, 922, 923, 924, 925, 928 et 929.

Montpellier, le 21/4/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 31/4/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: transport de l'oeuvre Listening Post, exposée
à la Panacée à partir du 6 juin 2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Panacée, art et culture contemporaine, présentera lors de son exposition inaugurale l'œuvre *Listening Post*, prêtée par le San José Museum of Art ;
- Que le prêteur a exigé, dans le contrat de mise à disposition de l'œuvre, que celle-ci soit acheminée vers et depuis Montpellier par le transporteur de son choix ;
- Qu'en conséquence et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, aucune mise en concurrence n'est possible en ces circonstances ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3B0246) à l'entreprise ATTHOWE Fine Art Services, pour un montant estimé à 29 310 dollars, soit environ 23 000 € (montant susceptible d'évolution au moment du transport effectif) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 29/3/2013
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2813 / 65

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage du
projet de Cité de la Jeunesse à Montpellier
N° 3C00151401**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/22 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michel PASSET, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage du projet de Cité de la Jeunesse à Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 07 février 2013, la société AMNYOS CONSULTANTS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société AMNYOS CONSULTANTS située au 11 avenue Philippe Auguste 75011 Paris pour un montant de 57 000 € HT,
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (904/2031)
- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 28 / 3 / 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michel PASSET

Publiée le : 29 / 3 / 2013

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: production du mobilier sur mesure créé pour
le bar-restaurant de la Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par décision n° 2012/400, la Ville a attribué à l'agence 1024 Architecture le marché 2M1355 de conception et suivi de réalisation d'aménagement de l'espace d'accueil et du bar restaurant de la Panacée ;
- Que ce marché de création artistique implique la possibilité pour son titulaire de proposer les entreprises chargées de la production du mobilier conçu par ses soins ;
- Que l'entreprise CIGUË est capable techniquement et artistiquement de réaliser ce mobilier sur mesure ;
- Que, conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés Publics, compte tenu de la spécificité de la prestation, ce marché peut être passé sans nouvelle publicité ni mise en concurrence ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3C0233) à l'entreprise Ciguë, EURL Coniine, 89 rue des Chantereines, 93100 Montreuil, pour un montant de 29 675.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 29/3/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
concernant un Marché de Services
Pour une mission de prévention sur les événements
festifs en permanence statique
Autorisation de signer le Marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

Considérant :

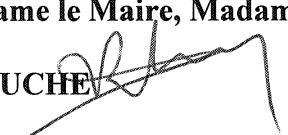
- Qu'il y a lieu de confier à l'Association du Comité Départemental d'Education pour la Santé un marché de services à bons de commandes portant sur une mission de prévention sur les événements festifs de la Ville de Montpellier en permanence statique dans le cadre de la lutte contre les addictions ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur passe ce marché immatriculé 3C0259 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'association du Comité de l'Hérault d'Education à la santé sise Centre André Lévy – 54 Chemin de Moularès – 34070 Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande, sans minimum, mais avec un montant maximum de 20 000,00 Euros H.T. (Vingt mille Euros H.T.) à l'association du Comité Départemental d'Education pour la Santé sur une durée de 6 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Chapitre 925 – Fonction 208 - Nature 6226 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/4/2013

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE**



Publiée le : 3/4/2013



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la fourniture de tee-shirts et casquettes**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2735 du 4 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de récompenser les associations sportives dans le cadre leurs manifestations ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 20 février 2013 ;
- L'entreprise S.A.R.L. Comptoir Occitan propose l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché 3B0147 à l'entreprise S.A.R.L. Comptoir Occitan, sise 174, rue Georges Guynemer, 34130 Mauguio pour un montant de 20 134 € H.T., soit 24 080,26 € T.T.C.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, nature 6232, fonction 92415, ligne 1859.

Montpellier, le 10/4/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Patrick VIGNAL

Publiée le : 11/4/2013
Notifiée le :

La Panacée, art et culture contemporaine
Contrat de production de l'oeuvre Informationlab

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'exposition inaugurale de la Panacée, *Conversations électriques*, comprend des installations et dispositifs interactifs implantés dans les espaces accessibles au public ;
- Que certaines de ces œuvres sont produites spécifiquement pour la Panacée, afin que les projets s'adaptent au mieux aux thématiques développées et aux espaces dédiés ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ces contrats peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence formalisées, compte tenu de la nature artistique de l'œuvre et des circonstances entourant sa production ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de production de l'œuvre *Informationlab* avec Infotude d.o.o., Ursula Lavrencic et Auke Touwsleger, IOC Zapolje III/12, 1370 Logqec, Slovénie, pour les montants suivants : 8 000.00 € pour la conception de l'œuvre et son adaptation au site de la Panacée, 10 000.00 € maximum pour la conception et la mise en œuvre de la création musicale, 16 000.00 € maximum pour le remboursement de l'équipement spécifique nécessaire au projet , 6 000.00 € maximum pour les frais liés aux répétitions (qu'elles aient lieu en Slovénie ou à la Panacée) et 6 000.00 € maximum pour les déplacements et frais de séjours des artistes lors de la performance à la Panacée, soit un total de 46 000.00 € maximum pour l'ensemble du projet ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

28/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 29/3/2013
Notifiée le :

CONTRAT DE PRODUCTION INFORMATIONLAB 2013

Entre :

VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE

La Panacée - art et culture contemporaine

Adresse : 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier

Adresse administrative et postale : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 722 01787

N° APE : 8411Z

Tel 04 67 34 59 16 / Tel 04 34 88 75 30

Représenté par Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture,

Ci-après dénommé "LA PANACEE", d'autre part

Et

Infotude d.o.o.

Ursula Lavrencic & Auke Touwslager

IOC Zapolje III/12

1370 Logqtec

Slovénie

Ci-après dénommé "L'ARTISTE", d'autre part

EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIV

L'exposition inaugurale de La Panacée, *Conversations Electriques* (juin-novembre 2013) comprend des installations, des vidéos, des dispositifs interactifs implantés dans l'ensemble des espaces accessibles au public du site. L'ensemble des espaces seront ainsi animés. Une partie des œuvres présentées sont des projets produits spécifiquement pour La Panacée afin qu'ils puissent s'adapter au mieux aux thématiques développées et aux espaces dédiés.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : CADRE ET OBJECTIFS DE LA PRODUCTION

LA PANACEE produit, dans le cadre de son projet d'inauguration *DIAL Panacée*, qui se poursuivra sur une saison entière de juin 2013 à mai 2014, une œuvre in situ du collectif d'artistes européens Informationlab, Ursula Lavrencic et Auke Touwslager.

L'objectif est de produire une œuvre sonore originale et participative pour le patio de la Panacée dans le cadre de l'exposition *Conversations Electriques*.

Cette production s'inscrit dans les missions du Centre d'Art et de Culture Contemporaine qui s'attachent à promouvoir les œuvres originales et s'appuyant sur des dispositifs innovants, au sein de thématiques définies par la programmation du lieu.

Elle se présente comme un parcours acoustique dans le patio de La Panacée – qu'elle vise à valoriser - matérialisé par deux à trois points d'enregistrements, et de multiples points de diffusion (entre 32 et 35). Une composition musicale sera spécifiquement écrite pour l'installation, exécutée par 6 chanteurs dirigés par un chef de chœur et un soliste lors d'une performance à La Panacée, enregistrée puis diffusée dans le dispositif mis en place.

ARTICLE 2: DATES DE REMISE DU PROJET ET DE SA MISE EN OEUVRE

Le projet conçu par L'ARTISTE sera inauguré en même temps que l'exposition *Conversations Electriques*.

Des phases de conception et de tests seront nécessaires avant l'installation du dispositif dans le lieu.
Une fois l'œuvre installée, elle sera ré-activée lors d'une performance.

Conception : remise finale le 8 avril au plus tard

Tests : remise finale au plus tard le 30 avril

Finalisation de la composition créée spécifiquement pour le dispositif : au plus tard le 30 mai

Installation et performance : au plus tard le 30 juin

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE LA PANACEE

3.1 Outils mis à disposition

LA PANACEE met à disposition de l'artiste :

- une partie du matériel nécessaire à l'installation in situ : câblages, support du dispositif d'enregistrement, armoire technique pour la régie de l'installation selon les plans de l'ARTISTE et après validation de LA PANACEE.
- les espaces de bureaux, espaces pédagogiques et ateliers de production
- les moyens humains pour l'installation de l'œuvre et sa maintenance dans la mesure où la fiche technique et l'implantation définitive de l'œuvre aura été visée et validée par LA PANACEE, le 12 avril au plus tard.
- un à trois studios d'hébergement pour les temps de séjours de l'ARTISTE et de ses collaborateurs, dans la mesure du possible selon le calendrier d'occupation des studios.

3.2.Modalités financières

3.2.1. Pour le travail de conception de l'ARTISTE :

LA PANACEE s'engage à rémunérer l'artiste à hauteur de 8 000 € net (huit mille euros net TTC) pour son travail de conception de l'œuvre et d'adaptation de celle-ci au site de La Panacée..

Le versement se fera sur présentation de facture à la signature du contrat.

3.2.2. Pour la production par LA PANACEE de l'œuvre conçue :

La PANACEE s'engage à mettre à disposition de l'artiste les moyens nécessaires à la diffusion de son projet dans le cadre de son exposition thématique inaugurale : espace d'exposition, matériel technique.

Le dispositif sera validé par la PANACEE après présentation des modalités requises par l'ARTISTE.

La PANACEE s'engage à rémunérer l'ARTISTE à hauteur de 10 000 € net maximum (dix mille euros net maximum) pour la conception et la mise en œuvre de la création musicale. Les sommes dues pour un montant total de 10 000 € net maximum seront versées par mandat administratif, sur présentation de factures accompagnées leurs justificatifs (honoraires de prestataires ainsi que leurs défraiements – compositeur, chef d'orchestre, chanteurs, ingénieur du son).

LA PANACEE s'engage à rembourser à l'artiste sur factures l'équipement spécifique nécessaire pour l'installation du dispositif dans le patio de La Panacée, évalué à 16 000 € net (seize mille euros net TTC). Cet équipement fera l'objet d'une demande de devis par l'artiste qui devra être validée par La Panacée avant l'acquisition du matériel. Le versement se fera sur présentation des justificatifs (factures) par l'artiste.

Ce matériel restera propriété de la PANACEE à la fin de l'exposition, une fois l'installation démontée.

3.2.3 Répétition et enregistrement

Option 1 :

LA PANACEE s'engage à rembourser à l'artiste sur présentation de justificatifs et pour un montant équivalent à 6000 € net maximum les frais de location d'une salle de répétition en Slovénie.

Option 2 :

La PANACEE s'engage à rembourser L'ARTISTE sur facture accompagnée de justificatifs un séjour de 5 à 6 jours au mois de mai pour 6 personnes (L'ARTISTE, compositeur, chanteur, chef d'orchestre, ingénieur du son) pour les répétitions préalables à l'enregistrement. Un montant de 6 000 € net maximum couvrira les dépenses de location de véhicules avec ou sans chauffeur, et/ou billets d'avion, frais de parking, tickets d'essence et péages, ainsi que les frais d'hébergements qui seront quant à eux pris en charge directement par LA PANACEE.

3.2.4 Installation et performance

La PANACEE s'engage à rembourser L'ARTISTE sur facture accompagnée de justificatifs un séjour de 5 à 6 jours au mois de juin pour 11 personnes (L'ARTISTE, chanteur, chef d'orchestre, ingénieur du son et 6 choristes) pour répéter et jouer la performance. Un montant de 6 000 € net maximum couvrira les dépenses de location de

véhicules avec ou sans chauffeur, et/ou billets d'avion, frais de parking, tickets d'essence et péages, ainsi que les frais d'hébergements qui seront quant à eux pris en charge directement par LA PANACEE.

Les frais de repas sont inclus dans les montants versés à l'ARTISTE pour l'ensemble des intervenants pour le projet et ne feront pas l'objet de remboursements supplémentaires.

Le transport du matériel sera inclus si possible dans ces frais de voyages.

Si cela s'avère impossible (trop volumineux ou trop lourd), LA PANACEE s'engage à prendre en charge les frais de transport pour l'acheminement du matériel.

3.2.4 : Phasage du paiement :

La PANACEE s'engage à verser à l'ARTISTE un premier montant correspondant aux honoraires de la conception du projet de 8 000 € net TTC à la signature du contrat sur présentation d'une facture.

Les autres coûts dont le montant global maximum est fixé à 38 000 € net seront remboursés à l'artiste sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs.

3.3. Communication et diffusion de l'information

L'ARTISTE s'engage à communiquer régulièrement sur l'avancée de son projet à la PANACEE. Il autorise La Panacée à réaliser des supports d'information enregistrés (audio et vidéo) documentant les phases de production de l'œuvre. L'ARTISTE autorise La Panacée à diffuser ces informations et toute documentation sur l'œuvre via des supports de communication ou d'édition, sur papier ou dématérialisés, sans limitation dans le temps.

La diffusion de l'information passera aussi bien par le réseau de diffusion de LA PANACEE que par celui de l'artiste et des partenaires associés au projet.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE L'ARTISTE

4.1. Phasage du projet

L'ARTISTE mettra en œuvre le projet *Acoustic Landscape* spécifiquement créé pour l'exposition thématique d'inauguration *Conversations Electriques* selon 3 phases :

Phase 1 : tests du dispositif avril 2013

Phase 2 : installation et répétitions mai 2013

Phase 3 : performance : 21 juin 2013 (date sous réserve)

L'ARTISTE s'engage à respecter le calendrier établi et fournir un budget prévisionnel.

L'ARTISTE s'engage à présenter le cas échéant son travail lors d'une conférence présentant l'exposition ou un aspect plus précis de son œuvre.

L'ARTISTE s'engage à donner à la PANACEE toutes les instructions pour assurer une monstration en continue de l'œuvre dans ses espaces d'exposition (maintenance et développement du dispositif).

4.2. Modalités techniques et relations avec le personnel

L'ARTISTE s'engage à respecter l'environnement professionnel et les conditions particulières de travail inhérentes à la collectivité et à LA PANACEE, c'est-à-dire :

- respecter les jours et horaires d'ouverture des locaux

- ne pas solliciter les services autres que celui de LA PANACEE. Si l'artiste a besoin d'une aide technique, par exemple, la demande doit être transmise à LA PANACEE pour qu'elle soit étudiée.

ARTICLE 5 : DROITS D'EXPLOITATION DES OEUVRES

L'ARTISTE cède gracieusement à LA VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE – les droits d'exploitation de la totalité du projet produit dans le cadre du présent contrat (documents de communication, site internet, publication).

Toute communication sur le projet devra faire mention de LA PANACEE « Informationlab (Auke Touwslager, Ursula Lavrencic), *Acoustic Landscape* (titre susceptible d'être modifié), 2013, œuvre produite par La Panacée / Ville de Montpellier » et/ou en anglais : « Informationlab (Auke Touwslager, Ursula Lavrencic), *Acoustic Landscape* (title can change), 2013, commissioned by La Panacée / Ville de Montpellier

A la fin de l'exposition du projet à la Panacée, l'ARTISTE retrouvera ses droits d'exploitation sur l'œuvre. Le matériel spécifique acheté pour l'installation de l'œuvre (voir 3.2.2) restera propriété de La Panacée. L'ARTISTE effacera au préalable et à la fin de l'exposition toutes les données qui permettraient de rejouer son installation.

L'ARTISTE autorise pendant la durée de l'exploitation de son œuvre par LA PANACEE que le dispositif de diffusion soit mis ponctuellement à disposition d'autres créations sonores ou musicales, sous réserve de son accord. Une mention spécifique sera alors apportée pour la compréhension de l'œuvre par le public mentionnant cette mise à disposition pour une autre création.

L'ARTISTE autorise LA PANACEE à faire fonctionner l'installation sans diffusion d'un enregistrement préalable, laissant le public s'approprier le dispositif d'enregistrement / diffusion en temps réel.

L'ARTISTE cède gracieusement à LA PANACEE / Ville de Montpellier l'ensemble de la documentation ayant permis d'élaborer le projet pour diffusion libre sur tous supports, sous réserve de la mention : « Informationlab (Auke Touwslager, Ursula Lavrencic), *Acoustic Landscape*, (titre susceptible d'être modifié), 2013, œuvre produite par La Panacée / Ville de Montpellier » et/ou en anglais : « Informationlab (Auke Touwslager, Ursula Lavrencic), *Acoustic Landscape* (title can change), 2013, commissioned by La Panacée / Ville de Montpellier », à des fins promotionnelles, scientifiques et pédagogiques. LA PANACEE se réserve le droit de diffuser celle-ci de façon pérenne sur son site internet et au sein du centre de ressources.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

6.1 Les assurances souscrites par LA PANACEE

La collectivité d'accueil de la résidence déclare avoir souscrit à des assurances garantissant les risques contre :

- les dommages qui pourraient être causés à l'artiste par l'un de ses agents ou par les biens dont elle est propriétaire,
- les incendies,
- les dégâts des eaux,
- et autres sinistres susceptibles les œuvres produites et exposées

La collectivité n'assure pas les biens de l'artiste en cas de vol, de dégradations ou de destructions y compris pendant leur transports.

6.2. Les assurances souscrites par L'ARTISTE

L'ARTISTE déclare bénéficier d'une couverture sociale, d'une assurance responsabilité civile et d'une police d'assurance garantissant les dommages qui pourraient être causés à ses biens.

ARTICLE 7 : ANNULATION ET DENONCIATION DU CONTRAT

7.1. Valeur du contrat de résidence

Ce contrat ne constitue en aucun cas un contrat de travail. En conséquence, il n'ouvre pas droit à la sécurité sociale, au chômage ou à la retraite. L'ARTISTE fournira les attestations prouvant son respect des obligations sociales et fiscales.

7.2. Annulation du contrat

Si une ou plusieurs clauses du contrat n'étaient pas respectées, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans aucune indemnité d'aucune sorte, ainsi que dans tous les cas reconnus de force majeure. Toute annulation d'une décision, du fait, ou d'une incapacité dont l'une des parties serait responsable entraînerait, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité dont le montant sera calculé au prorata du temps et du travail réalisé par l'artiste pendant la résidence.

7.3. Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de ce présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage...)

Fait à Montpellier, le

En trois exemplaires originaux

VILLE DE MONTPELLIER
Pour le Maire et par délégation,
l'adjoint au Maire délégué à la Culture, Philippe SAUREL

L'ARTISTE
Infotude d.o.o

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. Christophe LECOCQ, 42 rue des Aiguerelles, 34070 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition *POLAROID, ROMAN PHOTO*, composée des œuvres de Audrey Rougier, Christophe Cordier, Narjes Behbehani, Arbre, Bumbleroot Berylla, Benjamin Sandri, Caroline Girod et Christophe Lecocq à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 13 au 20 avril 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser M. Christophe LECOCQ à exposer à la galerie Saint Ravy du 13 au 20 avril 2013 (installation à partir du 10 avril et décrochage jusqu'au 22 avril);
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont M. Christophe Lecocq a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

28/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 29/3/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée - Assistance à maîtrise
d'ouvrage pour des mesures de débits de ventilation**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R donnant délégation à Monsieur Frédéric TSITSONIS adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaliser des mesures de débits de ventilation ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, en date du 06/02/2013, l'entreprise ENEXCO a présenté la valeur technique et l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que la durée de ce marché est d'un an, reconductible maximum trois fois par tacite reconduction.

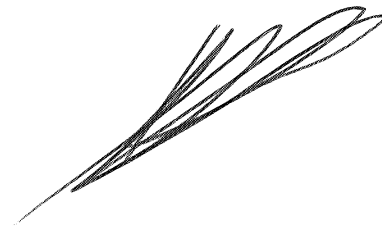
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise ENEXCO, domiciliée au 9 rue Patrice Lumumba - 34070 MONTPELLIER pour un montant de maximum de 20 000 € HT par an ;
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2013 par la Ville.

Montpellier, le 12/4/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 15/4/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à procédure adaptée
concernant la location de transporteurs individuels
électriques pour les agents de la Police Municipale de
la Ville de Montpellier
Autorisation de signer le marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à une société le marché de location de transporteurs individuels électriques pour les agents de la Police Municipale de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 26 février 2013 pour un marché immatriculé 3B0161, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société S.A.S E-MOTION sise 32 Rue Fabert – 75007 Paris a présenté une offre acceptable ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande précité pour un montant sans minimum et un maximum de 20 000,00 Euros H.T. à la société S.A.S E-MOTION pour quatre transporteurs électriques sur une durée de quatre mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 921120 - Nature : 6135 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/04/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE



Publiée le : 08/04/2013
Notifiée le :

**Attribution du marché acquisition, maintenance et
prestations associées d'une solution de gestion du
temps**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2584/TR du 18 septembre 2012 donnant délégation de signature à M. Serge FLEURENCE, 1^{er} Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de désigner un prestataire pour l'acquisition, la maintenance et les prestations associées d'une solution de gestion du temps de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite de l'ouverture d'un marché négocié sans mise en concurrence conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, la société HOROQUARTZ sise Zone Actipark, Immeuble le Toronto, 8 rue Paulin, BP 13713 31037 TOULOUSE CEDEX 1 a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :


- D'attribuer le marché précité à la société HOROQUARTZ pour un montant maximum hors taxe de 80 000 €, définit comme suit :

Période initiale : 35 000 € HT
1^{ière} année de reconduction : 15 000 € HT
2^e année de reconduction : 15 000 € HT
3^e année de reconduction : 15 000 € HT

- Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché pour la partie acquisition.
- Le marché peut être reconduit par période successive d'une année pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 2051, fonction 900.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur le 1^{er} adjoint au Maire à signer ce marché.

Montpellier, le 15/4/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE



Publiée le : 16/4/2013
Notifiée le :



**Avenant n° 1 au marché à procédure adaptée pour la
protection des vitraux du Carré Sainte Anne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 en date du 01 septembre 2011, donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL

Considérant :

- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 13 août 2012, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le marché 2 M 1279 a été attribué à l'artisan ABEL-ANGE-CLERMONT pour la protection des vitraux du Carré Sainte Anne pour un montant de 53 708 € H.T.
- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux supplémentaires suite à la découverte de certaines grilles non visibles avant le chantier. Le montant de ces travaux s'élèvent à 4 422 € H.T., soit une augmentation de 8,23 %, du montant initial, ce qui porte le montant du marché à 58 130 € H.T..

Décide en conséquence :

- De passer l'avenant n° 1 au marché 2 M 1279, pour un montant de 4 422 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville Section : investissement - Fonction : 90324 - Nature 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 23/4/2013
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : Abel Ange Clermont

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Protection des vitraux du carré Ste Anne

N° du marché : 2M1279

Notifié le : 17/10/2012

Montant initial du marché :

Montant HT : 53 708 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

-prise de connaissance, de travaux supplémentaires à réaliser, à l'avancement : certaines grilles de protection n'étaient pas visibles lors de la visite sur site. Elles l'ont été à l'aide d'une nacelle pendant la réalisation des travaux.



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0076

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification d'une régie de recettes
pour le Cinéma Nestor Burma

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

TAPER VOTRE TEXTE ICI

- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 02/02/2011, relative à la création d'une régie d'avances et de recettes, pour le cinéma Nestor Burma,
- Vu la Décision du -21/12/2012, relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes du Cinéma Nestor Burma,
- Vu la Décision du 04/01/2012, relative à la création d'une régie d'avances, pour le cinéma Nestor Burma,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 14 décembre 2012,
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R du 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

l'évolution des recettes, il convient de modifier la régie en ajoutant aux recettes autorisées la vente d'affiches de film.

Décide en conséquence :

Article 1 :

À compter du 01/01/2013, il est institué une régie de recettes « prolongée » pour le Cinéma Nestor Burma auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux du cinéma situé place Pierre-Renaudel - 34000 Montpellier.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Les ventes au guichet des places de cinéma,
- L'abonnement des dispositifs scolaires (écoles, collèges et lycées).
- **Vente d'affiches de films**

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèque bancaire,
- Carte bancaire,
- Virement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de billets et/ou factures.

Article 5 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3, et uniquement celles concernant les dispositifs scolaires.

Article 6 : Un fond de caisse d'un montant de 500 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,

Article 8 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

Article 10 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 12 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 17/04/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: prestation de restauration sur place (catering)
pour le personnel artistique et technique de la
manifestation ZAT! d'avril 2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à M. Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'organisation de la manifestation ZAT ! d'avril 2013 impose la mise en oeuvre d'un service de restauration sur place (catering) pour les artistes et techniciens participant à la manifestation ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 19 mars 2013, l'entreprise SAUCE CEVENNES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 3C0239) à l'entreprise SAUCE CEVENNES, Salièges, 48400 Bédouès, pour un montant compris entre 10 000.00 et 18 000.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/4/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/4/2013
Notifiée le :

**Renouvellement de la carte d'abonnement Air France
" France Métropolitaine" pour Monsieur le Directeur
Général des Services, année 2013-2014**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- qu'il convient de renouveler une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- de renouveler cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Jules NYSSSEN, Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier pour une période d'un an à compter du 7 avril 2013 ;
- de prélever le montant de la dépense (610€ HT plus 30€ de frais) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

Montpellier, le

22/04/13

Madame le Maire

Publiée le : 23/4/2013

Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
Contrat de co-accueil avec l'association Uni'Sons

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville, via le théâtre Jean Vilar, a décidé de co-accueillir, avec l'association Uni'Sons, le spectacle Clandestiland ;
- Que deux représentations seront données le 16 avril, une séance scolaire à 14h30 et une séance tout public à 20h ;
- Qu'il convient de formaliser les conditions de ce co-accueil ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de co-accueil, présenté en annexe, entre la Ville de Montpellier et l'association Uni'Sons
- De dire que les partenaires se répartiront les coûts conformément au budget prévisionnel joint en annexe, soit une estimation de 3042 € à la charge du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que les recettes induites par ces représentations seront mises en commun entre les partenaires ;
- De dire que la Ville aura ainsi à sa charge 50% du résultat des représentations et que les frais d'accueil, d'hébergement, de restauration et de transport lui incomberaient si le résultat était déficitaire ;
- De dire que les sommes correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/4/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/4/2013
Notifiée le :

CONTRAT DE CO- ACCUEIL

ENTRE :

UNI'SONS

n° SIRET : 411 968 647 000 49 code APE : 9499Z
Licences d'entrepreneur du spectacle n°2-1033722 et n°3-1033723
Adresse : 475 avenue du Comté de Nice 34080 Montpellier
Téléphone : 04 67 10 06 79
Représentée par Mme Fadelha BENAMMAR, présidente
D'une part ;

ET :

Le Théâtre Jean Vilar, la Ville de Montpellier .

SIRET : 213 401 72 20 0011 code APE : 8411Z
Licences d'entrepreneur du spectacle : n°1-10300066 et n°3-1027742
Représentée par Madame Hélène Mandroux, Maire, agissant ès -qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Marie ci-après désignée par le terme de co-organisateur.
D'autre part.
ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1.- OBJET

Les Parties conviennent de diffuser le spectacle « Clandestiland », le 16 avril 2013 à 14h30 pour une séance scolaire et à 20 h pour une séance tout public au Théâtre Jean Vilar.
La capacité retenue pour ce spectacle est de 374 places. La répartition de la jauge à vendre est faite d'un commun accord entre les parties. Elle est de :
- 50 places pour Uni'sons et notamment en vue des personnes bénéficiaires de minimas sociaux de la Mosson
- 25 places pour le pass culture
- 10 invitations pour la compagnie - 6 invitations Culture du Cœur- 20 invitations officiels, presse
Le quota retenu pour chacun est modifiable selon les besoins de chacun. Le Théâtre Jean Vilar et UNI'SONS assureront ensemble la gestion des invitations compagnie, presse et protocole.

Article 2.- OBLIGATIONS D'UNI'SONS

UNI'SONS présentera le spectacle dans le cadre de son projet Caravane Arabesques. UNI'SONS signera le contrat de cession de droits avec le producteur de l'artiste et en assurera le paiement. UNI'SONS s'assurera que le producteur dispose de tous les droits artistiques. Il prendra en charge le cachet du spectacle, frais de transport, d'hébergement, de repas et droits d'auteurs. UNI'SONS aura à sa charge 50% du résultat de l'organisation de la représentation hors technique. Si toutefois ce résultat était déficitaire, les frais d'accueil hébergement, repas et transport serait à la charge du Théâtre Jean Vilar.

Article 3.- OBLIGATIONS DU THEATRE JEAN VILAR

Le théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans le cadre de sa saison et le proposera à ses abonnés. Il en prendra en charge la billetterie et assurera l'infoline.
Il validera les éléments artistiques, logistiques et techniques du contrat de cession avant signature par UNI'SONS.
La Théâtre Jean Vilar aura à sa charge 50% du résultat de l'organisation de la représentation hors technique et mettra en commun ses recettes propres de billetterie. Si toutefois ce résultat était déficitaire, les frais d'accueil hébergement, repas et transport lui incomberait.

Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge unique les coûts techniques. Il constituera l'équipe technique et louera le matériel en fonction de la fiche technique du spectacle. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales de son personnel affecté à ces fonctions.

ARTICLE 4 : TARIFS

Les tarifs d'entrée aux spectacles sont ceux pratiqués habituellement par le Théâtre Jean Vilar. Un tarif préférentiel de 5 euros est proposé à UNI'SONS pour la vente de billets destiné aux bénéficiaires de minimas sociaux de la Mosson. Cette vente sera effectuée par UNI'SONS par le biais des associations membres du Réseau Pailladin et directement auprès des jeunes au sein de la structure.

Article 5 : COMMUNICATION

Le Théâtre Jean Vilar et UNI'SONS assureront ensemble la communication et la promotion du spectacle : plan de communication, communiqué de presse, le choix de visuels et des textes et relations publiques.

Chacune des parties communique sur l'événement auprès de son public en utilisant sa charte graphique et en mentionnant pour le Théâtre Jean Vilar « en partenariat avec UNI'SONS dans le cadre de la Caravane Arabesques » et pour UNI'SONS « en partenariat avec le Théâtre Jean Vilar »

Article 6.- CLAUSE FINANCIERE

Les parties du contrat ont décidé de partager à 50% le résultat de l'organisation du spectacle selon la description budgétaire ci-jointe en annexe.

UNI'Sons n'étant pas soumis à TVA, les budgets prévisionnels et les résultats seront envisagés toutes taxes comprises.

Les recettes concernent seulement les recettes de billetterie.

Les frais de fonctionnement des structures ne sont pas intégrés.

A l'issue de la représentation une situation financière sera établie avec mise en commun des charges liées au cachet de l'artiste, aux droits d'auteurs et à la communication du spectacle et frais d'accueil (hébergement, repas et transport).

Dans le cas d'un résultat déficitaire, les dépenses mises en commun concernent seulement les dépenses liées au cachet de l'artiste, aux droits d'auteurs et à la communication du spectacle. Les frais d'accueil (hébergement, repas et transport) seront dans ce cas pris en charge uniquement par le Théâtre Jean Vilar.

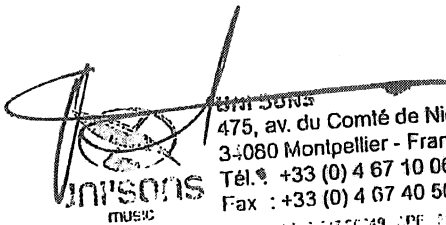
Article 5.- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...)

Fait à Montpellier, le 12 mars 2013, en deux exemplaires

Pour UNI'SONS

Pour le Théâtre Jean Vilar, la ville de Montpellier


UNI'SONS
475, av. du Comté de Nice
34080 Montpellier - France
Tél. : +33 (0) 4 67 10 06 79
Fax : +33 (0) 4 67 40 50 62
music

Philippe SAUREL
Adjoint au Maire
Délégué à la Culture

EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT DU BASSIN JACQUES CŒUR

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté n°2011/2178/T/R donnant délégation à Philippe THINES pour la « signature des arrêtés de voirie et de stationnement, réseau Pétrarque, gestion déléguée des parkings »

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier l'exploitation du parc de stationnement du bassin Jacques Cœur à un prestataire ;
- Que la consultation, qui s'est déroulée du 05/02/13 au 18/03/13, pour le marché n°2D00028331 a été organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics ;
- Que TaM a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

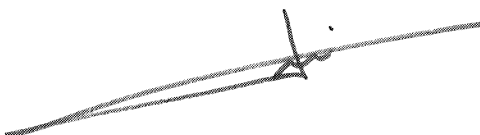
- D'attribuer le marché n°2D00028331 à TaM pour un montant H.T. de 105 000 euros et une durée de 3 ans ;
- D'autoriser Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement 2013 de la Ville.

Fonction : 928202

Montpellier, le 19/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 24/04/2013
Notifiée le :





Contentieux
Recours indemnitaire
Ville de Montpellier / Me Bernard ROUSSEL (SARL
RODIER MEDITERRANEE)

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la société Rodier Méditerranée (SARL) est intervenue dans le cadre de la création du centre d'art contemporain La Panacée en tant que titulaire du lot Electricité ;
- Que, suite à des difficultés, l'entreprise n'a pas achevé ses travaux ; que, dans ce cadre, la retenue de garantie n'a pas été restituée ;
- Que ladite société a été placée en liquidation judiciaire et qu'elle est aujourd'hui représentée par Me Bernard Roussel ;
- Que Me Bernard Roussel, liquidateur judiciaire de la société Rodier Méditerranée (SARL), a déposé le 2 avril 2013 devant le Tribunal Administratif une requête enregistrée sous le n° 1301553-4 à l'encontre de la Ville, aux fins de voir condamner la Ville à lui verser la somme de 24 039.65 € au titre de la retenue de garantie ;
- Que dans ces conditions, il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire,

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ LEPINAY Laurence
**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire PC 34172 10V0118 M1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 14 décembre 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SAS VALCOMEDIA un permis de construire pour une opération située au n°6 rue Baudin ;
- Que Mme LEPINAY a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 14 février 2013 sous le n°1300924-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

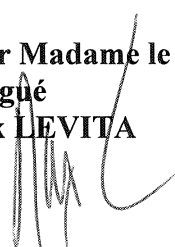
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *16/04/2013*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :



**CONTENTIEUX
Ville de Montpellier / Madame Laurence COLAS
Recours contre le titre de recettes émis le 6 novembre
2012 d'un montant de 11 791.98 €**

DECISION DE DEFENDRE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que depuis juin 2011, madame Laurence Colas a connu plusieurs changements dans sa situation administrative ;
- Que ces différents changements de situation ont entraîné de multiples ajustements de sa rémunération et de différentes indemnités ;
- Que ces ajustements ont abouti au constat d'un trop perçu de sa part et de la nécessité d'émettre à son encontre un titre de recettes afin de récupérer lesdites sommes ;
- Que ledit titre de recettes, d'un montant de 11 791,98 €, a fait l'objet de la part de Madame Laurence Colas de deux recours en annulation déposés respectivement devant le tribunal administratif de Montpellier et devant le juge de l'exécution près le tribunal de grande instance ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16/04/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



**Publiée le :
Notifiée le :**

CONTENTIEUX
Ville de Montpellier / Madame Laurence COLAS
**Recours contre le titre de recettes émis le 1er
septembre 2012**

DECISION DE DEFENDRE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :


- Que depuis juin 2011, madame Laurence Colas a connu plusieurs changements dans sa situation administrative ;
- Que ces différents changements de situation ont entraîné de multiples ajustements de sa rémunération et de différentes indemnités ;
- Que ces ajustements ont abouti au constat d'un trop perçu de sa part et de la nécessité d'émettre à son encontre un titre de recettes afin de récupérer lesdites sommes ;
- Que ledit titre de recettes, d'un montant de 3 391.60 €, a fait l'objet de la part de Madame Laurence Colas d'un recours en annulation déposé le 18 décembre 2012 sous le n° 1205446-3 devant le tribunal administratif de Montpellier ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le :

**ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE
AFFAIRE HERNANDEZ**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

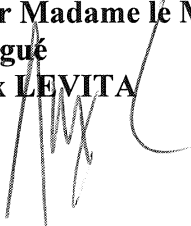
- Que Monsieur HERNANDEZ a été victime d'un accident par électrisation le 19 mai 2008 rue du Mas Rouge.
- Que Monsieur HERNANDEZ impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 16/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°2013/0087

CONTENTIEUX
Ville de Montpellier / Madame Laurence COLAS
Appel contre la décision du juge de l'exécution près le
TGI du 11 mars 2013

DECISION DE DEFENDRE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que depuis juin 2011, madame Laurence Colas a connu plusieurs changements dans sa situation administrative ;
- Que ces différents changements de situation ont entraîné de multiples ajustements de sa rémunération et de différentes indemnités ;
- Que ces ajustements ont abouti au constat d'un trop perçu de sa part et de la nécessité d'émettre à son encontre un titre de recettes afin de récupérer lesdites sommes ;
- Que ledit titre de recettes, d'un montant de 3 391.60 €, a fait l'objet de la part de Madame Laurence Colas d'un recours en annulation devant le juge de l'exécution près le Tribunal de grande instance de Montpellier ;
- Que, par décision du 11 mars 2013, rendue sous la référence RG n°13/15045, le juge de l'exécution a annulé ledit titre ainsi que les courriers de relance et de mise en demeure adressés à Madame Laurence COLAS ;
- Qu'il convient, dans ces conditions, de faire appel de cette décision et de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire,

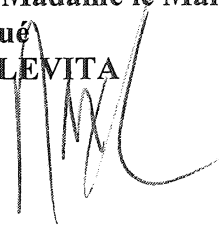
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies, Noy, Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le :

Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0088

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ MENUT Vincent

PIGNAL Guy

CHARLOT Jean Claude

TEMPLE Jean Pierre

SCI ABC (M. LORHO)

COMBE Bernard

**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire PC34172 12V0138**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

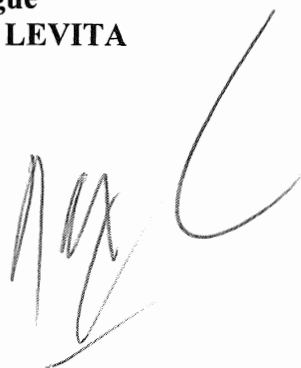
- Que par un arrêté du 28 septembre 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la société KAUFMAN & BROAD un permis de construire visant à procéder à la construction d'un immeuble de 52 logements au n° 646-666 rue Georges Denizot ;
- Que Mrs MENUT Vincent, PIGNAL Guy, CHARLOT Jean Claude, TEMPLE Jean Pierre, et la SCI ABC (M. LORHO), COMBE Bernard ont déposé des requêtes en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, les 15 et 18 mars 2013, respectivement sous les numéros : 1301224-1, 1301225-1, 1301257-1, 1301256-1, 1301227-1, 1301249-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16/04/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Max Levita', written in a cursive style.

**Publiée le :
Notifiée le :**



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0089

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SOCIETE
GALLERIC

Recours pour excès de pouvoir contre le refus de
permis de construire PC34172 12V0202

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 08 octobre 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a refusé à la SOCIETE GALLERIC un permis de construire visant à édifier un bâtiment de stockage au 190 rue de la Restanque ;
- Que la SOCIETE GALLERIC a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 19 mars 2013 sous le n°1301276-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16/04/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :